



Association Internationale de la Paix (AISP/SPIA)

L'AMÉRIQUE LATINE, UN ÉCHIQUIER GÉOPOLITIQUE ?

Fragmentation régionale et rivalités de puissances
dans le nouvel ordre multipolaire

Réalisé par :
MARTI JORDÀ, Eva

Sous la direction de :
ATTAR-BAYROU, Laurent



Novembre - Décembre

2025

TABLE DE MATIÈRES

| | |
|---|----|
| LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS | 3 |
| INTRODUCTION..... | 5 |
| <i>Problématique</i> | 7 |
| <i>Axes de recherche</i> | 7 |
| <i>Méthodologie et structure</i> | 7 |
| 1. LE CHESS GÉOPOLITIQUE DE L'AMÉRIQUE LATINE DANS LE NOUVEL ORDRE MULTIPOLAIRE | 8 |
| 1.1. Géopolitique de l'Amérique latine après la Guerre Froide | 8 |
| 1.2. Géopolitique de l'incertitude | 9 |
| 1.3. L'Amérique latine dans ce nouvel ordre multipolaire..... | 11 |
| 1.4. La géopolitique de l'Amérique latine face à la rivalité sino-américaine..... | 13 |
| 2. LES ACTEURS REGIONAUX : LE MEXIQUE ET LE BRÉSIL..... | 14 |
| 3. AMÉRIQUE LATINE : VIOLENCE, CONFLITS SOCIAUX ET INSTABILITÉ | 22 |
| 3.1. Crise et fragmentation en Amérique latine | 22 |
| 3.2. Crise de sécurité intérieure : violence, crime organisé, homicides, narcotrafic | 23 |
| 3.3. Déclin démocratique : Démocraties fragiles, libertés en régression | 27 |
| 3.4. Crise des mécanismes de coopération régionale et la fragilité du multilatéralisme..... | 28 |
| 3.5. Nouvelles tensions idéologiques. « Vague droitère »..... | 29 |
| 3.6. Migration et inégalités : La crise migratoire vénézuélienne..... | 31 |
| 3.7. Ressources naturelles : De la rente à l'innovation..... | 31 |
| 4. L'HISTOIRE DES INGÉRENCES AMÉRICAINES EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES..... | 33 |
| 4.1. Interventions récentes : Les cas au Venezuela | 36 |
| 4.2. Les relations de l'administration Trump avec l'Amérique latine : une reconfiguration de la carte politique et stratégique régionale | 42 |
| 5. NOUVELLES PUISSANCES D'INFLUENCE : LA CHINE ET LA RUSSIE..... | 45 |
| 5.1. L'Amérique latine et la Chine : une relation de plus en plus stratégique | 46 |
| 5.1.1. Investissements chinois dans les infrastructures et les ressources naturelles. | 47 |

| | | |
|---------|--|----|
| 5.1.2. | Les BRICS et les banques de développement chinoises : une alternative au pouvoir occidental | 48 |
| 5.1.3. | Commerce avec la Chine..... | 49 |
| 5.1.4. | Païement de ses investissements | 51 |
| 5.1.5. | La CELAC..... | 51 |
| 5.1.6. | Engagement sécuritaire de la RPC en Amérique latine | 52 |
| 5.1.7. | Le crime organisé chinois en Amérique latine..... | 53 |
| 5.2. | PRESENCE RUSSE : ARMEMENT, DIPLOMATIE ET DESINFORMATION | 54 |
| 5.2.1. | Les débuts de l'influence russe : du déclin de l'Union Soviétique..... | 55 |
| 5.2.2. | Stratégie russe envers l'Amérique latine après la guerre d'Ukraine..... | 56 |
| 5.2.3. | Activités illicites (blanchiment d'argent, flottes fantômes, contournements de sanctions, capital corrosif, etc) | 57 |
| 5.2.4. | Guerre de l'information. Système de désinformation | 58 |
| 5.2.5. | Systèmes de surveillance..... | 58 |
| 5.2.6. | Efforts diplomatiques et action étrangère de Moscou..... | 60 |
| 5.2.7. | Sécurité et défense : La coopération militaire se renforce..... | 62 |
| 5.2.8. | La dimension économique de la stratégie russe..... | 64 |
| 5.2.9. | Ressources naturelles et technologie nucléaire | 65 |
| 5.2.10. | Le Cuba, une plateforme de projection extrarégionale | 67 |
| 5.2.11. | Le Venezuela et la Russie..... | 67 |
| 6. | CONCLUSIONS | 68 |
| 7. | Bibliographie..... | 73 |

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ABEN : Agence bolivienne de l'énergie nucléaire

ACEUM : Accord Canada–États-Unis–Mexique

AFRIPOL: Mécanisme Africain de Coopération Policière

ALBA : Alliance bolivarienne pour les Amériques

ALC : Amérique latine et les Caraïbes

ALE : Accords de libre-échange

ALENA : Accord de libre-échange nord-américain

ANASE : Association des nations de l'Asie du Sud-Est

APL : Armée Populaire de libération

BRI : Initiative de la Ceinture et de la Route

BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud

CARICOM : Communauté des Caraïbes

CELAC : Communauté des États latino-américains et des Caraïbes

CEPALC : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

CIA : Central Intelligence Agency

CIDTN : Centre de recherche et de développement en technologie nucléaire

CJNG : Cartel de Jalisco Nouvelle Génération

CSIC : Centre d'études internationales stratégiques

DIA : Defense Intelligence Agency

FARC : Forces armées révolutionnaires de Colombie

FSLN : Front sandiniste de libération nationale

ICG : International Crisis Group

IISS : International Institute for Strategic Studies

INEGI : Institut national de statistique et de géographie

International IDEA : International Insitute for Democracy and Electoral Assistance

MAGA : Make America Great Again

MERCOSUR : Marché Commun du Sud

MINUSTAH : Mission de Nations Unies pour la stabilisation en Haïti

ODS : Objectifs de développement durable

OEА : Organisation des États américains

OFAC : Office américain de contrôle des avoirs étrangers

OIM : l'Organisation internationale pour les migrations

ONU : Nations Unies

ONUCD : United Nations Office on Drugs and Crime

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

PCC : Première Comando Capitale

PIB : Produit Intérieur Brut

PPA : Parité de pouvoir d'achat

RPC : République Populaire de Chine

RRII : Relations Internationales

RUSI : Royal United Services Institute

SICA : Système d'intégration centraméricaine

SIPRI : Stockholm International Peace Research Institute

SMP : Sociétés militaires prisées

SOUTHCOM : Commandement Sud des États-Unis

TIC : Technologies de l'information et de la communication

UE : l'Union Européenne

UNASUR : Union des nations sud-américaines

INTRODUCTION

Lors du forum Chine-CELAC qui s'est tenu à Pékin en mai 2025, plusieurs dirigeants latino-américains ont convenu de la nécessité d'une nouvelle architecture mondiale où les pays du Sud définissent leur agenda sans contrôle extérieur (Gonzalez Barcos, 2025). Cette nécessité arrive étant donné que, depuis la fin de la Guerre froide, l'Amérique latine et les Caraïbes traversent une période de profondes transformations géopolitiques, caractérisée par des réajustements du système international ainsi que par des fragilités internes qui demeurent. Même si elle a été longtemps considérée comme une région périphérique intégrée à la sphère d'influence des États-Unis, elle se retrouve désormais insérée dans un cadre international caractérisé par la montée des rivalités entre grandes puissances et par la transition vers un ordre mondial multipolaire incertain.

Cependant, contrairement à d'autres espaces du « Sud global », l'Amérique latine rencontre des difficultés pour se définir et pour se positionner comme une région cohérente sur la scène mondiale. L'absence d'une vision stratégique commune, la fragilité du dialogue politique régional et le manque de confiance entre les États représentent des obstacles significatifs à l'élaboration d'une position latino-américaine unifiée. Chaque pays a tendance à opérer de manière autonome, guidé par ses intérêts nationaux immédiats, ce qui limite considérablement la capacité collective de la région à influencer les dynamiques globales.

Cette fragmentation interne se manifeste principalement par les positions contrastées adoptées face aux États-Unis. Tandis que certains gouvernements expriment un rejet explicite à l'interférence américaine et revendiquent une plus grande autonomie stratégique, d'autres acceptent la présence de forces militaires, de navires ou d'aéronefs nord-américains sur leur territoire, notamment dans le cadre de la lutte antidrogue ou de la coopération sécuritaire dans la région caribéenne. Cette diversité de postures reflète non seulement des orientations idéologiques variées, mais également l'absence d'un consensus régional sur la souveraineté, la sécurité et la place de l'Amérique latine dans le système international.

Paradoxalement, cette faiblesse de la cohésion régionale n'a pas conduit à une marginalisation géopolitique de l'Amérique latine. Au contraire, la région acquiert une importance stratégique croissante dans le nouvel échiquier mondial. L'abondance de ressources naturelles, la position géographique clé entre les océans Atlantique et Pacifique, ainsi que son rôle dans les chaînes de valeur mondiales et les flux migratoires en font un espace convoité par les grandes puissances. Dans ce contexte, les États-Unis, la Chine et la Russie redéfinissent leurs doctrines économiques, politiques et militaires, tandis que l'Amérique latine apparaît comme un terrain privilégié de projection d'influence et de compétition stratégique. Néanmoins, cette richesse abondante en ressources naturelles expose également l'Amérique latine à des ingérences externes. Dans le cas récent du Venezuela, par exemple, les actions menées par l'administration Trump,

officiellement justifiées par la lutte contre le narcotrafic, sont perçues comme des tentatives d'influence politique et stratégique afin d'accéder aux réserves pétrolières.

Cette dynamique place la région dans une position ambivalente. D'une part, l'Amérique latine est intégrée au discours et aux stratégies du « Sud global », bénéficiant théoriquement de nouvelles marges de manœuvre offertes par la multipolarité. Parallèlement, certaines puissances régionales, telles que le Brésil et le Mexique, tendent à s'affirmer comme des acteurs clés capables d'exercer une influence significative. D'ailleurs, l'intégration du Brésil au sein des BRICS renforce la visibilité internationale de l'Amérique latine. D'autre part, son rôle demeure largement réactif car elle subit les effets des rivalités internationales plus qu'elle ne les structure. Ainsi, l'intérêt accru des puissances extracontinentales ne se traduit pas nécessairement par un renforcement de l'autonomie régionale, mais peut au contraire engendrer de nouvelles formes de dépendance et de vulnérabilité.

L'un des problèmes fondamentaux réside dans la faiblesse de l'intégration régionale. Malgré l'existence de multiples mécanismes de coopération à l'instar de MERCOSUR, CELAC, UNASUR ou OEA, ceux-ci souffrent d'un manque de continuité politique, de divisions idéologiques et d'une incapacité à produire des politiques communes durables. Cette fragmentation limite la capacité de la région à formuler une proposition géopolitique crédible et à défendre ses intérêts collectifs dans un environnement international de plus en plus compétitif.

À ces défis structurels s'ajoutent des problématiques internes majeures. Le narcotrafic, le crime organisé transnational, la violence endémique, la militarisation de certains espaces et la fragilité institutionnelle constituent des menaces directes pour la souveraineté des États et pour la stabilité régionale. Ces phénomènes réduisent la capacité des gouvernements à exercer un contrôle effectif sur leur territoire et affaiblissent leur légitimité, tout en offrant des opportunités d'ingérence aux acteurs extérieurs.

Dans ce contexte, l'Amérique latine attire souvent l'attention internationale non pas en raison de sa capacité d'initiative, mais plutôt en raison de sa vulnérabilité. La région est parfois perçue à travers le prisme des « États fragiles », des crises politiques ou des économies dépendantes, ce qui favorise une image défavorable et limitée de son rôle sur la scène mondiale. Néanmoins, cette visibilité reposant sur l'instabilité ne représente ni un enjeu de fierté ni une base solide pour un positionnement stratégique durable.

Dès lors, un enjeu central se pose : l'Amérique latine peut-elle dépasser une posture de simple résistance ou d'adaptation passive face aux grandes puissances, pour devenir un acteur capable de définir son propre projet géopolitique ? La transition vers un ordre multipolaire offre certes des opportunités, mais celles-ci ne pourront être pleinement exploitées sans un renforcement de l'intégration régionale, des institutions démocratiques et de la gouvernance.

Problématique

À partir de ces constats, ce mémoire s'articule autour de la problématique suivante : Dans quelle mesure l'Amérique latine, marquée par une fragmentation régionale persistante et des fragilités internes, est-elle en capacité de s'affirmer comme un acteur géopolitique autonome dans le nouvel ordre mondial multipolaire, face à la concurrence des grandes puissances et à la multiplication des influences extérieures ?

Axes de recherche

Ce travail analysera, dans un premier temps, les transformations de la géopolitique mondiale et la place spécifique de l'Amérique latine dans ce nouvel environnement multipolaire. Il examinera ensuite le rôle des acteurs régionaux clés, en particulier le Mexique et le Brésil, ainsi que les limites de leur leadership. Une attention particulière sera portée aux crises internes comme la violence, la criminalité organisée, le déclin démocratique, la crise migratoire ou les ressources naturels, facteurs qui entravent l'autonomie stratégique de la région. Enfin, le mémoire étudiera, d'un côté, l'histoire d'interventions américaines dans la région en faisant référence aux ingérences extérieures actuelles au Venezuela et, d'autre côté, l'influence croissante de la Chine et la Russie.

Méthodologie et structure

La recherche repose sur une méthodologie qualitative fondée sur l'analyse documentaire, l'exploitation de données institutionnelles et l'étude de cas emblématiques tels que le Venezuela. Le mémoire est structuré en cinq parties, allant de l'analyse des dynamiques géopolitiques globales à l'étude détaillée des nouvelles puissances d'influence en Amérique latine.

1. LE CHESS GÉOPOLITIQUE DE L'AMÉRIQUE LATINE DANS LE NOUVEL ORDRE MULTIPOLAIRE

1.1. Géopolitique de l'Amérique latine après la Guerre Froide

Depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis se sont imposés comme la puissance dominante, plaçant les pays d'Amérique latine dans une position où ils n'avaient d'autre choix que de composer avec cette suprématie. Contrairement à d'autres acteurs internationaux disposant d'un poids stratégique, à l'instar de la Chine, le Japon, l'Inde, la Russie ou l'UE, aucun État latino-américain ne possédait les ressources de pouvoir nécessaires pour se poser en contrepoids réel aux États-Unis.

Cette asymétrie a contribué à reléguer l'Amérique latine au rang de région non prioritaire dans l'agenda diplomatique américain, tout en renforçant sa marginalisation dans la structure internationale (Russell et Tokatlian, 2006, cité dans Barragán, M., & Sribman Mittelman, A., 2024). Néanmoins, ce manque de priorité ne signifiait pas une absence de liens. En fait, pour les États-Unis, l'Amérique latine a toujours été perçue comme une zone de menaces diffuses. Dans cette logique, le rôle assigné à l'Amérique latine s'est souvent résumé à celui d'une « arrière-cour » stratégique, justifiant des interventions répétées, notamment dans la lutte contre le narcotrafic ou la gestion des flux migratoires.

Ce n'est qu'à la fin du XXe siècle et au début du XXIe siècle que l'Amérique latine a commencé à revendiquer une certaine indépendance. L'émergence des gouvernements progressistes et de gauche de la « vague rose » arrivés à la fin des années 1990 et au début du XXIe siècle, a commencé à éloigner certains pays de Washington, qui ont adopté des positions plus autonomes sur leur territoire grâce à différentes mesures, telles que la nationalisation des ressources, l'établissement de nouveaux liens avec les entreprises extractives, le rejet de l'ingérence américaine, ainsi que la création de nouvelles entités d'intégration en marge des États-Unis.

Ce n'est qu'au début du XXIe siècle, lorsque les prix des matières premières ont atteint des niveaux exceptionnels et qu'un nouveau cycle politique s'est installé avec l'arrivée de gouvernements de gauche dans la région, que l'Amérique latine a commencé à développer une volonté d'autonomie sur la scène internationale. Le Brésil et le Mexique ont progressé dans le classement des économies mondiales, et, pour la première fois, les comptes budgétaires et les niveaux d'endettement étaient raisonnables. De plus, la richesse en ressources naturelles et la structure extractiviste de leurs économies leur offraient de forts avantages comparatifs.

D'autre part, l'arrivée au pouvoir de dirigeants tels que Hugo Chávez, Rafael Correa ou Evo Morales a contribué à imposer un discours contre-hégémonique et anti-impérialiste. Ainsi, le début des années 2000 en Amérique latine se distingue par l'émergence d'un régionalisme atypique, plus pragmatique que les expériences précédentes et allant au-delà

des simples échanges commerciaux (Van Klaveren, 2012, cité dans Barragán, M., & Sribman Mittelman, A., 2024).

Parallèlement à cet élan régionaliste latino-américain, les pays de la région ont également redéfini leur positionnement dans le système international. Le rôle des États-Unis en tant que puissance hégémonique mondiale a commencé à s'éroder, et bien que leur influence soit restée importante, elle s'est progressivement atténuée, surtout dans le Cône Sud. Par conséquent, alors que la présence économique américaine demeurait prédominante au Mexique, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, les pays du Sud affichaient une marge d'autonomie de plus en plus marquée (Smith et Ziegler, 2008, cité dans Barragán, M., & Sribman Mittelman, A., 2024).

Ensuite, la région a commencé à manifester son désaccord sur certains aspects de l'administration américaine. Par exemple, d'un côté, la plupart des pays d'Amérique latine se sont montrés de plus en plus critiques à l'égard du blocus économique imposé par les États-Unis à Cuba. D'autre part, l'Amérique latine n'a pas soutenu l'invasion américaine de l'Irak en 2003. Enfin, les États-Unis ont perdu leur hégémonie au sein de l'OEA et ont été contraints de faire preuve de souplesse sur des questions telles que la réintégration de Cuba dans l'organisation, la reconnaissance du gouvernement hondurien qui a destitué le président Zelaya ou le soutien à l'Équateur dans son différend diplomatique avec le Royaume-Uni concernant l'asile du fondateur et directeur de Wikileaks, Julian Assange (Van Klaveren, 2012, cité dans Barragán, M., & Sribman Mittelman, A., 2024).

C'est dans ce contexte que la plupart des pays du Sud renforcent depuis des années leurs liens avec la Chine et la Russie, créant ainsi de nouvelles allégeances qui les éloignent de plus en plus des valeurs occidentales. Dans le cas particulier de la Russie, elle a renforcé ses relations avec le Cuba, le Mexique et le Nicaragua, dont les relations ont une longue tradition, qu'avec le Venezuela, l'Argentine et le Brésil, avec lesquels elle a intensifié ses liens, en mettant particulièrement l'accent sur le Brésil, qu'elle considère comme un partenaire stratégique et qui est également membre des BRICS et du G-20 (Sanahuja, 2022, cité dans Barragán, M., & Sribman Mittelman, A., 2024).

Par ailleurs, le Brésil et le Mexique sont devenus acteurs clés. Le rôle de médiateur dans les conflits internationaux du Mexique et ses relations avec la Russie seront des éléments déterminants pour l'avenir diplomatique de la région (Boada García, 2025).

1.2. Géopolitique de l'incertitude

Il va de soi que la géopolitique évolue rapidement et 2025 pourrait être définie en trois mots : incertitude, mutation et conflit. Avec l'arrivée de la pandémie de coronavirus, toutes les tensions et les lacunes de la gouvernance mondiale sont devenues encore plus évidentes, et les changements qui avaient commencé à se dessiner au cours des années précédentes se sont accélérés. Le manque de leadership des pays développés, l'absence de coordination avec les organismes multilatéraux et l'action des puissances émergentes

telles que la Chine ont ouvert, avec la crise sanitaire, une fenêtre d'opportunité pour repenser une nouvelle gouvernance fondée sur les principes du multilatéralisme, un système international plus équilibré et le développement économique (Ghiggino, 2022, cité dans Barragán, M., & Sribman Mittelman, A., 2024).

En réalité, nous vivons actuellement une période de profond désordre international. Le scénario international actuel se caractérise par sa fragilité, sa polarisation et sa fragmentation, dans un contexte de concurrence stratégique entre la Chine et les États-Unis, suivis par des pays révisionnistes tels que l'Iran et la Russie. Cette rivalité pourrait conduire le monde à un scénario de guerre commerciale et technologique dont les conséquences restent à déterminer. Il est important de souligner que les guerres en Ukraine et à Gaza ont un impact considérable sur le paysage géopolitique international. Il ne fait aucun doute que le monde s'oriente vers un ordre marqué par la confrontation et de faibles niveaux de coopération. La nouvelle concurrence géopolitique conduira inévitablement à la défense des intérêts nationaux plutôt que des intérêts internationaux. La question est de savoir si cela se produira autour d'une table de négociation ou sur les champs de bataille.

Il est évident que le monde est en pleine transition. Pour l'International Crisis Group, le monde semble voué à un changement de paradigme. Certains experts estiment qu'il s'oriente vers un ordre multipolaire tant sur le plan économique que géopolitique, qui s'inscrit dans le cadre d'un agenda mondial et d'un système mixte où coexistent des économies planifiées et des économies ouvertes, générant ainsi un ordre social diversifié (Serbin, 2018, cité dans Barragán, M., & Sribman Mittelman, A., 2024). D'autres auteurs se montrent toutefois plus prudents quant à cette éventuelle transition vers un ordre multipolaire et évoquent un scénario de zones d'influence dans lequel les pays articuleront leurs relations selon la logique de la concurrence stratégique mondiale entre la Chine et les États-Unis (Carbajal-Glass, 2023, cité dans Barragán, M., & Sribman Mittelman, A., 2024).

Parallèlement à cette lecture multipolaire, d'autres auteurs estiment que, malgré la multiplication des puissances, la dynamique profonde qui structure les RRII reste de nature bipolaire. Cette bipolarité peut prendre trois formes possibles :

Le premier modèle est appelé bipolarité double, car il comporte deux pôles rivaux, chacun composé de deux centres de pouvoir. L'un représente le pôle transatlantique, démocratique, composé des États-Unis et de l'Union européenne comme centres de pouvoir, qui repose sur le lien transatlantique. L'autre est le pôle asiatique, autoritaire et communiste, qui repose sur l'association stratégique sino-russe. Le deuxième modèle, appelé bipolarité, peut être considéré comme une nouvelle guerre froide, car il est composé de deux pôles unitaires, les États-Unis et la RPC. Dans ce cas, chacun des pôles cherche à dominer le globe face à l'autre, avec une approche géopolitique internationale différente, que ce soit en termes de valeurs, de principes ou de normes à prendre en compte pour exercer le pouvoir et le leadership correspondant. Enfin, le troisième modèle,

appelé pentapolarité, est composé des États-Unis, de la RPC, de l'UE, de la Russie et de l'Inde (Argumosa Pila, J. R., 2025).

Dans ces trois modèles géopolitiques, chaque pôle serait accompagné d'un ensemble de pays qui soutiennent ses approches et qui, à la manière de satellites, gravitent autour de lui. Cependant, le modèle géopolitique le plus susceptible de fonder et de gérer la nouvelle ère géopolitique est la bipolarité double. Dans la configuration de cette bipolarité duale, on trouve le pays du G19. Outre les quatre acteurs centraux du modèle (les États-Unis, l'Union européenne, la République populaire de Chine et la Russie), certains États se rapprochent du camp autoritaire, en particulier l'Iran et le Vietnam. D'autres adoptent une position ambiguë, comme le Pakistan et le Bangladesh. La majorité, onze pays, s'inscrit plutôt du côté des démocraties : le Brésil, la Corée du Sud, l'Égypte, les Philippines, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, le Mexique, le Nigeria, le Royaume-Uni et la Turquie. Ainsi, au sein de ce G19, treize États se situent dans l'orbite démocratique, quatre gravitent autour du pôle autoritaire et deux conservent une position intermédiaire (Argumosa Pila, J. R., 2025).

En tout cas, nous pouvons percevoir deux conceptions différentes de la manière dont la nouvelle ère géopolitique peut être structurée. D'une part, celle qui est fondée sur les valeurs et les principes de la démocratie et, d'autre part, celle qui repose sur l'autoritarisme, l'absence de liberté et un ordre répressif. Dès lors, une chose semble certaine : le pouvoir mondial reste centré sur le Nord, la seule modification étant la nécessité pour les États-Unis et l'Europe de partager ce pouvoir avec les nouvelles puissances asiatiques. Autrement dit, l'Occident est de plus en plus contraint de tisser des liens plus étroits avec l'Orient.

1.3. L'Amérique latine dans ce nouvel ordre multipolaire

On peut considérer que l'Amérique latine traverse un moment unique sur la scène internationale car, pour la première fois depuis des décennies, la région semble évoluer avec une plus grande autonomie, autrement dit, moins soumise à Washington et plus disposée à explorer des alternatives stratégiques. Cela pourrait avoir du sens, car la reconfiguration de l'ordre mondial, impulsée par la rivalité croissante entre les États-Unis et la Chine, l'expansion des BRICS et la lassitude vis-à-vis du multilatéralisme traditionnel, a ouvert un espace que plusieurs gouvernements latino-américains souhaitent occuper (González Barcos, 2025).

Néanmoins, dans ce contexte de changement et d'incertitude, l'Amérique latine semble encore osciller entre dépendance envers les États-Unis et envers les nouvelles puissances émergentes, notamment la Chine (Pastrana et Gehring, 2017). Ceci s'explique par le déclin de l'influence européenne dans la région après la crise de 2008, ainsi que par la décision des États-Unis de se concentrer sur d'autres zones géographiques, laissant un vide en Amérique latine que les pays asiatiques ont commencé à combler. Quand même, malgré les avantages économiques que cela a procurés aux pays latino-américains, la

dépendance accrue à l'égard de la Chine a conduit certains États à s'interroger sur l'opportunité de ce rapprochement (Myers, 2020). Ainsi, tandis que des pays comme Cuba, le Nicaragua et le Venezuela maintiennent leur dépendance croissante envers la Chine, d'autres pays, dirigés par des gouvernements de gauche plus modérés, le Brésil en tête, privilégient une approche multipolaire.

De surcroît, l'Amérique latine perd de l'influence sur la scène internationale, principalement en raison de la multiplication des problèmes apparus ces dernières années : notamment l'aggravation des crises politiques et sociales internes, l'émergence de courants politiques extrêmes qui menacent les démocraties de la région et la fragmentation, qui fragilise le régionalisme en tant que bien commun. De même, la région peine à se présenter comme un acteur unifié sur la scène internationale et a historiquement eu tendance à se tourner vers d'autres puissances plutôt que vers ses voisins.

Dans les années 1990, l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger prévoyait que le système international du XXI^e siècle serait caractérisé par une multipolarité similaire à l'équilibre des puissances européen du XIX^e siècle, et que l'ordre serait déterminé par au moins six grandes puissances : les États-Unis, l'Europe, la Chine, le Japon, la Russie et probablement l'Inde. Des années plus tard, l'analyste et politique américain Zbigniew Brzezinski indiquait que les principales puissances mondiales seraient les États-Unis, la Chine, la Russie, le Japon, l'Inde, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France.

Ainsi, l'Amérique latine n'a été incluse dans aucune de ces projections, et son rôle dans le nouvel ordre émergent demeure flou. En effet, tant l'Amérique latine que l'Afrique, elles sont considérées comme deux régions géopolitiques périphériques sur l'échiquier géostratégique mondial, qui ne réunissent pas initialement les conditions essentielles pour influencer de manière décisive le prochain ordre international qui s'imposera à court ou moyen terme au cours de ce XXI^e siècle. Elles se trouvent actuellement à un stade embryonnaire de constitution en entités géopolitiques (Argumosa Pila, J.T., 2024).

Par conséquent, si cette tendance se consolide, l'Amérique latine, à l'instar de l'Afrique, risque de se retrouver piégée dans un état de sous-développement permanent, oscillant entre d'anciennes dépendances envers l'Amérique du Nord et l'Europe et de nouvelles dépendances envers la Chine et d'autres pays asiatiques. La réindustrialisation, l'abandon d'une économie fondée sur le secteur primaire et fondamentalement dépendante des exportations de matières premières, ainsi que l'approfondissement des liens d'intégration constituent peut-être les premières et les plus urgentes mesures à prendre. Ne pas s'engager dans cette voie risque de compromettre son alignement dans le nouvel ordre et, pire encore, de devenir un champ de bataille pour les puissances nouvelles et anciennes (Barragán, M., & Sribman Mittelman, A., 2024).

1.4. La géopolitique de l'Amérique latine face à la rivalité sino-américaine

Selon le discours dominant, l'Amérique latine, ou plutôt ses pays, en l'absence de coordination régionale en matière de positionnement géopolitique, cherchent à maintenir une certaine équidistance ou neutralité afin d'éviter de s'aligner sur l'une ou l'autre des deux puissances mondiales et d'être entraînés dans cette rivalité. Cependant, ce discours sur la géopolitique de l'Amérique latine est-il corroboré par les données ?

À partir d'un échantillon de 31 résolutions représentatives des valeurs (droits de l'homme, souveraineté et intégrité territoriale) et des intérêts économiques (commerce et développement et sanctions économiques) votées à l'Assemblée générale des Nations Unies entre 2001 et 2023, et dans lesquelles les États-Unis (et l'UE) ont voté contre la Chine et la Russie, le positionnement géopolitique de l'Amérique latine présente les caractéristiques suivantes (Leiva García, G., & Talvi, E., 2024) :

1. Les pays d'Amérique latine s'alignent sur un bloc ou un autre en fonction de leurs intérêts nationaux, à l'exception notable de Cuba, du Nicaragua et du Venezuela. Ainsi, la position géopolitique des pays d'Amérique latine vis-à-vis des deux principaux pôles de puissance mondiale, les États-Unis et la Chine, n'est ni neutre ni motivée par une volonté d'éviter un alignement sur l'une des deux puissances afin de maintenir un équilibre. Les données révèlent que les pays démocratiques d'Amérique latine s'alignent majoritairement sur les États-Unis, l'UE, les autres pays développés et les pays émergents européens (ces derniers aspirant tous à rejoindre l'UE) en ce qui concerne les questions de valeurs (droits de l'homme, souveraineté et intégrité territoriale) ; et majoritairement sur la Chine et ses homologues émergents en ce qui concerne les questions d'intérêts économiques (commerce et développement, et sanctions économiques).

2. Le positionnement du Brésil et du Mexique, les deux axes géopolitiques les plus importants en Amérique latine, ne diffère pas sensiblement de celui observé pour les autres pays démocratiques de la région. En matière de valeurs, ils s'alignent sur les États-Unis et le bloc occidental (le Mexique davantage que le Brésil), et en matière d'intérêts économiques, ils s'alignent principalement sur la Chine et les autres économies émergentes (malgré les liens commerciaux plus étroits du Mexique avec les États-Unis et du Brésil avec la Chine).

3. Le Paraguay et le Guatemala, bien qu'étant les deux seuls pays démocratiques de l'échantillon à maintenir des relations diplomatiques avec Taïwan, présentent le même comportement électoral que les autres pays démocratiques de la région : ils s'alignent sur les États-Unis et le bloc occidental en matière de valeurs et sur la Chine et les autres économies émergentes en matière d'intérêts économiques.

4. Cuba, le Nicaragua et le Venezuela, les trois régimes autoritaires de la région, s'alignent systématiquement sur la Chine et la Russie, tant sur les résolutions relatives aux valeurs que sur celles liées aux intérêts économiques.

5. Le vote aux résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies tend à être très similaire, quelle que soit l'orientation politique du gouvernement en place.

6. L'Amérique latine est de loin (à l'exception de l'Europe émergente) la région émergente la plus occidentalisée en termes de valeurs.

Un exemple récent illustre clairement cette tendance géopolitique latino-américaine : la guerre en Ukraine. Dans les résolutions condamnant la violation de la souveraineté territoriale de l'Ukraine, la majorité des pays démocratiques d'Amérique latine se sont alignés sur les États-Unis et le bloc occidental pour condamner l'invasion, tandis qu'une minorité seulement a pris parti pour la Chine et la Russie. Cependant, fidèle à sa tradition de vote aux Nations Unies, l'Amérique latine n'a pas soutenu les sanctions économiques contre la Russie.

Donc, ce modèle de positionnement géopolitique a des conséquences pratiques importantes. D'un côté, si l'Occident entend limiter l'influence croissante de la Chine en Amérique latine dans les domaines du commerce, de la finance et des investissements, il doit proposer un éventail attractif d'opportunités dans certains secteurs d'intérêt stratégique pour la région. Prenons comme exemple celui de l'UE avec le lancement du Portail mondial, la modernisation de ses accords d'association avec le Chili et le Mexique, et la décision politique de poursuivre la conclusion de l'accord UE-Mercosur. D'autre côté, si la Chine espère que l'Amérique latine s'alignera sur son positionnement politique international, il lui sera difficile de gagner du terrain dans une région profondément attachée aux valeurs démocratiques et au respect des droits de l'homme (Leiva García, G., & Talvi, E., 2024)

2. LES ACTEURS REGIONAUX : LE MEXIQUE ET LE BRÉSIL

L'Amérique latine est confrontée à un contexte économique difficile, mais une étude de PricewaterhouseCoopers (PwC) et Standard Chartered révèle que d'ici 2040, deux pays de la région figureront parmi les économies les plus puissantes du monde. S'appuyant principalement sur le PIB et la PPA, le rapport, intitulé « *The Long View: How will the global economic order change?* » prévoit que le Brésil et le Mexique se classeront parmi les dix premières économies mondiales en 2040, aux côtés des États-Unis. Le Brésil occupera la cinquième place mondiale avec un PIB estimé à 4 439 milliards de dollars, devenant ainsi la première économie d'Amérique du Sud. Le Mexique, quant à lui, se classera septième, avec un PIB projeté à 3 660 milliards de dollars.

Le succès annoncé du Brésil et du Mexique repose sur plusieurs facteurs clés, notamment la diversification de leurs économies, le renforcement de leurs politiques intérieures et une croissance soutenue dans des secteurs tels que la production d'acier et d'argent. Premièrement, les deux pays ont diversifié leurs économies, s'éloignant d'une dépendance

excessive aux secteurs traditionnels comme le pétrole. Le Brésil, par exemple, a investi massivement dans les énergies renouvelables et les technologies, tandis que le Mexique a renforcé son industrie manufacturière et son intégration aux marchés internationaux, en particulier avec les États-Unis grâce à l'ACEUM.

De plus, les deux pays ont renforcé leurs politiques fiscales et stimulé la croissance dans des secteurs tels que le commerce électronique, les technologies et les services financiers. Les investissements dans les infrastructures jouent également un rôle crucial. L'amélioration de la connectivité, tant au niveau national qu'international, a été essentielle à la promotion de la croissance économique. Ce facteur, combiné à une augmentation du pouvoir d'achat, a créé un environnement favorable à l'investissement et au développement de nouveaux marchés dans les deux pays (Valqui, J., 2024). Ces progrès témoignent de la stabilité et de la croissance économique de ces pays, mais aussi de la résilience dont ils ont fait preuve face aux crises mondiales et régionales.

LE MEXIQUE

La géopolitique du Mexique est complexe et multiforme. Le pays occupe une place importante sur la scène géopolitique mondiale et ses énormes ressources naturelles lui offrent une plate-forme solide pour se projeter à l'international. La situation géographique du Mexique a façonné son histoire récente et sa dynamique géopolitique. Il sert de pont entre l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud et le reste de l'Amérique du Nord, et partage une frontière avec les États-Unis, première puissance économique mondiale.

Il convient de noter que, dans le *Future Possibilities Index 2024*, le Mexique se classe 40e avec un score de 53,98 %. Par ailleurs, le directeur général de ProMéxico, Paul Carreño, a déclaré que le Mexique a le potentiel de devenir la huitième économie mondiale d'ici 2050, dépassant ainsi le Royaume-Uni et la Russie, grâce aux réformes structurelles mises en œuvre durant le dernier mandat présidentiel de six ans.

Rôle de médiateur

À cela s'ajoute son rôle de médiateur dans les conflits internationaux. À cet égard, le Mexique s'est imposé comme un acteur clé de la diplomatie internationale, promouvant le dialogue dans des crises telles que celle du Venezuela et participant à des initiatives de paix en Amérique centrale (Ramírez, 2021).

Durant son mandat de membre non permanente du Conseil de sécurité entre 2021 et 2022, il a exercé une influence diplomatique considérable. Il a piloté des initiatives en matière de diplomatie préventive, de lutte contre la corruption et le trafic d'armes ; présidé le Comité 1540 sur la non-prolifération ; promu le Groupe de travail informel sur les femmes, la paix et la sécurité ; et plaidé pour que les responsables rendent des comptes devant la Cour pénale internationale. De plus, il a participé à la rédaction de résolutions concernant la Colombie et Haïti, une fonction généralement réservée aux membres

permanents du Conseil. Ces actions témoignent d'un important potentiel diplomatique dans la région, avec la capacité d'influer sur des questions stratégiques, ce qui peut et devrait servir de fondement à un agenda régional plus structuré et proactif (Fajardo, M. Gabriela, 2025). Sa position géopolitique et sa tradition diplomatique, ancrée dans la Doctrine Estrada, lui ont permis de jouer un rôle de médiatrice entre différentes régions, renforçant ainsi son influence au sein d'instances multilatérales telles que l'ONU et l'OEA (Gutiérrez, 2019). Plus récemment, la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a exprimé sa volonté que le Mexique joue un rôle actif de médiateur dans tout dialogue potentiel entre les États-Unis et le Venezuela (Borges, R., 2025).

Néanmoins, il convient de mentionner que le Mexique a également rompu relations diplomatiques en raison d'affaires de corruption dans lesquelles il a été impliqué. À titre d'exemple, on peut citer l'assaut mené par le gouvernement équatorien contre l'ambassade du Mexique pour arrêter l'ancien vice-président Jorge Glas, qui y avait trouvé refuge. M. Glas avait été condamné par la justice équatorienne pour corruption et association de malfaiteurs dans l'affaire Odebrecht.

Politique douanière

Malgré la renégociation de l'ALENA, le Mexique a été soumis à des menaces de droits de douane qui ont tendu ses relations avec les États-Unis. Si ces mesures pourraient inciter le Mexique à diversifier ses échanges commerciaux et à se rapprocher de la Chine, sa forte dépendance économique et l'intégration de nombreuses chaînes de valeur avec celles des États-Unis rendent un découplage plus poussé difficile. En réalité, le Mexique demeure fortement dépendant de ses relations commerciales avec les États-Unis, ce qui le rend vulnérable aux décisions politiques et économiques prises aux États-Unis. Par conséquent, les menaces de Trump pourraient se révéler quelque peu efficaces. Si les tensions avec l'Amérique du Nord s'intensifient, certains secteurs au Mexique pourraient choisir de renforcer leurs liens avec la Chine, ce qui risquerait toutefois d'engendrer de nouvelles frictions. À court et moyen terme, la possibilité d'une véritable prise de distance avec les États-Unis demeure limitée. Ainsi, la relation avec la Chine pourrait être perçue comme une option complémentaire, et non de substitution.

En réalité, certains analystes estiment que, dans un monde multipolaire, le Mexique ne peut se rapprocher de la Chine sans provoquer de trop vive réaction des États-Unis. Selon cette perspective, si le Mexique diversifie excessivement ses alliances, cela reviendrait presque à inviter les États-Unis à une intervention américaine, à l'instar de la provocation de la Russie par l'Ukraine. Or, cet argument est contestable, car ce qui a déclenché l'invasion russe n'était pas le rapprochement économique de l'Ukraine avec l'Europe, mais sa tentative manifeste d'adhérer à l'OTAN et d'autoriser le déploiement d'armes occidentales sur son territoire, autrement dit, une approche militaire directe. Auparavant, la Russie avait toléré pendant des années le renforcement des liens commerciaux de l'Ukraine avec l'Union européenne sans intervenir militairement. Dans le cas présent, la Russie exige que l'Ukraine ne rejoigne pas l'OTAN pour préserver la paix, mais n'impose

aucune condition à ses relations économiques avec d'autres pays. Cela démontre que les dimensions économiques et militaires ne sont pas perçues de la même manière en géopolitique. Ainsi, concernant le cas mexicain, le Mexique pourrait effectivement développer ses relations économiques avec d'autres pays, y compris la Chine, à condition de ne pas établir d'alliances militaires ou d'accords de sécurité susceptibles de menacer les États-Unis. C'est d'ailleurs déjà le cas en Asie. L'Australie, le Japon, la Corée du Sud et les Philippines ont la Chine comme principal partenaire commercial, mais aucun de ces pays n'a d'alliance militaire avec Pékin. Et les États-Unis tolèrent cette situation tant que cette nette séparation entre économie et sécurité est maintenue (Lázaro, E., 2025).

Problèmes majeurs à faire face : corridor migratoire, narcotrafic, fentanyl

Parallèlement, le Mexique doit faire face à des problèmes majeurs comme la violence liée aux cartels et au narcotrafic, ainsi qu'à la gestion des flux migratoires vers les États-Unis, autant de défis influencés par la complexité de la situation à la frontière.

Concernant les problèmes le long de la frontière nord du Mexique, ils sont relativement récents. En effet, jusqu'au XIXe siècle, date à laquelle les États-Unis ont annexé la Californie, le Nouveau-Mexique et le Texas, la zone aujourd'hui frontalière était entièrement située en territoire mexicain. Après la Seconde Guerre mondiale, et plus particulièrement après les attentats du 11 septembre 2001, la politique frontalière s'est durcie. La vie quotidienne a été perturbée dans de nombreuses zones frontalières et des barrières physiques ont été érigées, notamment à l'est du Rio Grande, où il n'existe pas de barrières naturelles définissant la frontière. Malgré ces restrictions, des millions de personnes franchissent la frontière chaque année, dont des centaines de milliers de travailleurs frontaliers quotidiennement, en particulier le long des axes Tijuana-San Diego et Ciudad Juárez-El Paso.

Il convient de noter que le corridor migratoire entre les États-Unis et le Mexique est le plus important au monde. En 2024, juste avant le début du second mandat de Donald Trump, la diaspora mexicaine comptait près de 11 millions de personnes, selon les données de l'OIM. Par ailleurs, la diaspora mexicaine est si importante que le Mexique est le deuxième pays au monde à recevoir le plus d'envois de fonds internationaux, après l'Inde. Au-delà des migrations internes, le Mexique est principalement un pays de transit pour les migrants en provenance d'Amérique du Sud.

En ce qui concerne le narcotrafic, il constitue l'un des principaux problèmes sociaux et de sécurité au Mexique, étroitement lié à des phénomènes tels que le trafic d'armes, de personnes et le blanchiment de capitaux. Ses origines remontent à l'État de Sinaloa dans les années 1940, d'où de puissantes organisations criminelles se sont développées, alimentant une spirale de violence pour le contrôle du territoire. Si le cartel de Sinaloa et le cartel du Golfe ont été les deux principaux cartels du XXe siècle, des fragmentations successives ont multiplié le nombre de groupes. Le cartel de Sinaloa, pour sa part, a donné naissance aux cartels de Juárez, de Tijuana et de Beltrán Leyva, puis plus tard au cartel

de Jalisco Nouvelle Génération (CJNG), tandis que le cartel du Golfe a engendré les Zetas, connus pour leur brutalité, qui se sont fragmentés au fil des ans en cellules telles que le cartel du Nord-Est. La rivalité entre le cartel de Sinaloa et le CJNG domine actuellement la scène, bien que d'autres groupes comme la Nouvelle Famille du Michoacán maintiennent une présence violente dans des États comme Guerrero et l'État de Mexico (Hernando, C., 2025).

Il convient de souligner que, dans de nombreux cas, les routes migratoires coïncident avec celles du narcotrafic et que, de fait, certaines activités des cartels sont liées au contrôle et à l'exploitation de ces caravanes de migrants. Par exemple, la route du Pacifique, qui relie Guadalajara à Sonora, traverse un territoire sous l'influence du cartel de Sinaloa, tandis que des cellules du cartel du Nord-Est opèrent aux points de passage frontaliers du nord-est.

D'autre part, le cartel de Sinaloa est également responsable de l'une des crises sanitaires et sécuritaires les plus graves de ces dernières années aux États-Unis : la crise du fentanyl. Les précurseurs chimiques, en provenance d'Asie, sont transformés dans des laboratoires clandestins au Mexique avant d'être acheminés en petites quantités à travers la frontière.

Toutefois, les cartels mexicains ne se limitent pas au narcotrafic. En effet, au Michoacán, région qui représente 85 % de la production nationale d'avocats, ils ont infiltré ce secteur très lucratif en contrôlant les cultures et en extorquant les producteurs locaux. À tel point que les conflits territoriaux entre les différentes factions sont devenus constants et constituent un véritable problème dans la région (Hernando, C., 2025).

Atouts : secteur énergétique, ressources minérales, nationalisme

Le golfe du Mexique est un axe central du secteur énergétique mexicain. La baie de Campeche concentre les trois quarts de la production de pétrole brut du Mexique, faisant de cette région l'un des épacentres pétroliers mondiaux. Le pétrole est un pilier de l'économie mexicaine et confère au pays une position géostratégique clé dans le Golfe, où convergent les intérêts énergétiques des États-Unis et des grandes multinationales. Outre le pétrole, le Mexique possède d'abondantes ressources minérales telles que l'argent, le cuivre et le lithium, qui renforcent son rôle de fournisseur stratégique et, à l'instar des hydrocarbures, deviennent un enjeu majeur entre les capitaux nationaux et étrangers (Hernando, C., 2025)

Bien que les États-Unis présentent souvent le Mexique comme un État failli ou un narco-État, plusieurs publications italiennes, telles que *Limes et Domino*, soulignent que le pays est en train de se renforcer, ce qui, à moyen et long terme, pourrait remettre en cause certains aspects de l'hégémonie américaine en Amérique du Nord (Lorusso, F., 2025). À cet égard, l'Europe identifie plusieurs facteurs expliquant cette montée en puissance potentielle. Premièrement, une identité nationale forte et un nationalisme défensif, qui ont historiquement servi à enrayer l'influence américaine de l'intérieur. Deuxièmement, les

tensions créées par le mouvement MAGA et les politiques anti-immigration américaines, qui ont renforcé les identités latino-américaines et chicanas, potentiellement exploitables par le Mexique à l'avenir. Troisièmement, une politique étrangère plus diversifiée, avec des rapprochements avec la Chine, la Russie, les pays BRICS et des gouvernements latino-américains progressistes, ce qui inquiète Washington car cela ouvre la voie à des contrepoids à sa domination régionale. De même, des opportunités économiques stratégiques, telles que la relocalisation de la production, l'intégration industrielle de l'espace nord-américain et la possibilité de transformer la violence interne en capacités productives et sécuritaires, sont également des facteurs importants. Également, le défi de renouer les liens avec l'Argentine et de renforcer les connexions avec l'Amérique centrale, régions importantes pour consolider une éventuelle influence sous-continentale.

De manière générale, le Mexique apparaît aux analystes européens comme un pays confronté à des problèmes importants (violence, inégalités, déclin démographique et crime organisé), mais également doté des ressources nécessaires pour devenir, s'il parvient à tirer parti de ses atouts, un leader régional et mondial fondé sur l'équilibre, le pragmatisme et la capacité de dialoguer, notamment sur un continent où la puissance américaine pourrait se trouver de plus en plus limitée à l'avenir. Donc, le défi du Mexique consiste à consolider son influence et à maintenir une position neutre dans les conflits internationaux sans compromettre ses relations avec ses principaux partenaires commerciaux et politiques (Boada García, A., 2025)

LE BRÉSIL

Le Brésil est le plus grand pays d'Amérique latine et le cinquième plus grand pays du monde. Il a noué des alliances avec diverses nations. Il se positionne au sein du bloc démocratique comme puissance régionale et mondiale, menant une diplomatie neutre et formulant des propositions ambitieuses pour la paix et la sécurité internationales. Par exemple, lorsqu'il a assumé le commandement militaire de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) entre 2004 et 2017, le Brésil a joué un rôle central dans l'une des opérations les plus complexes des Nations Unies. Sa participation a été essentielle tant sur le plan opérationnel que pour consolider l'idée de solutions latino-américaines aux défis de l'Amérique latine (Fajardo, M. Gabriela., 2025)

Le Brésil est le principal partenaire commercial de la RPC, mais il cherche à maintenir de bonnes relations tant avec Washington qu'avec Pékin (Argumosa Pila, J. R., 2025) En effet, lors du forum Chine-CELAC qui s'est tenu à Pékin en mai 2025, le président brésilien Lula da Silva a réaffirmé l'engagement du Brésil à approfondir ses relations avec la Chine. « Nul ne peut empêcher le Brésil de renforcer ses liens avec qui il le souhaite ». Bien que le Brésil ne fasse pas formellement partie de l'initiative « la Ceinture et la Route », il entretient une coopération étroite avec la Chine dans les domaines des infrastructures, du commerce et de l'intelligence artificielle. Son conseiller diplomatique, Celso Amorim, a plaidé pour un élargissement sélectif et efficace des BRICS, indépendant des dynamiques de blocs et ouvert à de nouvelles géographies du pouvoir.

Ce pays gagne du terrain face aux grandes puissances. Alors que les pays se préparent à une éventuelle Troisième Guerre mondiale, le Brésil acquiert une importance croissante dans l'analyse mondiale. Avec plus de 200 millions d'habitants, des ressources abondantes et un rôle de plus en plus actif sur la scène géopolitique internationale, le pays consolide sa position parmi les puissances émergentes à plus forte projection. De plus, il convient de noter que dans l'Indice des possibilités futures 2024, le Brésil se classe 30e, avec un score de 58,40 %. C'est pourquoi l'influence grandissante du Brésil au sein des BRICS, conjuguée à ses progrès dans les domaines de l'énergie, des technologies et de la sécurité alimentaire, suscite l'inquiétude de puissances comme la Russie et la Chine, qui observent comment le Brésil cherche à accroître son autonomie dans le nouvel ordre mondial (El Cronista, 2025).

Facteurs de l'essor du Brésil : potentiel énergétique, produits alimentaires, minéraux stratégiques, leader technologique, industrie militaire.

Parmi les facteurs expliquant l'essor du Brésil figure son immense potentiel énergétique. Le pays est un acteur majeur dans le domaine des biocarburants, possède une industrie pétrolière en pleine croissance et réalise des progrès constants en matière des énergies renouvelables. À cela s'ajoute son rôle clé de fournisseur international de produits alimentaires et de minéraux stratégiques.

Au-delà de ses richesses naturelles, le Brésil poursuit une stratégie visant à se positionner comme un leader technologique. Les investissements dans l'intelligence artificielle, l'agriculture durable et le développement de l'hydrogène vert pourraient en faire un acteur majeur de la transition énergétique et de l'innovation technologique dans les années à venir (El Cronista, 2025).

Par ailleurs, le Brésil ambitionne de consolider sa position de leader de l'industrie militaire latino-américaine, comme l'a déclaré le ministre de la Défense, José Múcio, lors de l'ouverture de LAAD Défense & Sécurité 2025. Le ministre a expliqué que les fabricants brésiliens d'équipements militaires et de sécurité avaient exporté pour 1,78 milliard de dollars vers 140 pays en 2024, soit une augmentation de 22 % par rapport à 2023, représentant 3,58 % du PIB national (Swissinfo, 2025)

Cette combinaison de ressources, d'innovation et de stratégie positionne le Brésil comme un acteur ayant une réelle capacité d'influencer des secteurs cruciaux pour l'économie mondiale.

Principale puissance militaire de la région

De surcroît, le Brésil s'impose comme la principale puissance militaire de la région. Son armée se distingue non seulement par son effectif, le plus important d'Amérique latine, mais aussi par un niveau de financement plus élevé et par un degré d'avancement technologique significatif, résultant d'investissements croissants dans les domaines de la

technologie, des équipements et du développement national en matière de défense. Cet avantage stratégique lui permet de jouer un rôle central dans la stabilité régionale et de projeter son influence au-delà de ses frontières, grâce à la mise en œuvre d'une stratégie défensive axée sur l'autosuffisance, l'innovation technologique et l'établissement d'une présence dans des zones clés.

Selon les données The World Factbook de la CIA, le Brésil dispose de plus de 376 000 militaires d'active et d'une réserve dépassant le million de personnes, ce qui en fait la force armée la plus importante d'Amérique latine. Par ailleurs, son budget annuel de défense, estimé par le SIPRI à 22,9 milliards de dollars en 2023, dépasse largement celui des autres pays de la région. Ce niveau de dépenses permet au Brésil de maintenir une armée de terre moderne, dotée de plus de 2 200 véhicules blindés, ainsi que des forces navales et aériennes en constante modernisation. Il garantit également un déploiement efficace dans des zones stratégiques telles que l'Amazonie, les frontières terrestres et les espaces maritimes, assurant ainsi une couverture nationale solide.

Développement d'une technologie militaire propre et d'une industrie de défense sophistiquée

L'un des principaux atouts stratégiques du Brésil réside dans sa capacité à produire des armements au niveau national. Des entreprises telles qu'Embraer, Avibras et Ares se consacrent à la conception et à la fabrication d'aéronefs, de drones, de véhicules blindés et de systèmes de missiles, dans le respect des normes internationales. Selon le ministère brésilien de la Défense, le pays a déjà intégré des chasseurs Gripen E/F et des avions de transport tactique KC-390, tout en ayant lancé les essais du sous-marin nucléaire Álvaro Alberto, le premier de ce type dans la région (El Cronista, 2025).

L'engagement en faveur de l'autonomie technologique se reflète également dans l'effort d'innovation. Environ 7,4 % du budget de la défense est consacré à la recherche, au développement et à la production nationale, ce qui réduit la dépendance aux importations et renforce l'autosuffisance militaire du pays.

Positionnement international et participation aux opérations globales

D'après le classement Global Firepower 2024, le Brésil occupe la 12^e place parmi les principales puissances militaires mondiales, devant des pays comme l'Iran, Israël ou l'Ukraine. Ce positionnement repose non seulement sur la taille de ses forces armées et son niveau technologique, mais aussi sur ses capacités logistiques, sa présence territoriale et son expérience dans les opérations multinationales (El Cronista, 2025).

Le Brésil a participé à de nombreuses missions de maintien de la paix des Nations Unies et exerce une influence notable au sein d'organismes tels que la Conférence des armées américaines et le Conseil de défense de l'UNASUR. Son rôle en tant que puissance

régionale s'est ainsi renforcé, tant sur le plan militaire que dans le domaine de la diplomatie de défense.

Influence dans l'ordre mondial international

L'ascension du Brésil redéfinit non seulement la carte des puissances en Amérique latine, mais pourrait également influencer l'équilibre mondial. Pour les États-Unis et l'Europe, il représente un défi à leur hégémonie historique. Pour la Russie et la Chine, il incarne un concurrent émergent au sein même de leurs espaces de coopération.

Un leadership brésilien plus autonome pourrait modifier les alliances, remodeler les flux commerciaux et renforcer un bloc économique plus indépendant au sein des pays du Sud. Notamment, la dynamique brésilienne offre aux autres économies latino-américaines la possibilité de consolider leurs propres stratégies de développement. Plusieurs spécialistes affirment que cette dynamique peut favoriser une coopération régionale accrue, réduire la dépendance vis-à-vis des puissances traditionnelles et renforcer le rôle de l'Amérique latine sur la scène internationale.

3. AMÉRIQUE LATINE : VIOLENCE, CONFLITS SOCIAUX ET INSTABILITÉ

3.1. Crise et fragmentation en Amérique latine

Ce qui unit cette région, c'est le sentiment d'un effondrement simultané des mécanismes traditionnels de contrôle. Les États perdent leur capacité à maîtriser la violence, les institutions démocratiques s'érodent et les citoyens réagissent par la méfiance ou la mobilisation. Dans certains pays, la violence vient d'en haut, soit des personnes au pouvoir et/ou d'ingérences extérieures (voire les deux, comme au Venezuela) ; dans d'autres, elle vient d'en bas, de la rue ou du crime organisé.

Cependant, le plus grand défi réside dans la gestion de cette violence structurelle, de cette faiblesse institutionnelle et de cette impunité, car la région manque de mécanismes régionaux efficaces de coopération et de prévention. Tandis que d'autres régions du Sud sont parvenues à coordonner des réponses techniques et durables aux menaces communes (malgré certaines limites), l'Amérique latine reste prise entre des efforts nationaux désarticulés et des organismes régionaux affaiblis. Cette absence limite sa possibilité de participer activement à la réforme du multilatéralisme mondial.

Le résultat reste une Amérique du Sud fragmentée, qui continue de vivre sous le signe de l'incertitude et de l'insécurité. Là où les conflits sociaux, la violence politique et l'instabilité institutionnelle s'entremêlent, les gouvernements ne sont plus confrontés à des crises isolées, mais à une crise de légitimité généralisée. Au-delà de ces épisodes ponctuels, c'est l'équilibre même des démocraties latino-américaines qui est menacé, et la

question qui hante toute la région est de savoir jusqu'où cet équilibre peut résister avant de se rompre (Demattei, C., 2025)

3.2. Crise de sécurité intérieure : violence, crime organisé, homicides, narcotrafic

Pendant des décennies, l'Amérique latine a été perçue comme une région sans guerres interétatiques. Pourtant, cette image contraste fortement avec l'ampleur de ses crises de sécurité intérieure, qu'elles soient dues à des conflits internes de basse intensité ou à des crises structurelles qui fragilisent la cohésion sociale.

Bien qu'elle ne représente que 9 % de la population mondiale, elle concentre environ un tiers des homicides dans le monde. En 2021, la région a enregistré un taux d'homicides moyen de 19,9 pour 100 000 habitants, et en 2024, selon les données d'InSight Crime, ce chiffre était passé à 20,2. Sur ce total, le crime organisé était responsable de 50 % des homicides, soit plus du double de la moyenne mondiale (22 %) (Manjarrés, J., Newton, C., & Cavalari, M., 2025). Cette violence, bien que non juridiquement qualifiée de conflit armé, est systématique, généralisée et déstabilisatrice (Fajardo, M. Gabriela, 2025).

Le cas du Mexique est révélateur. Depuis le début de la stratégie de militarisation contre le trafic de drogue en 2006 jusqu'au début de 2023, le pays a enregistré plus de 430 000 homicides volontaires et 115 000 disparitions, selon les chiffres de l'INEGI et du Registre national des personnes disparues et non localisées. Également, nous pouvons citer le fait que 37 candidats à des fonctions politiques ont été assassinés en 2024. Ces violences ont été orchestrées par des personnalités influentes et des groupes criminels cherchant à influencer le scrutin présidentiel (Hernando, C., 2025). Ce chiffre dépasse les 30 décès de candidats recensés en 2021 et les 24 de 2018 (Swissinfo, 2024)

Des phénomènes similaires sont également observés dans le Triangle du Nord de l'Amérique centrale. Au Salvador, au Honduras et au Guatemala, les maras ont instauré des systèmes parallèles de justice informelle et de contrôle coercitif des communautés, provoquant des déplacements forcés et des migrations massives. La violence touche de manière disproportionnée les jeunes : dans cette région, le taux d'homicides chez les hommes âgés de 15 à 29 ans était de 53,6 pour 100 000 (ONUDD, 2023).

Plus récemment, l'Équateur est devenu un cas alarmant et en rapide dégradation puisque son taux d'homicides est passé de 13,7 en 2021 à 44,5 en 2023, ce qui le place parmi les pays les plus violents de la région (Human Rights Watch, 2024) Cette augmentation est due en partie à sa situation géographique entre la Colombie et le Pérou, pays fortement impliqués dans la production de cocaïne, et à la réorganisation du trafic de drogue suite à la démobilisation des FARC, qui a laissé un vide du pouvoir convoité par les gangs criminels.

Crime organisé

Le pouvoir du crime organisé en Amérique latine (cartels de la drogue, réseaux de traite des êtres humains et criminalité transnationale) s'est considérablement accru ces dernières décennies. Initialement lié au trafic de stupéfiants, il est devenu un acteur politique et social capable d'infiltrer les institutions étatiques et de contrôler, voire de pervertir, les processus démocratiques. Selon Iván Briscoe, directeur des politiques de l'ICG, l'objectif du crime organisé demeure le maximum de profit économique, en tirant parti de la perméabilité de l'État aux intérêts privés et en exploitant les réseaux privés de corruption, de trafic d'influence et de népotisme (Papaleo, C, 2025).

Le crime organisé est actuellement perçu comme la principale menace dans la région, selon l'Indice et l'Analyse des risques pays en Amérique latine 2025 (Barcia H., 2025). Qui plus est, un rapport de l'Université internationale de Floride indique que l'Équateur et le Brésil (4,8 sur 5), le Chili et le Mexique (4,7), ainsi que la Colombie, le Paraguay et le Pérou (4,6) sont les pays où la population perçoit le crime organisé comme le principal risque pour son pays (Barcia H., 2025).

Le crime organisé dans les institutions latino-américaines : régimes dictatoriaux et démocraties

En Amérique latine, le crime organisé a réussi à infiltrer la sphère politique et les institutions étatiques, utilisant ces espaces pour influencer la prise de décision et fausser les processus démocratiques. Au cours des deux dernières décennies, plusieurs des plus grands scandales de corruption, tels que les affaires Petrobras et Odebrecht au Brésil, ont révélé l'importance des dynamiques entre les pouvoirs exécutif et législatif. Bien que le crime organisé ne soit pas à l'origine de toutes les irrégularités dans ces affaires, la simple existence de réseaux de corruption et de trafic d'influence crée généralement, pour Iván Briscoe, un terrain fertile pour le crime organisé.

Par ailleurs, il convient de souligner les différences entre les gouvernements autocratiques et les régimes dictatoriaux, et les systèmes démocratiques. Dans les démocraties, le clientélisme criminel n'atteint pas les extrêmes observés dans les systèmes dictatoriaux. Le cas du Venezuela, l'un des pays où les alliances entre le crime organisé et la politique sont les plus fortes, en est un exemple. Il existe des preuves de poursuites judiciaires américaines contre les liens entre les cartels de la drogue, l'armée et le gouvernement de Nicolás Maduro, ainsi que des liens entre l'armée et l'exploitation minière illégale dans le sud du pays.

La Colombie dispose de moyens plus importants pour lutter contre le crime organisé, mais la fragmentation des groupes criminels engendre une violence croissante. Cependant, en Colombie, la violence est davantage motivée par des raisons politiques que par le crime organisé. On peut prendre comme référence l'attentat du 7 juin 2025 contre le précandidat Miguel Uribe Turbay lors d'une activité préélectorale.

Narcotrafic

Le narcotrafic, autrefois localisé, est devenu un système criminel transnational extrêmement diversifié. Il est intégré à d'autres marchés illégaux tels que la traite des êtres

humains, le trafic d'armes, la contrebande, l'extorsion, l'exploitation minière et forestière illégale, les jeux de hasard illégaux et la contrefaçon.

L'un des aspects les plus préoccupants du narcotrafic en Amérique latine est son lien avec la violence et l'instabilité politique. En effet, il coexiste avec des niveaux élevés de corruption, notamment au sein des forces de police, des douanes, des ports, des administrations locales et du système judiciaire. Ces entités recherchent elles aussi une influence politique et économique pour garantir leur protection, l'impunité et le contrôle de territoires stratégiques (frontières, ports, routes minières).

On observe un processus de fragmentation des grands cartels traditionnels, qui opèrent désormais grâce à des structures flexibles, des alliances temporaires et la sous-traitance à des gangs locaux. On peut citer en exemple les alliances entre les cartels mexicains (Sinaloa, CJNG), les cartels brésiliens (PCC, Comando Vermelho) et des groupes locaux en Colombie, en Équateur, au Chili, en Uruguay et en Amérique centrale (Malamud, C., & Núñez Castellano, R., 2024). Cette fragmentation accroît la violence car elle engendre une concurrence territoriale et des affrontements pour le contrôle des routes et des marchés. La lutte pour le contrôle des routes et des territoires entre les cartels a provoqué des taux alarmants d'homicides, de disparitions forcées et de déplacements massifs de population dans des pays comme le Mexique, le Honduras et le Salvador. Selon les données de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD, 2022), l'Amérique latine est la région du monde où le taux d'homicides est le plus élevé, et une grande partie de ces crimes sont liés à des affrontements entre groupes de narcotrafic ou à des opérations de répression étatiques (Cognitio Juris, 2024).

Actuellement, le trafic de drogue en Amérique latine ne se limite plus à la production de drogues traditionnelles comme la cocaïne et le cannabis, mais a évolué vers de nouvelles méthodes de trafic et de distribution, notamment la montée en puissance de drogues de synthèse telles que le fentanyl et les méthamphétamines.

L'Amérique latine est le berceau de la cocaïne, la Colombie, le Pérou et la Bolivie étant trois de ses principaux pays producteurs. Cependant, des pays historiquement moins touchés, comme l'Équateur, le Chili, l'Uruguay et le Costa Rica, se sont intégrés aux routes du trafic de drogue en raison de leur situation géographique, de leurs ports stratégiques et de leur stabilité institutionnelle. L'Équateur en est aujourd'hui un exemple emblématique : autrefois pays de transit paisible, il est devenu le plus violent de la région. Parallèlement, les ports du Chili et de l'Uruguay sont devenus attractifs grâce à leur bonne réputation internationale, facilitant les exportations illicites avec un contrôle moindre (Malamud, C., & Núñez Castellano, R., 2024).

Narcoterrorisme : Le Cartel des Soleils, une menace pour les Amériques

Actuellement, les groupes terroristes opérant en Amérique latine ont une capacité bien moindre que dans les années 1980 et 1990, lorsque des mouvements comme le Sentier Lumineux au Pérou ou les violences perpétrées par les FARC et l'ELN contrôlaient de vastes régions de Colombie. Aujourd'hui, le trafic de drogue exerce une influence

prépondérante, et l'un des acteurs identifiés comme représentant le risque le plus sérieux pour la région est le Cartel des Soleils (Nanjari, M.,2025).

Selon l'OFAC, le Cartel des Soleils apporte un soutien matériel et logistique à des organisations criminelles telles que le cartel vénézuélien Tren de Aragua et le cartel mexicain de Sinaloa, ainsi qu'à d'autres groupes de trafiquants de drogue qui acheminent de la drogue de Colombie vers les États-Unis et l'Europe. Il y parvient principalement en maintenant des routes ouvertes traversant l'Amérique latine et l'Amérique centrale. De plus, le soutien du régime chaviste permettrait aux trafiquants de drogue de mener des activités de blanchiment d'argent.

Ainsi, en 2020, les États-Unis ont désigné le Cartel des Soleils comme une organisation criminelle dirigée par de hauts gradés de l'Armée bolivarienne. Cependant, c'est en juillet 2025 que ce groupe, originaire du Venezuela, a acquis une plus grande notoriété lorsque Donald Trump l'a qualifié d'organisation terroriste. Plus récemment, le président équatorien, Daniel Noboa, l'a également désigné comme groupe terroriste afin de limiter ses activités dans son pays. En effet, Noboa a ordonné au Centre national de renseignement d'analyser l'influence du groupe sur les organisations criminelles armées en Équateur et de coordonner ses actions avec d'autres États de la région. Les États-Unis et l'Équateur affirment que l'organisation vénézuélienne représente une menace car elle facilite le trafic de drogue dans la région.

Il n'est pas surprenant que l'Équateur adopte la même ligne que les États-Unis, car la relation étroite entre les deux pays facilite la coordination et l'échange d'informations, ce qui peut être particulièrement utile pour l'Équateur, confronté à un conflit interne intense concernant le contrôle de la violence causée par les groupes de trafiquants de drogue (Evan Ellis, spécialiste des affaires latino-américaines au US Army War College).

La stratégie américaine contre le narcoterrorisme

La récente décision des États-Unis de désigner le Cartel des Soleils, que Washington associe directement au gouvernement vénézuélien, comme Groupe Terroriste Étranger officialise un scénario qui modifie radicalement la doctrine de sécurité régionale. Selon cette perspective, sous la présidence de Maduro, une intégration fonctionnelle s'est opérée entre l'État et le crime organisé, utilisant des ressources militaires, logistiques et administratives pour faciliter diverses activités illégales.

Parmi ces activités, le narcotrafic est utilisé à la fois comme instrument d'agression et comme principale source de blanchiment d'argent. De plus, l'association du Cartel des Soleils, structure étatique, et du gang Tren de Aragua, vecteur criminel, conforte l'interprétation selon laquelle le narcoterrorisme représente une menace directe pour la sécurité et les intérêts américains.

En conséquence, les États-Unis ont intensifié leurs deux principales opérations dans l'hémisphère : Pacific Viper dans le Pacifique et Southern Spear dans les Caraïbes. Ces deux opérations illustrent le changement de paradigme impulsé par la Maison Blanche, qui appréhende désormais le narcoterrorisme comme une menace hybride bénéficiant du

soutien d'un État. Le corridor Pacifique demeure l'axe structurel du trafic de drogue et, de ce fait, un point stratégique pour affaiblir les finances de ces organisations. Dans ce contexte, l'opération Pacific Viper a saisi plus de quarante-cinq tonnes de cocaïne et procédé à de nombreuses arrestations en eaux internationales. Parallèlement, l'opération Southern Spear a été présentée comme une opération visant à expulser les « narcoterroristes », mais son message dépasse la seule dimension antidrogue, s'inscrivant dans une approche sécuritaire plus large et plus complexe (LISA INSTITUTE, 2025)

Néanmoins, le tournant stratégique des États-Unis s'est également traduit par des actions controversées, telles que les exécutions extrajudiciaires de narco-vedettes, qui ont été critiquées par l'ONU. De fait, la multiplication des attaques meurtrières contre des navires suspects dans les Caraïbes et le Pacifique a suscité un débat sur les limites juridiques et opérationnelles de ces interventions. Dans ce contexte, les États-Unis s'aventurent dans une zone grise juridique où les catégories ne sont pas clairement définies. La désignation du Cartel des Soleils comme organisation terroriste vise à contourner cette ambiguïté conceptuelle.

3.3. Déclin démocratique : Démocraties fragiles, libertés en régression

Le dernier *Rapport mondial sur l'état de la démocratie 2025*, publié par International IDEA, met en garde contre un déclin démocratique mondial qui touche également l'Amérique latine. Selon Kevin Casas-Zamora, secrétaire général de l'IDEA, l'Amérique latine se trouve dans une situation d'incertitude. La plupart des démocraties fonctionnent, mais demeurent de qualité insuffisante (Drazer M., 2025).

En Amérique latine, la démocratie est en crise en raison de la combinaison de conflits de grande ampleur liés aux inégalités, à la faible productivité et à la violence, qui résultent elles-mêmes de la représentation inefficace des partis politiques pour canaliser et répondre aux demandes des citoyens.

Résultats

Selon IDEA, le Salvador, le Nicaragua et Haïti contribuent largement au déclin démocratique en Amérique latine, avec des baisses notables de l'accès à la justice, de la crédibilité des élections et de la liberté des partis politiques. De plus, le Salvador, le Nicaragua et le Pérou ont enregistré les plus fortes régressions en matière de liberté d'expression.

Le Venezuela et le Nicaragua se sont consolidés en tant que régimes autoritaires, tandis que le Salvador est devenu un laboratoire de l'autoritarisme du XXI^e siècle. Cependant, au-delà des cas particuliers, la tendance générale à la détérioration est préoccupante, même dans les pays considérés comme plus stables.

À l'opposé, certains pays suscitent l'optimisme. Bien qu'il n'existe pas de modèle unique pour construire des démocraties solides, certains pays progressent : l'Uruguay maintient une démocratie solide et saine. Le Brésil et la République Dominicaine ont enregistré des

améliorations significatives. Le Chili est parvenu à surmonter une période de forte instabilité sociale grâce à des mécanismes institutionnels et démocratiques (Ríos Tobar, M., 2025, cité dans Drazer, M.).

Instabilité politique et incertitude juridique

La stabilité institutionnelle constitue un autre facteur crucial. Dans plusieurs pays d'Amérique latine, l'instabilité politique, les changements brusques de politiques économiques et le manque de continuité des cadres réglementaires créent une incertitude pour les entreprises étrangères. L'incertitude juridique, conjuguée à des problèmes structurels tels que la corruption et une bureaucratie excessive, complique les décisions d'investissement à long terme. Sans stabilité et sécurité politiques, il sera difficile de consolider la position de la région comme destination fiable pour la production et la distribution mondiales (Sayol, I.).

3.4. Crise des mécanismes de coopération régionale et la fragilité du multilatéralisme

Une analyse du multilatéralisme en Amérique latine révèle un paysage complexe, marqué par des progrès significatifs mais aussi par des défis persistants. Ces dernières décennies, la région a connu une évolution de ses mécanismes de coopération et d'intégration. Parmi les principaux constats figure l'importance historique d'initiatives telles que l'OEA, le MERCOSUR et la CELAC pour la création d'espaces de dialogue et de coopération régionale. Ces organisations ont contribué à la gestion des conflits, à la promotion de la démocratie et des droits humains, ainsi qu'au développement du commerce intrarégional (Valencia Corozo, E. H., 2025).

Cependant, depuis la pandémie de Covid-19, la plupart des mécanismes de coopération régionale traversent une phase de paralysie ou de dysfonctionnement. Le SICA est pratiquement immobilisé en raison des positions adoptées par le Nicaragua. Le Mercosur pourrait perdre l'Argentine, remettant en question son équilibre interne. L'Alliance du Pacifique, tout comme l'ALBA, ne fonctionne plus réellement. La CARICOM et l'Association des États de la Caraïbe sont, de leur côté, absorbées par la gestion de la crise haïtienne, devenue un point de tension permanent dans la région. La CELAC a la capacité de représenter l'ensemble de la région, mais son action demeure entravée par les divisions politiques et idéologiques entre ses membres (Drouhaud, P., 2025).

Ainsi, le multilatéralisme latino-américain traverse actuellement une période de fragilité, marquée par des divisions idéologiques, la résurgence des nationalismes et le chevauchement d'initiatives régionales aux mandats parfois contradictoires. Cette situation a limité la capacité de la région à présenter une voix unifiée dans les instances internationales et à relever efficacement les défis communs tels que le changement climatique, les migrations et la sécurité transnationale.

Parmi les principaux facteurs contribuant à la fragilité du multilatéralisme en Amérique latine figurent : la méfiance historique entre les pays, la faiblesse institutionnelle des organisations multilatérales et l'absence d'un programme commun pour un développement durable et inclusif. En outre, la participation limitée de la société civile et du secteur privé aux processus décisionnels régionaux contribue également à cette fragilité.

Pour l'avenir, le multilatéralisme en Amérique latine dispose de plusieurs opportunités de se réinventer. Premièrement, il est essentiel de tirer parti des technologies émergentes pour établir des plateformes de coopération plus interactives et participatives. Deuxièmement, il est important de développer des approches novatrices, telles que le « Modèle d'intégration fractale », qui favorisent la coopération à différents niveaux. Troisièmement, il convient de promouvoir un programme commun de développement durable aligné sur les Objectifs de développement durable des Nations Unies. Quatrièmement, la coopération dans les secteurs émergents tels que l'économie numérique, les biotechnologies et les énergies renouvelables doit être consolidée. Cinquièmement, il est crucial de favoriser l'échange de connaissances et d'expériences grâce à des programmes de mobilité professionnelle et universitaire (Valencia Corozo, E. H., 2025).

L'avenir du multilatéralisme dans la région dépendra largement de la volonté politique des dirigeants régionaux de surmonter les désaccords et de parvenir à un consensus. De plus, la capacité des institutions multilatérales à s'adapter à un environnement mondial en constante évolution sera déterminante. En définitive, le renforcement du multilatéralisme implique non seulement l'efficacité institutionnelle, mais aussi la nécessité de construire une identité régionale partagée. Le défi pour l'Amérique latine sera de trouver un équilibre entre la diversité de ses nations et la nécessité de présenter une voix unie sur la scène internationale. Pour parvenir à un multilatéralisme plus fort et plus efficace en Amérique latine, il faudra faire preuve d'originalité, d'engagement et adopter une vision à long terme. Si la région parvient à surmonter ses divisions et à exploiter son potentiel collectif, elle sera non seulement en mesure de relever plus efficacement ses défis communs, mais aussi de s'affirmer comme un acteur majeur dans la construction de l'ordre mondial du XXI^e siècle.

3.5. Nouvelles tensions idéologiques. « Vague droitière »

Dans un mouvement de balancier, tantôt à droite, tantôt à gauche, et qui façonne certaines coïncidences temporelles, les élections présidentielles dans les pays d'Amérique latine modifient la carte politique de l'Amérique latine (Dannemann, V., 2025).

Jusqu'en 2022, le retour de la gauche dans la plupart des gouvernements latino-américains semblait une évidence. Cependant, depuis lors, des glissements idéologiques se sont également produits dans d'autres directions. Un front de dirigeants modérés a émergé. Des gouvernements de droite sont arrivés au pouvoir ou s'y maintiennent, à l'instar de

celui de Javier Milei en Argentine (depuis fin 2023), qui, outre sa politique intérieure, influence fortement les alliances géopolitiques régionales. À cet égard, il convient de mentionner le retrait confirmé de l'Argentine des BRICS, auxquels elle avait été invitée en 2022. Parallèlement, des forces de centre-droit et de droite restent au pouvoir dans plusieurs pays de taille moyenne, tels que l'Uruguay, le Paraguay et l'Équateur (Barragán, M., & Sribman Mittelman, A., 2024).

Après le second tour de l'élection présidentielle, le 14 décembre, la victoire au Chili de l'ultraconservateur José Antonio Kast, fondateur et dirigeant du parti Républicain et défenseur de la dictature d'Augusto Pinochet, a été confirmée. Sur l'échiquier latino-américain, la droite ajoute ainsi une nouvelle pièce, rejoignant des présidents tels que Javier Milei en Argentine, Daniel Noboa en Équateur ou Nayib Bukele au Salvador. Ainsi, sur les 19 pays d'Amérique latine, neuf sont actuellement dirigés par des gouvernements de droite et dix par des gouvernements de gauche. Avec l'arrivée de Kast à la présidence et l'issue probable des récentes élections au Honduras, dont le dépouillement n'est pas encore terminé, la balance penchera à droite (Dannemann, V., 2025).

Au-delà de l'interprétation de la situation comme un glissement idéologique à droite, réduire le débat public à la notion de « vague de droite », voire d'extrême droite, et regrouper différents leaders sous une même étiquette contribue à masquer les revendications citoyennes et à dissimuler les faiblesses structurelles des systèmes politiques. En Amérique latine, la montée de la criminalité, un profond mécontentement à l'égard de l'ordre établi et, surtout, les niveaux élevés de corruption enregistrés sous les gouvernements progressistes, sont des facteurs clés pour comprendre les troubles sociaux actuels. Ainsi, tandis qu'au Chili le débat s'articule principalement autour de la sécurité et des migrations, en Argentine, la montée de Milei est largement due à des variables économiques, notamment l'inflation (Welp Yanina, cité dans Dannemann, V., 2025).

Bien que l'expression de « vague droitiste » soit descriptivement pertinente, elle demeure analytiquement trompeuse : en Amérique du Sud, ce sont principalement les forces d'opposition qui accèdent au pouvoir, lesquelles ne s'inscrivent que de manière circonstancielle à droite. En Uruguay, par exemple, la gauche a gagné parce que la droite était au pouvoir (Malamud Andrés, cité dans Dannemann, V., 2025).

Dans un contexte marqué par une alternance électorale récurrente entre la gauche et la droite, il est envisageable qu'un retour vers la gauche s'opère à moyen terme, davantage sous l'effet de la lassitude face à l'autoritarisme, de l'incapacité à revitaliser les économies et à répondre aux besoins des gouvernés que par une fidélité idéologique classique ; autrement dit, aucune idéologie n'est viable lorsqu'on ne gouverne pas pour tous (González Illescas, R., 2025). Les élections présidentielles de 2026 au Costa Rica, en Colombie, au Brésil et au Pérou constitueront une nouvelle mise à l'épreuve pour mesurer l'ampleur de l'adhésion aux positions d'extrême droite. (Heiss Claudia, cité dans Dannemann, V., 2025).

Dans le même temps, de nouvelles tensions apparaissent au sein de blocs régionaux comme le Mercosur, notamment en raison des actions de Javier Milei, ce qui souligne l'impact des divergences idéologiques entre les dirigeants de la région, un effet amplifié par l'absence de leadership régional du Brésil.

3.6. Migration et inégalités : La crise migratoire vénézuélienne.

Le Rapport mondial sur l'état de la démocratie 2025 souligne également l'impact des migrations intrarégionales sur le continent et la manière dont la crise politique et économique a alimenté d'importants flux migratoires en provenance de pays comme la Colombie, Cuba, Haïti et le Venezuela.

Dans ce contexte, les flux migratoires en provenance du Venezuela et d'Haïti ont joué un rôle prépondérant. Le cas vénézuélien, depuis 2016, représente le plus important exode de l'hémisphère occidental de ces 50 dernières années, touchant 7 774 494 personnes, selon les données de la Plateforme RV4 (UNDP, 2025). Quoi qu'il en soit, le Venezuela, au même titre que d'autres pays andins et caribéens, continue de générer des migrations vers les États-Unis. Une part importante de ces migrants arrive en Colombie pour traverser l'Amérique centrale par le Darién, à la frontière avec le Panama. Cette situation a engendré une crise humanitaire dans la région entre 2019 et 2023.

Il convient toutefois de noter qu'une partie de ces migrations est irrégulière, un nombre important de personnes n'étant pas enregistrées dans les registres des pays concernés. Ainsi, en septembre 2024, le point de passage de Cúcuta entre la Colombie et le Venezuela abritait plus de 213 000 personnes, tandis qu'au Chili, jusqu'en juin 2023, plus de 182 000 personnes sont entrées par des points de passage illégaux aux frontières avec la Bolivie et le Pérou (UNDP, 2025).

3.7. Ressources naturelles : De la rente à l'innovation

L'abondance de pétrole, de gaz, de minéraux stratégiques, de biodiversité et de terres agricoles place l'Amérique latine parmi les régions les plus riches en ressources naturelles de la planète. Avec ses ressources abondantes et ses éléments rares, elle abrite le Triangle du lithium, indispensable à la technologie actuelle, comme pour l'industrie des microprocesseurs. 60 % des réserves mondiales de lithium se trouvent dans le triangle de l'Argentine, la Bolivie et le Chili, et 31 % des réserves mondiales d'eau douce s'y trouvent également (Laura Richardson, 2023, cité dans Kulfas, M., & Schapiro, M., 2025). À cet égard, les États-Unis et la Chine se livrent depuis cinq ans à une lutte pour le contrôle des semi-conducteurs, qui trouvent des applications non seulement dans la fabrication de batteries mais aussi dans l'industrie de l'armement. Ainsi, il est compréhensible que lorsqu'on parle d'eau, de pétrole, de lithium, de gaz, de cuivre et d'autres ressources stratégiques, elles soient élevées au rang de priorité en matière de sécurité nationale (Richardson, 2023, cité dans Insuasty Rodríguez, A., 2024).

Cependant, la région a eu tendance à gérer ces ressources selon une logique de rente, privilégiant l'appropriation fiscale des revenus plutôt que le développement de capacités productives. Il en résulte des déficits récurrents dans le commerce des biens d'équipement et des technologies liés à l'exploitation des ressources, qui doivent être importés d'autres régions, renforçant ainsi une dépendance économique.

Face à cette situation, l'Amérique latine est confrontée à un double défi : tirer parti de l'essor de la demande mondiale de minéraux essentiels à la transition énergétique, tels que le lithium, le cuivre et le nickel, et éviter de se contenter d'exporter des matières premières. Il ne s'agit pas seulement d'exporter ou de valoriser les ressources naturelles, mais de créer des clusters de productivité autour de celles-ci, reliant les industries de fournisseurs, les services d'ingénierie et les compétences technologiques. De cette manière, elle doit générer des capacités technologiques locales, s'intégrer à la production de batteries, d'énergies renouvelables et de nouveaux matériaux, et transformer ses ressources en un levier de diversification productive.

Néanmoins, le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche a profondément modifié la donne, notamment en ce qui concerne l'énergie, élément clé de la géopolitique régionale et mondiale. Son recours aux énergies fossiles et son rejet de toute politique de transition énergétique et de lutte contre le changement climatique laissent l'Amérique latine à la dérive, alors qu'elle mise sur le lithium et l'hydrogène comme piliers de son développement futur. De ce fait, la révolution technologique accélérée attendue risque d'être retardée pendant des années, en particulier en Amérique du Sud, considérée comme une source majeure des intrants nécessaires à la nouvelle économie de l'énergie. Bien que cette région détienne 40 % des réserves mondiales de cuivre, entre 35 et 40 % des réserves de lithium, ainsi que d'importants gisements de nickel, de cobalt et d'autres minéraux critiques, les investissements internationaux dans ces ressources minérales critiques pourraient s'en trouver freinés (Maihold, G., 2025)

Par ailleurs, il convient de mentionner que plusieurs auteurs, affirment que la nouvelle politique américaine de lutte contre la drogue et les pressions diplomatiques exercées, notamment contre le Venezuela, le Brésil et la Colombie, dissimulent un intérêt manifeste pour les ressources naturelles de ces pays. En réalité, la concurrence énergétique actuelle façonne une nouvelle géopolitique du pétrole, où les grandes puissances se disputent les principaux gisements, le raffinage du pétrole brut et le contrôle du marché des terres rares, essentielles aux procédés technologiques contemporains.

Il convient de noter que le Venezuela possède environ 17 % des réserves mondiales connues de pétrole, soit plus de 300 milliards de barils, près de quatre fois plus que les États-Unis. Le pétrole est le pilier de l'économie de Caracas, contribuant à près de 90 % des recettes totales et générant un excédent commercial constant. Outre ses richesses pétrolières, le pays possède d'importantes réserves de gaz naturel, de minerai de fer et de bauxite, matière première essentielle à l'industrie de l'aluminium (Zein, E., 2025).

Et, cependant, aucun pays n'exerce une influence aussi importante sur l'industrie pétrolière vénézuélienne que la Chine, superpuissance dont l'immense emprise commerciale dans l'hémisphère occidental est un enjeu que l'administration Trump cherche à freiner.

Par conséquent, malgré l'approche radicale de Donald Trump, le changement climatique et la transition énergétique sont au cœur de la nouvelle mondialisation. L'Amérique latine, riche en ressources naturelles et en potentiel d'énergies renouvelables, est bien placée pour jouer un rôle de premier plan dans l'industrialisation verte. L'hydrogène vert s'impose comme un secteur stratégique. L'Argentine, le Chili et le Brésil possèdent des atouts exceptionnels (capacités éoliennes et solaires, ainsi que des compétences technologiques et scientifiques pointues) pour devenir des fournisseurs mondiaux, non seulement de l'hydrogène vert lui-même, mais aussi des technologies associées telles que les éoliennes et les systèmes de stockage.

4. L'HISTOIRE DES INGÉRENCES AMÉRICAINES EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

L'histoire de l'implication des États-Unis en Amérique latine et dans les Caraïbes, qu'il s'agisse des opérations menées par la CIA, par d'autres services de renseignement ou par les forces armées américaines, est bien connue et abondamment étudiée (Nusa Peñalver).

Depuis plusieurs décennies, Washington se présente comme le garant de la stabilité du continent. Pourtant, ses interventions répétées dans les affaires internes des pays voisins suscitent de vives controverses. Pour certains, les États-Unis jouent le rôle de « gardiens de l'ordre hémisphérique » ; pour d'autres, ils se comportent comme des « puissances prédatrices » prêtes à défendre leurs intérêts par tous les moyens.

Depuis près d'un siècle, la politique américaine oscille entre une attitude protectrice et une approche beaucoup plus interventionniste. L'influence de Washington en Amérique du Sud demeure sans équivalent, mêlant outils diplomatiques, pressions économiques, actions clandestines et, à l'occasion, interventions militaires directes. Tant que les autorités américaines considéreront que la stabilité régionale relève de leur propre sécurité nationale, il sera difficile de limiter leur marge d'action (Chevallier, A., 2025).

Cette dynamique interventionniste trouve ses racines dans la période de la Guerre froide, moment où les États-Unis ont lancé une véritable offensive contre tout gouvernement perçu comme trop proche de l'idéologie communiste.

Parmi les différentes interventions menées par les États-Unis, on trouve les suivantes :

Le Mexique fut la première victime de la fameuse doctrine Monroe, puisque, entre 1846 et 1848, les États-Unis menèrent une guerre qui lui coûta la perte d'environ la moitié de son territoire (le Texas et la Californie).

En 1898, les forces armées des États-Unis menèrent l'invasion de Porto Rico et de Cuba, alors toutes deux sous domination espagnole. Washington occupa Cuba jusqu'en 1902, tandis que Porto Rico demeure, encore aujourd'hui, un territoire sous souveraineté américaine.

Haïti (1915–1934 et 1994–1995). En 1915, les marins américains envahirent Haïti afin de protéger les intérêts économiques de plusieurs entreprises des États-Unis. Ils y restèrent jusqu'en 1934, imposant une présence prolongée qui se traduisit par un contrôle politique et militaire direct du pays. Ensuite, en 1994, dans le cadre de l'opération *Restore Democracy*, des milliers de soldats américains furent déployés en Haïti avec pour justification officielle d'assurer le retour au pouvoir du président démocratiquement élu, Jean-Bertrand Aristide, face au régime putschiste dirigé par le général Raoul Cédras. En 2003, le président Aristide fut de nouveau renversé, cette fois à la suite d'un coup d'État soutenu par les États-Unis après seulement huit mois de mandat. En 2004, une campagne de violences fut orchestrée pour déstabiliser le pays, offrant le prétexte à une nouvelle intervention américaine. Celle-ci permit l'éviction d'Aristide et l'ouverture d'une nouvelle phase d'ingérence dans la vie politique haïtienne.

1954 : le coup d'État au Guatemala et l'opération "PBSuccess" pour la protection des intérêts américains. Le président guatémaltèque Jacobo Árbenz était alors considéré par les États-Unis comme trop proche de l'idéologie communiste et des sphères d'influence de Moscou. Pour le renverser, la CIA mit en place une opération de déstabilisation inédite : elle finança une station de radio, *Voz de la Liberación*, qui diffusait des informations falsifiées et des rumeurs destinées à créer un climat insurrectionnel. L'objectif était clair: provoquer la chute du régime en instillant la peur et la confusion au sein de la population. Le résultat fut le renversement d'Árbenz en 1954, suivi de l'installation d'une junte militaire favorable à Washington, dirigée par Carlos Castillo Armas. Cet événement marqua le début de près de quatre décennies de guerre civile (1960–1996). L'intervention américaine au Guatemala est devenue emblématique d'une politique visant à protéger les intérêts nationaux des États-Unis au détriment du respect de la démocratie, avec des conséquences durables sur la stabilité politique du pays (Gazeau, W., 2025).

République dominicaine, 1964–1965 : l'opération « Power Pack » et la lutte contre le communisme. Les États-Unis envoyèrent plus de 40 000 marines pour réprimer un mouvement visant à rétablir au pouvoir l'ancien président progressiste et démocratiquement élu, Juan Bosch, renversé auparavant. Cette intervention constitua la deuxième occupation américaine de l'histoire du pays et dura dix-sept mois. Elle fit près de 3 000 victimes et permit, à son terme, l'installation d'un gouvernement ouvertement anticomuniste.

La chute de Salvador Allende au Chili. En 1973, le président américain Richard Nixon donna l'ordre à la CIA de renverser le gouvernement démocratiquement élu de Salvador Allende, perçu comme trop proche de la gauche marxiste. Dix millions de dollars furent mobilisés pour financer un parti d'extrême droite, armer des milices et encourager des

soulèvements. Le 11 septembre 1973, un coup d'État militaire porta au pouvoir le général Augusto Pinochet, qui instaura ensuite une dictature sanglante durant seize ans.

Panama (1903–1914 et 1989). Panama possède une longue histoire d'interventions américaines. 1903–1914 : Les États-Unis encouragèrent la sécession du Canal de Panama, alors partie de la Colombie, et s'approprièrent ses droits. Washington exerça un contrôle direct sur la Zone du Canal jusqu'en 1999. Après, en 1989, sous le nom d'*Operation Just Cause*, le président George H.W. Bush ordonna l'invasion de Panama, justifiant l'intervention par la nécessité de renverser le général Manuel Noriega, qui avait compromis les intérêts américains dans le trafic de drogue en région. Après plusieurs jours de combats intenses, le dictateur se rendit le 3 janvier 1990. L'opération fit environ 3 000 morts parmi la population panaméenne et entraîna la dissolution des forces armées du pays. Aujourd'hui, Panama et le Costa Rica restent les deux seuls États du continent dépourvus d'armée.

Les dictatures sud-américaines et l'Opération Condor

Dans les années 1970 et 1980, les régimes dictatoriaux sud-américains se coordonnèrent à travers l'Opération Condor afin de réprimer les opposants sous le prétexte de lutter contre la subversion et le communisme. Ce réseau clandestin permettait aux dictatures de poursuivre, surveiller, torturer, assassiner et faire disparaître des groupes considérés comme subversifs.

Les États-Unis soutinrent et encouragèrent plusieurs de ces régimes, parmi lesquels : Hugo Banzer en Bolivie (1971–1975), Ernesto Geisel au Brésil (1974–1979), Augusto Pinochet au Chili (1973–1990), Alfredo Stroessner au Paraguay (1954–1989), Juan María Bordaberry en Uruguay (1973–1976) et Jorge Rafael Videla en Argentine (1975–1978) (Nusa Peñalver).

L'Opération Condor ne se limita pas à l'Amérique du Sud : elle s'étendit également à certaines régions des Caraïbes, au Venezuela et à d'autres pays de la région, entraînant la persécution et l'assassinat de milliers de personnes considérées comme communistes.

Au cours du XXI^{ème} siècle :

En Honduras, en 2009, les États-Unis ont apporté leur soutien à certains secteurs de l'opposition hondurienne au sein d'une crise politico-institutionnelle croissante. Le 28 juin 2009, le président Manuel Zelaya fut arrêté et expulsé du pays par les forces armées. À la suite de ce renversement, un gouvernement de facto fut installé, tandis que les élections du 29 novembre 2009 portèrent Porfirio Lobo à la présidence, dont le résultat fut rapidement reconnu par Washington.

En Paraguay, en 2012, fut exécuté ce qui est considéré comme le premier « coup d'État parlementaire » de la région, inscrit dans la logique du lawfare, c'est-à-dire l'utilisation

politisée des procédures judiciaires. Cette année-là, la principale victime fut le président Fernando Lugo, de tendance socialiste, qui fut destitué à l'issue d'un procès politique expéditif et controversé, mené par les secteurs conservateurs paraguayens et bénéficiant du soutien des États-Unis.

Brésil, 2016. Un second coup parlementaire est signalé dans la région. La présidente Dilma Rousseff est destituée à l'issue d'une procédure controversée, ce qui permet l'arrivée au pouvoir de Michel Temer.

Le cas du Venezuela illustre la persistance et l'intensité des ingérences américaines en Amérique latine. Depuis le début des années 2000, Washington a joué un rôle déterminant dans les dynamiques politiques vénézuéliennes. En 2002, l'administration de George W. Bush aurait soutenu et encouragé le coup d'État contre le président constitutionnel Hugo Chávez. L'opération fut menée principalement par des groupes économiques puissants du pays. En 2013, après l'élection de Nicolás Maduro le 19 avril, des secteurs de l'opposition, appuyés par les États-Unis, auraient lancé une stratégie de guerre économique, de sabotage et de pression politique, rappelant les méthodes utilisées contre Salvador Allende au Chili. En 2014, des groupes d'opposition, avec un soutien externe, organisent des actions violentes connues sous le nom de « guarimbas », qui ont causé 43 morts et plus de 800 blessés. En 2017, de nouvelles actions insurrectionnelles, attribuées au parti Voluntad Popular, provoquent une vague de violence ayant causé plus de 120 morts, des milliers de blessés et d'importants dommages matériels, sans toutefois aboutir à la chute du gouvernement. Le 4 août 2018, une tentative d'attentat contre le président Nicolás Maduro est perpétrée. Au parcours de 2019, plusieurs pays alliés aux États-Unis cessent de reconnaître le gouvernement de Maduro, réélu en mai 2018 (Nusa Peñalver).

4.1. Interventions récentes : Les cas au Venezuela

L'administration Trump a fait de la sécurité de ses intérêts dans les Amériques sa priorité absolue, tout en cherchant simultanément à lutter contre l'immigration et le trafic de drogue et à exclure ses rivaux stratégiques de la région. Ainsi, il a renforcé sa présence militaire dans les Caraïbes, élargi son arsenal juridique en désignant des groupes criminels comme organisations terroristes et accru la pression sur ces réseaux, ainsi que sur les pays qu'elle considère comme hostiles, tels que le Venezuela (France24, 2025).

Contexte et déploiement

Depuis l'été 2025, les tensions entre Washington et Caracas se sont de nouveau intensifiées. Les États-Unis poursuivent leur stratégie de pression sur le régime de Nicolás Maduro, qu'ils accusent de corruption, d'implication dans le narcotrafic et de mener une répression violente contre l'opposition (Chevallier, A., 2025). Dans ce contexte, Washington a considérablement renforcé son dispositif militaire dans l'espace caribéen, en déployant une importante force navale autour du Venezuela dans le cadre de l'opération *Southern Spear*. Cette initiative, également rentre dans le cadre de l'opération

Lanza del Sur, ce qui inaugure une nouvelle phase dans la projection de puissance américaine dans la région. Elle associe technologies robotiques avancées, déploiement maritime massif et pressions diplomatiques d'une ampleur inédite depuis plusieurs décennies (Infobae, 2025).

Après plusieurs survols de bombardiers et neuf offensives navales menées depuis le mois de septembre, l'administration de Donald Trump a décidé, début novembre 2025, de déployer le porte-avions le plus moderne de la marine américaine et le plus imposant au monde, l'*USS Gerald R. Ford* (CVN-78). Initialement positionné en Méditerranée dans le cadre d'opérations antidrogue, il a traversé le détroit de Gibraltar pour rejoindre l'Atlantique et être intégré à la zone d'action du *U.S. Southern Command* (SOUTHCOM), comme l'a indiqué le Département de la Défense des États-Unis (Escenario Mundial, 2025). De surcroît, ce porte-avions se trouve escorté par plusieurs navires de guerre, notamment des destroyers et un croiseur, et mobilise plus de 5000 militaires ainsi qu'environ 90 avions de combat (De Santos Pascual, J. C., 2025). Le Ford vient ainsi renforcer une force déjà déployée dans la région, comprenant des bombardiers B-1 et B-52, des drones MQ-9 Reaper, des chasseurs F-35B du Corps des Marines basés à Porto Rico, ainsi que le groupe amphibie *USS Iwo Jima* (LHD-7). Parallèlement, le Pentagone a également déployé dix chasseurs F-35 à Porto Rico, en plus de huit navires de guerre et près de 4500 soldats, appuyés par des sous-marins et divers avions espions (Escenario Mundial, 2025).

Avec le déploiement du *USS Gerald R. Ford*, les États-Unis ont atteint la plus importante concentration de forces militaires dans la région depuis plusieurs décennies, mobilisant environ 12 000 soldats à bord de près d'une douzaine de navires de la marine, dans le cadre de ce que le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, a qualifié d'« Opération Southern Spear » (Finley B., 2025). Cette présence représente en réalité la plus importante projection militaire américaine dans les Caraïbes depuis la première guerre du Golfe (1990-1991). Aujourd'hui, le contexte a changé, mais le message reste le même: assurer la dissuasion, maintenir le contrôle régional et projeter la puissance américaine dans un moment d'instabilité croissante à l'échelle de l'hémisphère.

L'annonce de l'arrivée du *USS Gerald R. Ford* est intervenue un jour après que Pete Hegseth, secrétaire à la Défense des États-Unis, ait déclaré que 6 personnes avaient trouvé la mort dimanche lors de deux nouvelles attaques contre des embarcations suspectées de trafic de drogue dans l'est de l'océan Pacifique. Depuis le début de septembre, les opérations américaines les plus récentes ont porté le bilan à 76 morts, résultant de 19 attaques visant de petites embarcations accusées de transporter des stupéfiants dans les Caraïbes et dans l'océan Pacifique oriental (KCH Comunicación, 2025).

Le déploiement militaire américain s'est accompagné de la saisie de plus de sept cents millions de dollars d'actifs appartenant à Nicolás Maduro, que l'administration Trump a désigné, en juillet, comme le chef d'un groupe terroriste. Par ailleurs, Washington en août,

Trump a offert une récompense de 42 millions d'euros pour l'arrestation de Maduro (Infobae, 2025).

Intentions réelles selon les analystes

Cette manœuvre renforce la présence militaire des États-Unis dans les Caraïbes et en Amérique du Sud, dans le cadre de la campagne ordonnée par le président Trump visant à démanteler les organisations criminelles transnationales et à contrer le narco-terrorisme. Toutefois, malgré le caractère officiellement antidrogue et antiterroriste de l'opération, plusieurs militaires, diplomates et analystes estiment que l'objectif véritable est de faire pression sur le président vénézuélien Nicolás Maduro, voire de le renverser (Schmitt, E., 2025) et même d'accéder aux ressources naturelles de la région, comme le pétrole.

Le débat sur la portée réelle de l'opération demeure ouvert. Des hauts responsables du gouvernement, tels que le secrétaire d'État Marco Rubio et le secrétaire à la Défense Pete Hegseth, qualifient Nicolás Maduro de « fugitif » et de « dirigeant illégitime ». Des experts militaires, comme l'amiral James G. Stavridis, estiment que ce déploiement dépasse le simple contrôle du narcotrafic et constitue une véritable « diplomatie de canonnières » destinée à exercer une pression sur Caracas. La possibilité d'incursions de forces spéciales à l'intérieur du Venezuela est également évoquée. Selon l'amiral James G. Stavridis, ancien commandant du *U.S. Southern Command*, la vaste flotte navale stationnée au large des côtes vénézuéliennes et le déploiement de chasseurs F-35 de cinquième génération à Porto Rico ont peu à voir avec une interdiction réelle du trafic de drogue puisqu'ils représentent un excès opérationnel. (Schmitt, E., 2025). De même, Bryan Clark, ancien sous-marinier de la marine américaine et analyste en défense au Hudson Institute, a affirmé que l'administration Trump n'aurait pas déployé l'*USS Ford* si elle n'avait pas l'intention de l'utiliser. Il a ajouté : « Je crois que ce gouvernement est prêt à recourir à la force militaire pour atteindre des objectifs précis (...) et je pense qu'il envisagera de mener des opérations militaires à moins que Maduro ne démissionne dans le mois à venir. » (Infobae, 2025).

Toutefois, l'objectif de Trump d'accéder aux ressources énergétiques de la région gagne en popularité. Trump a déjà clairement manifesté son intérêt pour le contrôle des réserves pétrolières du Venezuela. Dans un discours prononcé en 2023 devant des républicains de Caroline du Nord, il a déclaré : « Quand je suis parti, le Venezuela était au bord de l'effondrement. Nous l'aurions annexé, nous aurions récupéré tout ce pétrole, il était juste à côté de chez nous. » (Wong, E., & Barnes, J. E., 2025).

Trump a évoqué à plusieurs reprises l'idée d'obtenir du pétrole et d'autres ressources naturelles en contrepartie d'interventions militaires américaines à l'étranger. « J'ai toujours dit qu'il fallait prendre le pétrole » était l'une de ses phrases favorites lors de sa campagne présidentielle de 2016. Même en 2019, Trump a ordonné à ses conseillers que Juan Guaidó, alors chef de l'opposition vénézuélienne, s'engage à donner aux États-Unis

l'accès au pétrole de son pays et à exclure la Chine et la Russie si Guaidó renversait Maduro dans le cadre d'un effort soutenu par les États-Unis, selon les mémoires de John Bolton, alors conseiller à la sécurité nationale.

Qui plus est, lors de discussions tenues cette année, des responsables américains ont négocié avec Maduro d'éventuels accords visant à expulser les compagnies pétrolières chinoises et russes du Venezuela et à renforcer le rôle des entreprises américaines. Ces dernières années, la Chine a ralenti ses investissements directs dans l'industrie vénézuélienne. Selon des responsables américains, Maduro semblait disposé à attirer davantage d'investissements américains. Cependant, il est resté déterminé à se maintenir au pouvoir, et les négociations ont piétiné.

D'ailleurs, Trump a autorisé la CIA à mener des opérations secrètes au Venezuela et pourrait décider de renverser Maduro par la violence, en utilisant l'agence, l'armée américaine, ou les deux, comme fer de lance. Cependant, de nombreux spécialistes du Venezuela anticipent que les conséquences d'une telle action seraient chaotiques, car l'instabilité dans un Venezuela sans Maduro pourrait compromettre la volonté et la capacité des entreprises américaines à y développer leur présence (Wong, E., & Barnes, J. E., 2025).

La situation reflète une escalade dangereuse entre Washington et Caracas, marquée par des accusations réciproques d'agression, une militarisation croissante des Caraïbes et l'utilisation du discours antidrogue comme justification politique. Bien que la Maison-Blanche présente l'opération comme une lutte contre le narcotrafic, l'ampleur du déploiement militaire et le discours officiel américain laissent entrevoir une stratégie clandestine de changement de régime au Venezuela, augmentant ainsi le risque d'une nouvelle crise militaire en Amérique latine.

Les experts demeurent divisés quant à la possibilité que les avions de combat américains soient employés pour frapper des cibles terrestres à l'intérieur du Venezuela. Quoi qu'il en soit, le porte-avions de 100 000 tonnes envoie un message clair. « C'est l'ancrage de ce que signifie le retour de la puissance militaire américaine en Amérique latine », a déclaré Elizabeth Dickinson, analyste principale pour la région andine au sein de l'International Crisis Group. « Cela a suscité beaucoup d'inquiétude au Venezuela, mais aussi dans toute la région. Je pense que tout le monde observe cette situation avec une grande attention pour évaluer jusqu'où les États-Unis sont réellement disposés à recourir à la force militaire. » (Finley, B., 2025)

Les messages envoyés par Washington concernant l'opération du porte-avions dans les Caraïbes n'ont pas clairement précisé son objectif spécifique. En septembre, Trump avait nié avoir mené des discussions au sein de son gouvernement pour envisager un changement de régime au Venezuela, mais quelques semaines plus tard, il a annoncé publiquement avoir ordonné à la CIA de mener des opérations à l'intérieur du pays sud-américain.

Mark Cancian, colonel retraité du Corps des Marines des États-Unis et chercheur au CSIC, specule : « C'est la première fois qu'un porte-avions participe à des opérations antidrogues. Cependant, il est peu probable qu'il joue un rôle majeur dans ce type de mission, car ses capacités ne sont pas adaptées à cette tâche. En revanche, il pourrait être utilisé pour lancer des frappes contre le Venezuela ». Carlos Solar, spécialiste de la sécurité en Amérique latine au Royal United Services Institute (RUSI) au Royaume-Uni, ajoute : « Aux côtés des forces du Commandement Sud déjà présentes dans la mer des Caraïbes, le groupe de frappe Ford représente une puissance de combat inédite au cours de la dernière décennie pour une opération militaire dans l'hémisphère occidental ».

Pour sa part, Basil Germond, professeur de sécurité internationale à l'Université de Lancaster, a souligné que les opérations antidrogues en mer n'impliquent généralement pas de porte-avions, qui sont coûteux à exploiter et dont la mission principale est le combat de haut niveau. Toutefois, il n'exclut pas que le Ford ou certains de ses navires d'escorte participent à ces missions, qui nécessitent une connaissance approfondie du domaine maritime.

Par ailleurs, le professeur au Centre d'études stratégiques de la Royal Navy a affirmé que la présence du navire dans la zone constitue avant tout un message politique. Les porte-avions symbolisent le pouvoir et démontrent la détermination politique. Il s'agit de ce que l'on appelle la diplomatie navale. Leur déploiement peut servir à contraindre d'autres acteurs sans recourir réellement à la force. Quel que soit le message que l'administration Trump souhaite transmettre, elle le fait de manière très convaincante et crédible (Alonso, J. F., 2025)

Réaction du Venezuela et de la région

À Caracas, le président vénézuélien Nicolás Maduro a qualifié les attaques de crimes militaires contre des civils et il a accusé Washington de chercher à déclencher une guerre. Plusieurs pays et analystes régionaux interprètent ces attaques comme des avertissements, pouvant déboucher sur un conflit plus vaste. Maduro a affirmé que les États-Unis inventent une guerre avec le Venezuela. Selon lui, Washington construit un récit extravagant, vulgaire, criminel et totalement faux, déjà largement démenti. Il a ajouté que le Venezuela est un pays libre de production de feuilles de coca et de cocaïne.

Le ministre de la Défense vénézuélien, Vladimir Padrino López, a déclaré que le déploiement américain constituait une menace militaire dans les Caraïbes contre le Venezuela, contre la région, contre l'Amérique latine. Maduro, qui est accusé par le gouvernement américain et inculpé officiellement devant un tribunal de New York pour sa présumée direction du soi-disant cartel des Soleils, affirme que l'objectif réel de Washington est de provoquer un changement de régime dans son pays.

Le président vénézuélien a précisé que le pays dispose de 5000 missiles sol-air russes pour contrer les forces américaines, a ordonné des exercices militaires à l'échelle

nationale et a déployé des troupes aux frontières en réponse à la montée des tensions. Selon l'IISS, les forces armées vénézuéliennes comptent environ 123 000 militaires, auxquels s'ajoutent 220 000 membres de milices volontaires proches de Maduro, bien que certains experts estiment que ces chiffres sont largement surestimés (Piña, Carolina M., 2025).

Réactions internationales et des pays de la région

L'agression menée par les États-Unis suscite de vives condamnations au niveau international. Plusieurs organisations multilatérales ont appelé à la suspension immédiate de ces opérations. Parmi elles, figure notamment l'avertissement lancé par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, qui a souligné que les frappes aériennes menées par Washington contre des embarcations dans les Caraïbes et dans le Pacifique constituent une violation du droit international des droits humains (Xinhua News, 2025). Cependant, bien que l'ONU cherche à jouer un rôle de médiation afin d'éviter une confrontation armée et de préserver la stabilité régionale, des puissances telles que la Russie et la Chine se sont rangées aux côtés du Venezuela, ravivant ainsi des lignes de fracture géopolitiques au sein de l'Amérique latine.

Par ailleurs, le Sommet CELAC-UE, tenu à Santa Marta (Colombie) le 9 novembre 2025, a réagi fermement face aux intentions bellicistes de Washington. Les États participants ont « réaffirmé leur attachement aux principes et objectifs de la Charte des Nations unies, en particulier l'égalité souveraine des États, le respect de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique, la non-ingérence dans les affaires intérieures ainsi que le règlement pacifique des différends. Nous réitérons notre opposition à toute menace ou utilisation de la force » (Editora Bogotá, 2025)

Concernant les pays de la région, les réactions ont été dissemblables. Le gouvernement de Trinité-et-Tobago a défendu le déploiement naval américain, bien que des familles de pêcheurs de ce pays aient dénoncé des décès lors d'attaques menées par les forces américaines dans les eaux régionales. À Porto Rico, État libre associé aux États-Unis, l'administration Trump a ordonné le déploiement de dix avions de combat F-35 pour des opérations contre les cartels de drogue, selon deux sources officielles citées par Reuters en septembre. Le Panama, malgré la tenue d'exercices militaires conjoints avec Washington, a précisé qu'il ne soutiendrait « aucun acte hostile » contre Caracas.

La Colombie a fermement rejeté les actions des États-Unis. Le président colombien Gustavo Petro, qui a demandé aux États-Unis de mettre un terme aux bombardements qu'il considère comme disproportionnés dans la région, a réaffirmé, dans un entretien accordé à la chaîne Al Jazeera, son appel à l'unité latino-américaine et caribéenne afin de tenter d'endiguer ces attaques. Selon Petro, les fragilités politiques actuelles et le manque de cohésion entre les pays de la région renforcent le pouvoir des forces génocidaires et des régimes tyranniques. Il a ajouté que cette situation contribue à affaiblir la perspective

d'une démocratie mondiale capable de favoriser le dialogue et de construire une humanité véritablement libre (Xinhua News, 2025). Dans un entretien accordé à NBC News, le président a dénoncé les bombardements qui ont fait des dizaines de morts, soulignant que les victimes n'avaient eu aucune possibilité de se défendre. Il a qualifié Donald Trump de barbare et l'a accusé de chercher à intimider l'Amérique latine au moyen d'attaques armées illégales menées depuis la mer (Editora Bogotá, 2025).

Contexte de tensions diplomatiques et militaires

Le déploiement intervient dans un contexte de tensions diplomatiques et militaires croissantes. Le 8 août, le président Donald Trump a autorisé l'usage de la force militaire contre les cartels latino-américains, désignés par son administration comme des organisations terroristes.

Le 2 septembre, les États-Unis ont annoncé la première attaque contre un navire, affirmant que onze personnes du groupe criminel Tren de Aragua, parties du Venezuela à destination des États-Unis, se trouvaient à bord. Depuis cette date et jusqu'au 4 novembre, Washington affirme avoir coulé des dizaines de navires et neutralisé plus de soixante-dix narcoterroristes dans les Caraïbes et le Pacifique.

Le 15 septembre, les relations entre Bogotá et Washington se sont détériorées lorsque les États-Unis ont retiré la Colombie de la liste des pays coopérant dans la lutte contre le trafic de drogues. Le même mois, le visa du président colombien Gustavo Petro a été révoqué après sa participation à un rassemblement pro-palestinien à New York, lors de l'Assemblée générale de l'ONU.

Le 10 novembre, le Département de la Défense américain a envoyé des forces terrestres pour des exercices dans la jungle du Panama, une première depuis plusieurs décennies, selon la chaîne ABC. Le lendemain, le ministre vénézuélien de la Défense, Vladimir Padrino López, a annoncé la mobilisation de deux cent mille militaires à travers le pays dans le cadre d'exercices de préparation face aux menaces des États-Unis (Infobae, (2025).

4.2. Les relations de l'administration Trump avec l'Amérique latine : une reconfiguration de la carte politique et stratégique régionale

La politique de l'administration Trump envers l'Amérique latine n'a pas créé un bloc régional unique, mais plutôt un réseau de relations différenciées, fondées sur trois critères principaux : la sécurité, la concurrence avec la Chine et l'affinité politique. La région s'est ainsi trouvée répartie en quatre groupes selon leur allié idéologiques, partenaires pragmatiques, pays en quête de soutien par nécessité et gouvernements entrés en confrontation directe avec Washington. Cette fragmentation explique le paysage latino-américain actuel, marqué par la concurrence des puissances extérieures, la recherche

d'une autonomie stratégique et la coexistence de modèles politiques divergents (Castro, M., 2025).

1) Alliés stratégiques et gouvernements idéologiquement alignés

Ce premier groupe comprend les pays qui partageaient une vision économique libérale, des politiques de sécurité plus strictes ou des positions géopolitiques similaires à celles de l'administration Trump.

Sous Javier Milei, l'Argentine est devenue l'un des plus proches alliés de Washington. Les deux gouvernements se sont entendus sur un programme de déréglementation économique, de libéralisation des échanges et d'affrontement direct avec la Chine dans des secteurs sensibles tels que le lithium, l'énergie et les télécommunications. De plus, les États-Unis ont apporté un soutien diplomatique au sein des instances financières internationales, notamment auprès du FMI, tout en renforçant la coopération en matière de cybersécurité et de contrôle financier.

Avec Nayib Bukele au Salvador, la relation alliait pragmatisme et affinités. Trump a salué les résultats obtenus en matière de sécurité intérieure et de réduction de l'immigration irrégulière, ce qui a conduit à des accords de coopération dans les domaines de la surveillance biométrique, du partage d'informations et des politiques de contrôle des migrations. En retour, le Salvador a consolidé un canal de dialogue privilégié avec Washington (Castro, M., 2025).

L'importance stratégique du Paraguay réside dans sa reconnaissance de Taïwan et sa position face à l'expansion économique de la Chine. Pour les États-Unis, cet élément géopolitique les positionne comme un partenaire clé en Amérique du Sud. La coopération s'est concentrée sur la sécurité des frontières, la lutte contre la criminalité transnationale et la supervision des investissements dans les infrastructures critiques.

Le gouvernement équatorien de Daniel Noboa a sollicité le soutien des États-Unis pour faire face à l'infiltration du trafic de drogue et à la détérioration de la sécurité intérieure. Washington a fourni du matériel militaire, renforcé la surveillance maritime et encouragé la prise de distance de Quito vis-à-vis des entreprises technologiques chinoises.

Le Panama et le Costa Rica, pour des raisons différentes, étaient considérés comme des partenaires stables. Le Panama, en raison de l'importance du canal, a bénéficié d'un soutien en matière de sécurité portuaire et de contrôle des investissements chinois ; le Costa Rica, grâce à sa stabilité institutionnelle, est devenu un pôle démocratique de coopération technologique et de cybersécurité régionale.

2) Partenaires pragmatiques : Coopération sélective sans alignement politique.

Ce groupe comprend les pays qui ont entretenu des relations actives avec les États-Unis, mais sans alignement idéologique, privilégiant les intérêts économiques ou l'autonomie stratégique.

Malgré les tensions rhétoriques, la relation bilatérale entre le Mexique et les États-Unis était essentielle. L'ACEUM a défini la structure économique entre les deux pays, tandis que la gestion des migrations imposait une coopération incontournable. Cependant, le Mexique a développé des relations économiques croissantes avec la Chine, ce qui a inquiété Washington et consolidé un lien pragmatique, mais non idéologique.

Sous Lula da Silva, le Brésil a consolidé son autonomie stratégique. Bien qu'il y ait eu une coopération dans les domaines du climat, de l'énergie et du commerce, le Brésil a renforcé ses liens avec la Chine (son principal partenaire commercial) et sa participation active aux BRICS, se positionnant comme un acteur équilibré entre les deux pôles de puissance.

Le Chili a maintenu une relation stable avec les États-Unis, notamment dans les secteurs minier et de la transition énergétique, bien qu'il ait autorisé l'expansion de Huawei, ce qui a engendré des tensions. L'Uruguay a recherché un accord commercial direct avec la Chine, illustrant une stratégie de diversification qui le distancie de tout alignement automatique sur Washington (Castro, M., 2025).

3) Approches motivées par des besoins internes

Ces pays ont renforcé leur dialogue avec les États-Unis pour des raisons de sécurité, de stabilité politique ou de dépendance économique.

Après une période d'instabilité, la Bolivie a sollicité une coopération contre le trafic de drogue et un soutien financier, bien que sa dépendance structurelle à l'égard de la Chine dans le secteur du lithium ait limité tout alignement clair.

Le Guatemala et le Honduras étaient au cœur de la politique migratoire américaine. Washington a promu des programmes de développement locaux et renforcé la coopération policière et frontalière, transformant la relation en un mécanisme fonctionnel plutôt que politique (Castro, M., 2025).

4) Gouvernements antagonistes et confrontation ouverte

Le Venezuela a représenté l'épicentre de la confrontation idéologique dans l'hémisphère. Trump a promu des sanctions financières, des restrictions pétrolières et des mesures diplomatiques visant à affaiblir le régime de Maduro et à limiter la présence russe, chinoise et iranienne dans le pays. À Cuba, l'administration Trump a annulé l'ouverture initiée par Obama, rétablissant les sanctions, réduisant les transferts de fonds et durcissant les restrictions commerciales. Cuba fut une fois de plus présentée comme un symbole d'autoritarisme dans la région.

Le gouvernement Ortega au Nicaragua fut soumis à des sanctions directes visant ses institutions, ses forces de police et ses fonctionnaires. Washington réagissait ainsi à la montée de l'autoritarisme et au rapprochement de Managua avec la Russie.

Le cas colombien fut particulièrement significatif. Pendant des décennies, la Colombie avait été le principal allié régional de Washington. Cependant, la rupture survint sous le gouvernement de Gustavo Petro, qui rejeta la stratégie antidrogue traditionnelle, mena une politique étrangère plus autonome et se rapprocha du Venezuela. Pour les États-Unis, cela fit de la Colombie un partenaire moins fiable (Castro, M., 2025).

5. NOUVELLES PUISSANCES D'INFLUENCE : LA CHINE ET LA RUSSIE

La croissance économique de la Chine et le retour de la Russie sur la scène internationale ont transformé les relations entre les différents acteurs mondiaux, favorisant un monde de plus en plus multipolaire. Mais, il est important de souligner que, bien que la Chine et la Russie soient des alliés au plus haut niveau, leurs stratégies politiques sont très différentes. Toutes deux prônent un monde multipolaire, mais empruntent des voies distinctes pour y parvenir.

D'une part, la Russie conteste l'ordre international établi, utilisant ses capacités militaires et diplomatiques pour soutenir les régimes en conflit avec les États-Unis. Cependant, son manque de moyens actuel limite sa capacité à étendre son influence sur d'autres continents. À l'inverse, la Chine est attachée à une ascension pacifique, tirant parti de son immense puissance économique pour exercer une influence mondiale, ce qui lui permet de poursuivre sa croissance et d'atteindre ses objectifs de développement. De plus, elle déploie des efforts considérables pour accroître son pouvoir dans les secteurs où elle rivalise avec les entreprises occidentales pour la domination, comme la technologie, ou là où elle est à la traîne par rapport à l'hégémonie mondiale toujours dominante, les États-Unis, dans des secteurs comme la finance et la défense (De la Gándara Frieyro, M., 2025)

Dans sa dernière évaluation des menaces mondiales, la DIA américaine a mis en garde contre la concurrence croissante entre la Chine et la Russie pour l'influence politique, économique et sécuritaire en Amérique latine. Selon le rapport remis au Congrès, les deux puissances renforcent leur présence dans la région par le biais d'investissements stratégiques, d'accords de coopération militaire et d'actions diplomatiques visant à éroder la position historique de Washington. Cette situation représente un défi majeur pour la politique étrangère américaine et révèle de nouvelles vulnérabilités dans l'hémisphère occidental (Escenario Mundial, 2025).

Le rapport souligne que la Chine approfondit ses liens avec les pays d'Amérique latine en développant ses échanges commerciaux, en améliorant son accès aux ressources minérales critiques et en étendant son influence diplomatique. À titre d'exemple, citons l'inauguration conjointe par le président Xi Jinping et la présidente péruvienne Dina Boluarte d'un port en eau profonde au Pérou, destiné à consolider les liens commerciaux

avec l'Amérique du Sud. Elle poursuit également ses efforts pour réduire le nombre d'alliés diplomatiques de Taïwan dans la région. Parallèlement, la Chine cherche à garantir le libre passage de ses navires à travers le canal de Panama, considéré comme un point stratégique essentiel pour son économie. Par le biais de contrats passés avec des entreprises chinoises pour la construction d'infrastructures adjacentes, la Chine renforce sa présence sans remettre ouvertement en cause la neutralité du canal, une position réaffirmée par le gouvernement panaméen.

De son côté, la Russie a intensifié ses efforts pour obtenir un soutien régional en Amérique latine, dans le cadre de sa stratégie visant à contrer le soutien occidental à l'Ukraine. En 2024, Moscou a déployé un sous-marin nucléaire dans les eaux cubaines pour la première fois depuis la Guerre froide, une démonstration de force navale. À cela s'ajoutent de nombreuses rencontres bilatérales avec des gouvernements latino-américains et des pressions économiques ciblées destinées à réduire le soutien régional à Kiev.

Néanmoins, la DIA note que la Chine et la Russie exploitent ces liens pour obtenir des avantages tactiques qui dépassent le simple cadre commercial. Dans le cas de la Russie, le rapport souligne que le Kremlin considère l'Amérique latine comme un terrain propice pour contester l'hégémonie américaine par une présence militaire symbolique et une diplomatie opportuniste (Escenario Mundial, 2025).

5.1. L'Amérique latine et la Chine : une relation de plus en plus stratégique

Les relations entre l'Amérique latine et l'Asie, initialement centrées sur les échanges commerciaux, se sont progressivement diversifiées et étendues à de nouveaux domaines. Ces dernières années, plusieurs pays asiatiques, notamment la Chine, Hong Kong et le Japon, ont investi dans des infrastructures et dans l'acquisition de terres en Amérique latine. Parallèlement, des négociations se sont intensifiées en vue de créer un réseau d'accords commerciaux, en particulier avec les pays du Pacifique.

Plus précisément, sa relation a connu une croissance exponentielle au cours des dernières décennies, en partie en raison des tarifs douaniers et les politiques commerciales, d'immigration et de sécurité nationale de Donald Trump (De la Gándara Frieyro, M., 2025). Alors que les États-Unis affichent une politique changeante et imprévisible, la Chine poursuit une stratégie cohérente et de long terme, fondée sur le respect, l'égalité et les bénéfices mutuels. Selon plusieurs experts, Pékin apparaît ainsi comme un partenaire plus fiable, tandis que Washington adopte une posture de plus en plus négative et restrictive à l'égard de la région. Comme le souligne le politologue brésilien et spécialiste de la Chine, Mauricio Santoro, le gouvernement américain tend à considérer l'Amérique latine comme un problème, alors que les autorités chinoises y voient au contraire une région riche en opportunités économiques.

Ancien pays pauvre et en retard de développement, la Chine s'est progressivement transformée en « l'usine du monde » et en un acteur géopolitique de premier plan.

Aujourd'hui, ses ambitions dépassent largement le domaine économique. Elle vise aussi à devenir une puissance militaire, financière et politique, réduisant l'écart qui la sépare encore de l'hégémon principal (De la Gándara Frieiro, M., 2025).

Sur le plan politique, la RPC entretient un engagement soutenu envers l'ALC aux niveaux multilatéral, national, infranational et supranational. Avec la fin de la pandémie de COVID-19 et l'abandon par la RPC de sa politique de confinement « zéro COVID », la Chine a amorcé un réengagement politique dans la région. En 2023, un nombre sans précédent de dirigeants latino-américains se sont rendus en RPC. Au niveau national, Pékin a désigné douze pays de la région comme partenaires stratégiques, dont sept en tant que partenaires stratégiques globaux. Avec certains d'entre eux, notamment le Venezuela et le Brésil, la Chine a même mis en place des groupes de travail de rang ministériel afin de faciliter l'approfondissement de leurs relations bilatérales (Barragán, M., & Sribman Mittelman, A., 2024).

5.1.1. Investissements chinois dans les infrastructures et les ressources naturelles.

Selon les données de la CEPALC, près de 57 % des investissements chinois dans la région se concentrent dans les secteurs de l'énergie, de l'exploitation minière et de l'agro-industrie, domaines essentiels pour l'approvisionnement en matières premières et la transition énergétique de la Chine.

Un autre pilier de la relation est le financement. Les institutions financières chinoises, notamment la Banque de développement de Chine et la Banque d'exportation et d'importation, ont accordé des prêts à plusieurs États latino-américains, en particulier à ceux confrontés à un accès limité aux marchés financiers internationaux. Entre 2005 et 2023, les prêts chinois à l'Amérique latine ont dépassé les 138 milliards de dollars.

Actuellement, la Chine concentre son intérêt en Amérique latine sur l'approvisionnement en minéraux dits « critiques » tels que le fer et le cuivre, en hydrocarbures ainsi qu'en produits agricoles, notamment la viande et le soja. L'un des investissements les plus récents inscrits dans le cadre des Nouvelles Routes de la Soie est le port de Chancay, situé à environ 70 kilomètres au nord de Lima (Pérou), inauguré fin 2024 par l'entreprise publique chinoise Cosco Shipping (Maihold, G., 2025).

Par ailleurs, le Brésil et la Chine progressent dans un ambitieux projet de chemin de fer bio-océanique reliant le port de Chancay (Pérou) à l'État de Bahia (Brésil), en traversant la zone amazonienne et en unissant ainsi l'Atlantique au Pacifique. Portée par l'intérêt stratégique de Pékin et soutenue par l'expertise technologique du China State Railway Group, cette initiative pourrait transformer en profondeur la logistique minière et commerciale de la région (AceroyRoca, 2025). Selon des chiffres du groupe financier Credicorp, 31,7 % des exportations brésiliennes et 29,2 % de celles du Pérou sont destinées à la Chine (Salazar Castellanos, D., 2025). D'après la ministre brésilienne

Simone Tebet, cette nouvelle liaison permettrait de réduire de plus de 10 000 km le trajet vers l'Asie par rapport aux routes maritimes traditionnelles. Les travaux nécessiteraient entre cinq et huit ans, et la longueur totale du corridor pourrait dépasser 3 700 km. Cette voie ferrée constituerait un axe privilégié pour le transport de fer, de cuivre, de lithium, de charbon et d'autres ressources, en diminuant considérablement les délais et les coûts. Elle offrirait un accès direct des zones minières de l'intérieur du Brésil vers le Pacifique et les grands marchés asiatiques (AceroyRoca, 2025). Auparavant, c'était le cas du port de Balboa, à l'entrée du canal de Panama, et la modernisation du port brésilien de Santos.

La présence chinoise s'est également renforcée dans le domaine des infrastructures. Grâce à l'Initiative de la Ceinture et la Route (BRI), l'Amérique latine est devenue un point stratégique de ce vaste projet mondial (Polo, S., 2025). Au départ de son lancement en 2013, l'Amérique latine était exclue du plan officiel de l'initiative, mais après l'accord conclu avec le Panama, plusieurs pays de la région y ont adhéré par le biais de protocoles d'entente (BBC News Mundo, 2025). Finalement elle était étendue à l'Amérique latine en 2018. Il convient de souligner que vingt-deux pays latino-américains ont adhéré à la BRI. Toutefois, le Panama s'est retiré de l'initiative en février 2025 parce que l'administration de Donald Trump a appliqué une stratégie diplomatique qui a fait pression sur le Panama pour qu'il se retire de la BRI, dans le cadre de l'intensification de la guerre commerciale contre la Chine (Valle Guerrero, J., 2025).

Ce projet s'apparente, à bien des égards, à un « Plan Marshall » à la chinoise s'établissant comme un instrument clé du processus d'intégration régionale et de renforcement des liens entre la Chine et sa périphérie. Le BRI a constitué à la fois un instrument destiné à répondre aux défis structurels de l'économie chinoise et un outil diplomatique ainsi qu'un levier de politique étrangère (Myers, M., 2025).

Néanmoins, pour les critiques, l'initiative représente non seulement un renforcement considérable de l'influence géopolitique et stratégique de la Chine, mais aussi un endettement accru des pays bénéficiaires. Depuis 2023, les dépenses d'infrastructure sans précédent de la Chine ont injecté des fonds dans près de 150 pays à travers le monde. Les résultats n'ont pas toujours été positifs : de nombreux projets sont restés inachevés et de nombreux pays en développement, ayant profité de la générosité de Pékin, se sont retrouvés accablés par la dette. Aujourd'hui, comme le reste du monde, l'Amérique latine se prépare à quatre années difficiles et, si les États-Unis et la Chine déclenchent une guerre commerciale à grande échelle, la région risque d'être prise entre deux feux (BBC News Mundo, 2025).

5.1.2. Les BRICS et les banques de développement chinoises : une alternative au pouvoir occidental

L'acronyme BRICS désigne à l'origine le rapprochement de quatre grandes économies émergentes (le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine) auxquelles est venue s'ajouter l'Afrique du Sud en 2011 (GeoConfluences). À partir de 2024, quatre nouveaux États ont

rejoint ces réunions, et depuis janvier 2025, neuf autres pays y participent en tant que membres associés. C'est pour cette raison que l'on parle désormais de BRICS+ (De la Gándara Frieyro, M., 2025). Ce groupe géopolitique rassemble ainsi dix pays du « Sud global », parmi lesquels de grands émergents (Brésil, Chine, Inde, Indonésie), des puissances régionales (Afrique du Sud, Égypte, Iran, Russie), une pétromonarchie (les Émirats arabes unis) ainsi qu'un État fragile mais en forte croissance économique (l'Éthiopie).

Les quatre membres fondateurs partagent plusieurs caractéristiques communes : une population nombreuse, un vaste territoire, des ressources naturelles abondantes (minerais, énergie, forêts, agriculture, pêche), l'émergence d'une classe moyenne, une croissance soutenue et une intégration récente et rapide dans les circuits de l'économie mondiale (GeoConfluences).

Au sein du groupe, toutefois, les objectifs diffèrent sensiblement. Le Brésil et l'Afrique du Sud, par exemple, cherchent surtout à accroître leur influence sur la scène internationale et à renforcer leur poids diplomatique. À l'inverse, des pays comme l'Inde, et en particulier la Chine, ambitionnent de s'affirmer comme de véritables puissances globales. Cette différence d'ambitions est directement liée au poids économique et géopolitique de chaque membre, et définit un agenda interne différent (De la Gándara Frieyro, M., 2025).

Le groupe des BRICS a été, ces dernières années, et demeure aujourd'hui encore, un acteur de référence dans la coopération Sud-Sud ainsi qu'un soutien stratégique important pour l'Amérique latine. Bien que le Brésil soit le seul pays de la région à en faire partie, sa participation peut avoir des retombées positives pour ses voisins. À titre d'exemple, la nomination en avril 2023 de Dilma Rousseff à la présidence de la Nouvelle Banque de Développement, l'organe financier des BRICS, pourrait faciliter l'octroi de prêts à plusieurs pays latino-américains et encourager le financement de projets d'infrastructures dans la région. Par ailleurs, l'un des objectifs du président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva consiste à élargir le groupe pour en faire un BRICSA, incluant l'Argentine, et à renforcer le forum IBSA, qui réunit l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud (Fest, 2023).

5.1.3. Commerce avec la Chine

La RPC accorde une attention particulière à l'ALC, une région riche en ressources naturelles et qui concentre encore le plus grand nombre d'États maintenant des relations diplomatiques avec Taïwan. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que les échanges commerciaux aient été multipliés par vingt-six, passant de 12 milliards de dollars en 2000 à 315 milliards en 2020. Plus spécifiquement, le commerce bilatéral avec le Brésil a connu une croissance fulgurante, passant d'un milliard de dollars en 2000 à plus de 130 milliards aujourd'hui, faisant de plusieurs pays latino-américains des acteurs désormais dépendants tant de Washington que de Pékin (Käufer, T., & Samuel, R., 2025).

La Chine est devenue le principal partenaire commercial de pays comme le Brésil, le Chili et le Pérou, tandis que les États-Unis continuent d'occuper une position centrale dans les domaines de la sécurité et de la diplomatie (González, 2020). Cette configuration crée un véritable dilemme géopolitique étant donné que les gouvernements latino-américains doivent équilibrer leurs relations avec les deux puissances afin de maximiser leurs avantages sans s'aliéner l'une ou l'autre (Rojas, 2021). Or cet équilibre s'avère difficile puisque Washington maintient une influence notable à travers des accords de coopération en matière de sécurité et de commerce, alors que la Chine propose des financements et des projets d'infrastructures assortis de conditions politiques beaucoup moins contraignantes. Il ne faut toutefois pas oublier que la Chine a promis de devenir la première puissance économique mondiale dans un avenir proche (Boada García, A., 2025).

Par ailleurs, cinq pays de la région (le Chili, le Costa Rica, le Pérou, l'Équateur et le Nicaragua) disposent déjà d'accords de libre-échange (ALE) avec la Chine. La RPC mène actuellement des négociations avec le Salvador et le Honduras, et a également exprimé son intérêt pour conclure un ALE avec la Colombie et l'Uruguay, bien qu'aucun accord n'ait pu être trouvé avec le Panama. Dans le même temps, les relations entre l'Asie et l'Amérique latine se sont progressivement étendues au-delà du seul domaine commercial pour inclure des volets politiques et même militaires, notamment avec la Chine. D'un côté, la présidence de Donald Trump (2016-2020), davantage centrée sur les enjeux internes des États-Unis, a laissé un espace diplomatique que la Chine a su occuper (Pu et Myers, 2022). De l'autre, concernant la croissance militaire chinoise dans la région on peut citer, entre autres, les cours en études militaires chinoises proposés à l'École de Défense de l'Argentine (Garrison, 2020), ou encore la mise en place d'installations destinées à l'entraînement conjoint sino-cubain dans les Caraïbes, dans le cadre du Projet 141 (Strobel et al., 2023, cité dans Barragán, M., & Sribman Mittelman, A., 2024).

En outre, la Chine cherche à réduire la dépendance du commerce international vis-à-vis du dollar et du système financier dominé par les États-Unis. Elle multiplie pour cela les accords établis en yuans afin d'accroître la place de sa monnaie dans les échanges mondiaux. Néanmoins, le renminbi demeure encore très loin de détrôner le dollar dans les transactions internationales. Consciente de cet écart, la RPC mise depuis une décennie sur une stratégie d'expansion économique mondiale à travers le BRI, qui sert de vecteur principal à son implantation sur d'autres continents (Barragán, M., & Sribman Mittelman, A., 2024).

Au-delà des dimensions commerciale et infrastructurelle, l'enjeu est également financier. La politique de crédit de Pékin et la stratégie d'internationalisation du renminbi comptent parmi les principales motivations de l'intégration globale de la Chine. Certes, les investisseurs étrangers demeurent prudents à l'idée d'utiliser la monnaie chinoise comme actif sûr à faible risque, mais ce dossier figure parmi les priorités de l'administration Trump (Maihold, G., 2025)

La relation entre la Chine et l'Amérique latine se caractérise à la fois par sa continuité et par ses transformations. La demande chinoise de ressources naturelles de la région, allant des produits extractifs aux produits agricoles, continue de stimuler le commerce bilatéral, qui a atteint 518,47 milliards de dollars en 2024, soit une augmentation annuelle de 6 %. En 2023, la Chine a absorbé environ un tiers des exportations minières de la région. La région a fourni environ 75 % des importations chinoises de soja et près de la totalité (98%) des importations de carbonate de lithium de la Chine en 2024. Malgré le ralentissement des flux financiers et des investissements, les entreprises chinoises restent actives en Amérique latine, en se concentrant sur des investissements dans des secteurs stratégiques tels que le lithium, les produits de haute technologie et les TIC.

5.1.4. Paiement de ses investissements

Par ailleurs, la Chine permet que le financement de ses investissements se fasse en échange de matières premières ou de concessions à très long terme. En Amérique du Sud, ce mécanisme a profité à des pays émergents tels que le Brésil et l'Équateur, leur offrant ainsi une bouffée d'oxygène économique. C'est le cas du Venezuela, qui a bénéficié de financements d'une valeur de 44 milliards de dollars entre 2008 et 2018 (Boza, 2018). Bien que plusieurs auteurs critiquent ces pratiques en les assimilant à une forme de néo-colonialisme, elles représentent en réalité une opportunité d'accéder à des crédits autrement difficiles à obtenir. Grâce à ces financements, des pays émergents, peuvent soutenir leur développement et assurer la survie de leurs régimes. La Chine ne tient pas compte de la démocratie lorsqu'elle évalue ses relations étrangères, et bien qu'elle soit un acteur pragmatique qui recherche généralement des alliances économiques, dans certains cas stratégiques (Cuba, par exemple), elle privilégie les acteurs opposés à l'hégémonie américaine (De la Gándara Frieyro, M., 2025).

Cependant, la stratégie régionale de la Chine évolue, passant d'une ère de prêts massifs et de grands projets d'infrastructure à un engagement plus ciblé et stratégique. En dépit de l'attention récente portée aux projets d'infrastructure du BRI, la part relative des investissements en Amérique latine dans le cadre de ce plan a diminué pour la troisième année consécutive. La région n'a reçu qu'un peu plus de 1 % des dépenses mondiales de Pékin pour la construction dans le cadre de la BRI et seulement 0,4 % des investissements étrangers directs au premier semestre 2025. La croissance des investissements directs étrangers chinois dans la région ralentit également.

5.1.5. La CELAC

L'instrument choisi par la Chine pour son engagement multilatéral avec la région est très probablement la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC). Contrairement à l'OEA, les États-Unis et le Canada n'y sont pas présents, ce qui permet à la RPC d'interagir avec la région sans la présence de son rival géopolitique. Tous les

trois ans, la Chine organise un forum de niveau exécutif avec la CELAC, au cours duquel elle présente un nouveau plan stratégique pluriannuel pour son engagement régional. La RPC a également créé une série de forums thématiques affiliés à la CELAC. Parmi eux figurent un forum sur la défense, un forum d'aide en cas de catastrophe, un forum de think tanks et, plus récemment, un forum de coopération spatiale.

5.1.6. Engagement sécuritaire de la RPC en Amérique latine

Dans le cadre de la Global Security Initiative, élaborée à travers un Livre blanc publié par la RPC, la Chine a exprimé son intérêt pour collaborer avec la région sur les questions de sécurité via la CELAC, où les États-Unis ne sont pas présents. Les activités militaires de la RPC dans la région comprennent non seulement la vente et le don d'armes, l'entraînement et la fourniture d'équipements militaires, mais aussi la recherche d'opportunités par des entreprises chinoises de sécurité privée.

La majorité des ventes d'armes chinoises en Amérique latine ont été effectuées auprès de gouvernements perçus comme antiaméricains. Cela inclut :

- La vente de chasseurs K-8 et de radars au régime de Chávez au Venezuela.
- La vente de K-8, d'hélicoptères militaires Z-9 et de véhicules blindés de transport de troupes au régime d'Evo Morales en Bolivie.
- La vente de radars militaires et de plus de 700 véhicules militaires à l'Équateur.

Cependant, d'autres pays, comme le Pérou, ont également acquis des camions et 27 véhicules équipés de systèmes de lancement multiple de roquettes de type 90B auprès de la RPC, avec la possibilité d'acheter davantage de matériel dans les années à venir. De plus, Trinidad-et-Tobago a acheté un patrouilleur hauturier chinois (OPV) en 2014, et l'Argentine a acquis une petite quantité de véhicules blindés de transport de troupes WMZ-551 (Argumosa Pila, J. R., 2024). Le gouvernement chinois fournit également des dons substantiels aux forces militaires et policières de la région. Ces dons incluent généralement des véhicules à double usage (camions, tracteurs, ambulances pour l'armée) et de petits avions de transport militaire Y-12 remis à la Colombie, au Costa Rica et au Guyana. Concernant les forces policières régionales, la RPC a offert des véhicules de patrouille et des motos au Guyana, à la République dominicaine et au Costa Rica, entre autres. Elle a également fourni d'autres équipements, notamment 6 000 gilets pare-balles et casques en Kevlar offerts à la Police nationale du Panama, au Service aérien et naval et au Service des frontières en février 2023 (Argumosa Pila, J. R., 2024).

Néanmoins, les équipements militaires chinois ont souvent présenté des problèmes de qualité. Par exemple, le système radar acheté auprès de China Electronics Technology Group Corporation sous le gouvernement populiste de l'ancien président Rafael Correa en Équateur s'est révélé inadapté aux conditions de la jungle, ce qui a conduit l'Équateur à annuler l'achat et a déclenché un long litige juridique avec le gouvernement chinois. Le Pérou a également rencontré des problèmes. Les camions militaires Dongfeng, Beiben et

Shanxi donnés par la RPC présentaient des vibrations dangereuses, et des munitions de 7,62 mm défectueuses devaient être renvoyées car le métal, trop tendre, se bloquait dans les armes, mettant en danger la vie des soldats. Une partie importante des contrats militaires chinois avec les États de la région a été entachée d'irrégularités, notamment des enquêtes pour corruption concernant l'acquisition par le Pérou de véhicules MLRS Tipo 90B42 et l'achat par la Bolivie d'hélicoptères Z-9. Ces dernières années, plusieurs États ont décidé d'abandonner leurs projets d'achats militaires auprès de la Chine, comme l'Argentine qui a renoncé aux avions de combat FC-1 et l'Uruguay aux patrouilleurs hauturiers.

Concernant la présence militaire de l'Armée Populaire de Libération (APL) de Nanjing dans la région, des délégations des Écoles de Guerre chinoises visitent périodiquement leurs homologues latino-américains. La police militaire chinoise a été déployée en Haïti entre 2004 et 2012 dans le cadre de la mission de maintien de la paix MINUSTAH dirigée par le Brésil. Le navire-hôpital Arca de la Paz de la Marine chinoise a visité la région à trois reprises : 2011, 2015 et 2018-2019. Des tireurs d'élite de l'APL ont participé à un exercice militaire au Venezuela en 2023. La RPC est également présente dans les installations d'écoutes électroniques de Bejucal à Cuba depuis au moins 2019, et négocie une présence semi-permanente pour ses instructeurs militaires sur l'île (Argumosa Pila, J. R., 2024).

Cependant, malgré ces avancées, la RPC semble réduire sa présence militaire en Amérique latine, en partie à cause de la réaction des États-Unis. Cela se traduit par un désintérêt pour participer à une nouvelle mission de maintien de la paix en Haïti et par la suspension des visites du Arca de la Paz, dont la dernière remonte à 2019.

5.1.7. Le crime organisé chinois en Amérique latine

Les activités illicites se sont également intensifiées à cause de l'expansion des liens commerciaux et des connexions. Les triades basées en RPC opèrent au sein des communautés chinoises de la région, jouant un rôle important dans le trafic de citoyens chinois et dans les contrats de travail de ces migrants avec des entreprises chinoises locales. Ces triades sont également impliquées dans les jeux d'argent et le micro-blanchiment d'argent. Plusieurs mafias chinoises, notamment les groupes de Fujian et du Guangdong, sont actives au Mexique et dans d'autres parties de la région. Elles collaborent avec les latino-américains, en particulier avec les cartels mexicains de Sinaloa et le CJNG, pour le trafic de fentanyl et de ses précurseurs, ainsi que pour le transport d'autres drogues synthétiques depuis Wuhan vers l'Amérique latine. Les groupes impliqués dans ce commerce incluent les triades 14K et Sun Ye-on, entre autres.

La multiplication des banques chinoises et des entreprises en Amérique latine a également facilité son utilisation par le crime organisé chinois pour le blanchiment d'argent. Dans le cadre du système désigné par Li Xizhi, « Flying Money », les gangs chinois récupèrent les liquidités aux narcotrafiquants affiliés aux cartels mexicains aux États-Unis, sans

transférer les fonds à travers les frontières. La propriété de l'argent est ensuite transférée à des millionnaires en RPC, qui renvoient un montant correspondant à des groupes affiliés aux cartels au Mexique, servant à acheter des produits chinois sans payer tous les droits de douane. Cette technique est non seulement plus rapide que le trafic traditionnel de liquidités ou le blanchiment basé sur le commerce, mais aussi plus complexe à détecter pour les autorités occidentales, car les transactions sont effectuées par des banques et des groupes chinois peu transparents (Argumosa Pila, J. R., 2024).

5.2. PRESENCE RUSSE : ARMEMENT, DIPLOMATIE ET DESINFORMATION

La Russie a fait son retour sur la scène internationale dans le seul domaine où elle conserve son statut de puissance : le domaine militaire. Ce retour s'explique non seulement par l'invasion de l'Ukraine, mais aussi par son soutien à des régimes anti-occidentaux, tels que la Syrie et la Corée du Nord, et par la présence du groupe mercenaire Wagner en Afrique, qui a étendu son influence sur ce continent. Il convient de noter que la Russie est, pour l'instant, la seule grande puissance qui souhaite bouleverser l'ordre international en place (De la Gándara Frieyro, M., 2025).

L'émergence de la Russie comme acteur perturbateur en Amérique latine a transformé l'équilibre géopolitique de la région. La combinaison d'investissements ciblés, d'accords stratégiques et de manipulation de l'information a permis au Kremlin de consolider une influence disproportionnée par rapport à son poids économique réel.

La Russie est active depuis longtemps en Amérique latine, mais depuis son invasion de l'Ukraine en 2022, les experts ont mis en garde contre l'influence croissante du Kremlin dans toute la région et son impact sur la sécurité mondiale. Des experts tels que Douglas Farah affirment que la Russie établit une présence multisectorielle et persistante dans la région et mène une guerre hybride agressive pour contrer l'OTAN. Les analystes considèrent cette escalade comme une démonstration de force calculée à l'intention des nations occidentales qui soutiennent l'Ukraine. Luis Fleischman avertit que les régimes autoritaires du Nicaragua, du Venezuela, de Cuba et de Bolivie sont en train de livrer leurs pays à l'influence de Moscou, formant un bloc qui défie la démocratie et la paix. En effet, à mesure que la Russie renforce ses liens en Amérique latine, elle exporte non seulement des armes, mais aussi sa propagande, ses accords opaques et son espionnage (Daly, Jess, 2025).

Russie-Amérique latine : coopération stratégique ou pragmatisme géopolitique ?

Les relations entre la Russie et l'Amérique latine ont été pragmatiques, axées sur la coopération militaire, énergétique et politique (Torres, 2020). Toutefois, le conflit en Ukraine a accru la pression internationale sur ces relations, les pays d'Amérique latine s'efforçant de maintenir une position neutre afin d'éviter les sanctions occidentales. L'influence de la Russie dans la région demeure un facteur important dans la

reconfiguration de l'ordre mondial (Sánchez, 2022). Dans ce contexte, la question est de savoir si la région doit continuer à approfondir ses liens avec la Russie ou si le coût diplomatique de cette relation risque de surpasser les avantages (Boada García, A., 2025).

5.2.1. Les débuts de l'influence russe : du déclin de l'Union Soviétique

Les premières tentatives d'implantation sur le continent américain remontent au XVIII^e siècle et s'intensifient après la Révolution bolchevique, lorsque l'Internationale communiste perçoit la région comme un terrain fertile pour l'expansion du modèle communiste. Cependant, c'est avec le début de la Guerre froide, après avoir identifié les États-Unis comme le principal obstacle à son projet hégémonique, que le Kremlin entreprend une campagne systématique de pénétration du continent. Ses résultats ont permis de consolider Cuba comme allié stratégique dans les années 1960 et d'établir une relation durable avec le FSLN nicaraguayen après le renversement d'Anastasio Somoza en 1979. Cependant, l'effondrement du système soviétique a non seulement anéanti la capacité de Moscou à projeter son influence dans la région, mais a également porté un coup dur à ses alliés latino-américains. Les Sandinistes ont perdu le pouvoir au Nicaragua après leur défaite électorale de 1990, et Cuba a plongé dans une dépression économique, la « Période spéciale », consécutive à la fin des subventions soviétiques. Ainsi, la disparition du modèle communiste a balayé ce que le Kremlin avait construit dans la région pendant près de quatre décennies.

Après l'effondrement de l'Union soviétique au début des années 1990, le retour de la Russie en Amérique latine a été conçu par le Kremlin dans le cadre d'un effort plus vaste visant à retrouver son statut de grande puissance. L'arrivée d'Evgueni Primakov au ministère russe des Affaires étrangères en décembre 1995, trois ans seulement après la dissolution officielle de l'Union soviétique, marqua un tournant nationaliste dans la diplomatie russe, le retour des ambitions impériales et, avec elles, un regain d'intérêt pour l'Amérique latine. D'une part, exploiter le sentiment anti-américain et soutenir les régimes d'extrême gauche dans la région offrait l'opportunité d'affaiblir le contrôle américain sur sa périphérie stratégique. D'autre part, soutenir les aspirations du Brésil à devenir une puissance mondiale offrait l'opportunité de construire une puissance alternative aux États-Unis dans l'hémisphère occidental, avec laquelle la Russie pourrait nouer une relation de coopération (Argumosa Pila, J. R., 2024).

Cet effort se traduisait par trois objectifs régionaux. Premièrement, la construction d'un réseau d'alliances incluant d'anciens partenaires de la Guerre froide comme Cuba et le Nicaragua, et s'étendant, si possible, à de nouveaux gouvernements tels que le Venezuela et la Bolivie. Deuxièmement, la transformation de la région en un espace neutre où le contrôle américain serait réduit et l'influence russe accrue. Troisièmement, le développement d'une relation privilégiée avec le Brésil et le Mexique, deux acteurs régionaux majeurs, contribuant à l'édification d'un ordre mondial multipolaire plus favorable aux intérêts russes. Ce projet se heurta à une réalité stratégique complexe. Durant la Guerre froide, l'Union soviétique, avait échoué dans sa tentative de pénétrer

l'hémisphère occidental, faute de pouvoir projeter sa puissance, face au rejet des pays d'Amérique latine et à la présence écrasante des États-Unis. De fait, son seul succès notable fut de transformer Cuba en un État vassal qu'elle dut subventionner pendant trois décennies. Dès lors, le Kremlin s'est retrouvé piégé par des partenaires comme Cuba et le Venezuela, qui ont exigé un soutien politique, économique et sécuritaire constant pour survivre.

Cette configuration géopolitique, promu par la doctrine Primakov, qui associe la consolidation d'une série de régimes satellites dans la région au soutien des ambitions mondiales des puissances latino-américaines (le Brésil et le Mexique), a guidé et continué de façonner la diplomatie de Vladimir Putin. Cette diplomatie a combiné le soutien aux régimes cubain, nicaraguayen et vénézuélien avec un engagement à entretenir des relations étroites avec le Brésil, allant jusqu'à l'inviter à rejoindre le groupe des BRICS.

Sur cette base, la politique étrangère de Moscou envers l'Amérique latine repose sur une série de principes. Notamment, la projection régionale du principe de destruction constructive, tel qu'articulé par Sergueï Karaganov, conseiller de Vladimir Putin et figure intellectuelle de proue de l'ultranationalisme russe, qui préside actuellement le Conseil de défense et de politique étrangère. Selon lui, la Russie devrait cesser toute tentative de collaboration avec les pays occidentaux pour préserver l'ordre international actuel et, au contraire, faciliter son effondrement dans la mesure où il est fondamentalement contraire à ses intérêts. L'application concrète de cette position s'est manifestée par le soutien indéfectible de la Russie à ses alliés latino-américains lorsqu'ils ont commis des fraudes électorales flagrantes, comme Nicolás Maduro au Venezuela (2018 et 2024) et Daniel Ortega au Nicaragua (2021). Il en va de même lorsque ces mêmes régimes ont eu recours à des campagnes de répression de masse, comme ce fut le cas à Caracas en 2017 et 2014, ou plus tôt à Managua en 2018.

5.2.2. Stratégie russe envers l'Amérique latine après la guerre d'Ukraine

Ces dernières années, la Russie a mis en œuvre une stratégie systématique visant à accroître son influence en Amérique latine, articulée autour de quatre axes : une intense activité diplomatique, une vaste campagne de désinformation, un renforcement de sa présence militaire et une série de projets économiques axés sur les secteurs de l'énergie et des mines. Malgré des ressources limitées et des échecs significatifs, Moscou a établi un réseau d'États satellites, dont Cuba, le Nicaragua et le Venezuela, bouleversé le statu quo régional et instauré un dialogue privilégié avec le Mexique et le Brésil. Dans un avenir proche, Moscou entend poursuivre la promotion de l'autoritarisme et transformer l'Amérique latine en un environnement hostile pour les États-Unis et l'UE (Ortiz Román, 2024).

La stratégie du « manuel du Kremlin »

Selon Sara Gálvez Gutiérrez, analyste au sein du programme de géopolitique du Centre d'études sur la démocratie, la présence russe en Amérique latine ne suit pas les schémas

traditionnels de coopération bilatérale ou de diplomatie économique, mais plutôt une stratégie structurée de pénétration politique et géoéconomique connue sous le nom de «manuel du Kremlin». Cet ensemble de tactiques consiste à exporter un modèle de mainmise sur l'État visant à affaiblir les institutions démocratiques et à étendre l'influence du Kremlin dans des régions stratégiques. L'Amérique latine, caractérisée par des vulnérabilités institutionnelles et des dépendances économiques sectorielles, est devenue un terrain fertile pour ces pratiques, notamment dans des pays comme le Venezuela et le Nicaragua, où l'alignement politique favorise une relation plus étroite et plus opaque avec Moscou.

5.2.3. Activités illicites (blanchiment d'argent, flottes fantômes, contournements de sanctions, capital corrosif, etc)

Parallèlement, la présence russe est inextricablement liée à des dynamiques illicites et sécuritaires, notamment dans les contextes où l'affaiblissement de l'État de droit favorise le développement des réseaux criminels organisés, la contrebande et le blanchiment d'argent. Historiquement, le Kremlin a entretenu des liens avec des organisations criminelles, en particulier dans le trafic d'armes, et recourt actuellement à des stratégies telles que l'utilisation de flottes fantômes pour contourner les sanctions internationales grâce au transport clandestin de pétrole (Gálvez, S., 2025).

Contournement des sanctions

Un rapport du Centre d'études sur la démocratie, intitulé « Ombres autoritaires : la stratégie du Kremlin en Amérique centrale », révèle comment Moscou a fait de Cuba et du Nicaragua des plateformes clés pour projeter son modèle de mainmise sur l'État, éroder la gouvernance démocratique et exploiter les faiblesses institutionnelles de la région. L'intérêt de la Russie pour l'Amérique centrale découle de l'importance stratégique de la région en tant que plaque tournante maritime et financière. Le canal de Panama, par lequel transitent 5 % du commerce mondial et 40 % du trafic de conteneurs américains, ainsi que les centres offshore du Panama, des îles Caïmans et des îles Vierges britanniques, abritent plus de 70 milliards de dollars d'actifs russes. Cette infrastructure facilite les opérations de contournement des sanctions, telles que le changement de pavillon des pétroliers russes au Panama pour contourner le plafonnement des prix du G7, et permet aux entreprises russes de dissimuler des transactions avec le Venezuela et Cuba. Le corridor caribéen est ainsi devenu un nœud essentiel de l'architecture de contournement des sanctions de Moscou et une source de flux financiers illicites qui finissent par financer la machine de guerre de Vladimir Putin (Calvo, G., 2025).

Capital corrosif

L'un des piliers de la stratégie du Kremlin est le capital corrosif, un type d'investissement étranger qui, loin de promouvoir la transparence ou le développement, transite par des oligarques et des entreprises proches du Kremlin dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie, les engrais et l'agriculture. Ces flux économiques consolident les dépendances

structurelles. Le Brésil en est un exemple frappant : sa forte dépendance aux engrais russes a influencé sa position internationale concernant la guerre en Ukraine. Ce type de coercition économique permet à Moscou d'influencer les décisions de politique étrangère, voire la dynamique intérieure, sans recourir aux mécanismes formels de pression diplomatique.

De même, le rapport du Centre d'études sur la démocratie, intitulé, met en lumière l'opacité des flux de capitaux russes dans la région, facilitée par des réseaux de sociétés écrans et des programmes de citoyenneté par investissement dans des pays caribéens comme Saint-Kitts-et-Nevis. Ces programmes ont attiré des clients russes, chinois et moyen-orientaux désireux de contourner les sanctions et de transférer des fonds illicites. Bien que plusieurs pays aient renforcé leurs dispositifs de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, les risques persistent en raison de la position stratégique de la région sur les routes du trafic de drogue et du recours aux juridictions offshore (Calvo, G., 2025).

5.2.4. Guerre de l'information. Système de désinformation

Un autre élément central est la guerre de l'information car le Kremlin déploie un vaste système de désinformation, comprenant la propagande des ambassades, les informations diffusées par les médias d'État russes et l'activité sur les réseaux sociaux affiliés. Par le biais de médias comme Sputnik et Russia Today (interdits en Europe pour diffusion de récits pro-Kremlin), la Russie promeut des discours favorables aux régimes autoritaires alliés, tels que ceux de Nicolás Maduro et de Daniel Ortega, tout en discréditant les gouvernements non alignés. En réalité, ce déploiement systématique de campagnes de désinformation vise à diffuser des récits favorables au Kremlin et à son invasion de l'Ukraine, et à ternir l'image des États-Unis. De plus, le recours à des comptes automatisés ou à des bots pour la rediffusion de contenu est répandu, comme on l'a constaté lors des manifestations sociales au Chili et en Colombie en 2019. Cela n'implique pas l'existence d'une structure hiérarchique exerçant un contrôle absolu sur l'ensemble de ce conglomerat médiatique.

Toutefois, le principe d'unité d'objectif s'applique : les composantes du système partagent des objectifs et des approches idéologiques, ce qui facilite la reproduction de contenus similaires sur les mêmes sujets, qu'il s'agisse de la critique de la présence américaine en Amérique latine, de l'importance de la Russie dans les affaires internationales ou de la justification de l'invasion de l'Ukraine.

5.2.5. Systèmes de surveillance

Cyberguerre russe au Nicaragua

Selon Jack D. Gordon, de l'Institut de politiques publiques de l'Université internationale de Floride, les systèmes de surveillance russes en Amérique latine figurent parmi les plus sophistiqués au monde. Le Nicaragua abrite le système de navigation par satellite russe

GLONASS, capable de mener des opérations de cyberdéfense et de renseignement électronique. Farah a révélé que le pays abrite également une « usine de vaccination » ultramoderne, d'une valeur de plusieurs millions de dollars, qui ne produit en réalité aucun vaccin mais sert de centre de formation et de cyberguerre russe, doté du statut diplomatique d'une ambassade.

Ces systèmes permettent à la Russie d'accéder à des données militaires, policières et financières dans de nombreux pays d'Amérique latine. À la base militaire nicaraguayenne de Mokoron, qui sert de centre d'espionnage russe, la technologie de surveillance SORM-3, exploitée par la Russie, aurait permis aux autorités nicaraguayennes d'identifier des manifestants antigouvernementaux en 2018, causant la mort de plus de 350 civils non armés lors de ce que le régime a appelé « Opération Nettoyage » (Daly, Jess, 2025).

Le réseau NK SESLA et la coopération médiatique

Ce réseau d'influence est complété par le réseau NK SESLA, qui opère comme une plateforme de renseignement et de cybersécurité en lien direct avec le Service fédéral de sécurité russe. Cette organisation, dont le siège se trouve à Santiago du Chili, entretient des liens avec des ambassades, des chambres de commerce et des associations professionnelles dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes, et a encouragé l'adoption de technologies de surveillance telles que le système SORM-3, utilisé pour la surveillance exhaustive des communications et des transactions (Calvo, G., 2025).

Au Nicaragua, le Conseil de la communication et de la citoyenneté, dirigé par le fils d'Ortega, a officialisé sa coopération avec les médias d'État russes. Ces alliances garantissent un flux constant de contenus alignés sur le Kremlin, rediffusés par les médias locaux et qui évitent les termes d'« invasion » ou d'« agression » lorsqu'il est question de l'Ukraine.

Initiatives éducatives et mainmise sur les élites

Cette stratégie d'influence est complétée par des initiatives éducatives et culturelles. La Russie a étendu ses programmes de bourses d'études pour les étudiants cubains et nicaraguayens dans des secteurs stratégiques et a ouvert, en 2025, une antenne de l'Université fédérale du Sud à La Havane. La promotion de la langue russe et les échanges culturels, tels que le Festival du film russe à La Havane, renforcent les affinités idéologiques et symboliques. La mainmise sur les élites est un pilier central de l'influence russe. À Cuba, Miguel Díaz-Canel a consolidé l'alignement stratégique grâce à des rencontres fréquentes avec Putin et à sa coprésidence de la Commission interparlementaire avec le président de la Douma, Viatcheslav Volodine. Au Nicaragua, la famille Ortega-Murillo a institutionnalisé la coopération par le biais de commissions mixtes et de groupes d'amitié parlementaires, Laureano Ortega Murillo occupant le poste de représentant spécial de la Russie (Calvo, G., 2025).

Le rapport du Centre d'études sur la démocratie conclut que l'influence russe en Amérique centrale ne repose pas sur le volume des investissements ou de l'aide au développement,

mais plutôt sur la mainmise sur des secteurs stratégiques, la manipulation des écosystèmes informationnels et la cooptation d'élites fidèles.

5.2.6. Efforts diplomatiques et action étrangère de Moscou

Il est important de souligner à quel point Moscou a su exploiter les failles géopolitiques de la région pour promouvoir ses objectifs et la transformer en un espace plus favorable à ses intérêts. Le Kremlin a consolidé un réseau d'États satellites qui comprend non seulement les anciens vassaux cubain et nicaraguayen de l'Union soviétique, mais aussi le Venezuela chaviste. Certes, il s'agit de régimes corrompus, incompetents et appauvris, mais ils offrent à Moscou une tête de pont dans l'hémisphère et constituent un exemple de survie dont d'autres dictateurs en devenir peuvent s'inspirer. De nombreuses capitales latino-américaines ont ignoré les réserves des États-Unis lorsqu'il s'agit d'initier des projets stratégiques de grande valeur avec la Russie, qu'il s'agisse d'acquisition d'équipements militaires ou d'exploitation de ressources minières.

Sur le plan diplomatique, la Russie maintient 17 ambassades et plusieurs consulats en Amérique latine. Au cours des quinze dernières années, les présidents et ministres des Affaires étrangères russes ont considérablement augmenté leurs visites dans la région. Depuis 2000 seulement, plus de quarante voyages de haut niveau ont été recensés.

En avril 2023, quelques semaines seulement après le premier anniversaire de la guerre d'agression lancée par le régime de Vladimir Putin contre l'Ukraine, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a effectué une tournée en Amérique latine, visitant Cuba, le Nicaragua, le Venezuela et le Brésil. Dans le cadre de la campagne de communication accompagnant sa visite, le chef de la diplomatie russe a publié un article soulignant que les relations du Kremlin avec de nombreux pays de la région reposaient sur des partenariats stratégiques et exprimant la volonté de son gouvernement de renforcer la coopération russo-latino-américaine sur la base du soutien mutuel, de la solidarité et de la prise en compte des intérêts de chacun.

Outre la coopération et les échanges politiques menés par les ambassades russes dans chacun des pays d'Amérique latine, le Centre de coopération entre la Russie et l'Amérique latine a été créé en février 2024, avec des représentations en Argentine, en Bolivie, au Brésil, au Chili, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, au Guatemala, au Mexique, au Panama, au Paraguay, au Pérou et au Venezuela (Nodal, 2025).

La Russie et le Venezuela ont signé un accord de partenariat stratégique en mai, lors de la visite de Maduro à Moscou. Ce pacte, dont le contenu n'a pas été rendu public, renforce la coopération dans des domaines tels que l'énergie, les mines, les transports et les communications, ainsi que la sécurité et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. Il a été promulgué en octobre par les deux parties après avoir été approuvé par les parlements des deux pays.

Au-delà de ses alliés traditionnels (Cuba, Nicaragua et Venezuela), le groupe BRICS a renforcé, outre les relations entre le Brésil et la Russie, sa coopération avec d'autres pays d'Amérique du Sud.

De même, aucun pays de la région ne s'est joint à Washington pour prendre des mesures concrètes contre Moscou en raison de ses agressions et des violations massives des droits de l'homme commises en Géorgie, en Syrie, en Ukraine, en Libye, en République centrafricaine, au Mali et dans bien d'autres pays. Par ailleurs, le Kremlin a pu développer des canaux de communication avec les élites politiques et économiques latino-américaines, ce qui lui confère dans la région un niveau d'accès et d'influence sans précédent.

Moscou a notamment tissé des liens privilégiés avec le Mexique et le Brésil, qui ont toléré le comportement international russe en échange d'avantages potentiels en matière de soutien politique, de commerce et de coopération technologique. Cependant, malgré la condamnation de l'invasion russe de l'Ukraine devant les Nations Unies, à l'exception de Cuba, du Venezuela et du Nicaragua, plusieurs pays d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Colombie et Mexique) ont refusé d'apporter un soutien militaire à l'Ukraine et privilégient une politique de « non-alignement actif ». Pour ne citer que quelques exemples, l'Uruguay, le Chili, le Costa Rica et le Pérou ont condamné l'invasion ; l'Argentine, le Mexique, le Brésil et la Colombie ont appelé au dialogue et à la paix, tandis que Cuba, le Venezuela et le Nicaragua ont souhaité le succès de l'opération militaire. Dans aucun cas, les relations diplomatiques n'ont été rompues, des sanctions économiques approuvées, ni des ingérences menées (Rodríguez Sánchez-Galarraga, D., 2025).

Cette agressivité de la politique étrangère russe est devenue manifeste en Amérique latine ces dernières années. La diplomatie de Moscou, par exemple, s'est fait connaître pour sa propension à s'ingérer ouvertement dans les affaires intérieures des pays de la région afin d'affaiblir les gouvernements hostiles et de favoriser les dirigeants alliés. Il convient de rappeler comment la Russie a critiqué le gouvernement du président colombien Iván Duque aux Nations Unies en avril 2022, lui reprochant son manque de volonté d'appliquer l'accord de paix. Ces critiques faisaient suite à la condamnation par la Colombie de l'invasion russe de l'Ukraine et intervenaient à l'approche des élections présidentielles de cette année-là, qui ont porté Gustavo Petro au pouvoir, un dirigeant qui s'est avéré bien plus à l'aise avec Vladimir Putin (Ortiz, Román, 2024).

De manière générale, la stratégie russe, tant au niveau mondial qu'en Amérique latine, est dominée par la recherche de résultats à court terme, quitte à investir des ressources limitées et à prendre des risques considérables. La Russie s'est d'ailleurs montrée disposée à prendre des risques pour accroître son prestige dans la région. Ce fut le cas lorsque Moscou a déployé des bombardiers stratégiques Tu-160M1 Blackjack au Venezuela en 2003, 2008 et 2018, en signe de solidarité avec le régime chaviste. On peut en dire autant des premières livraisons du vaccin russe contre la COVID-19, Sputnik V, à l'Argentine et à d'autres pays de la région, qui ont décuplé le prestige du Kremlin auprès des gouvernements en quête désespérée d'aide pour faire face à la pandémie. L'influence

initialement acquise par la Russie s'est estompée dès lors qu'il est apparu clairement que la promesse de fournir des millions de doses pour répondre aux besoins des pays d'Amérique latine dépassait largement les capacités scientifiques et industrielles du Kremlin.

De même, la Russie et ses alliés latino-américains se protègent mutuellement contre les problèmes diplomatiques. Par exemple, la Russie siège au Conseil de sécurité des Nations Unies et peut opposer son veto aux efforts visant à demander des comptes aux pays pour des violations des droits humains. En échange, ses alliés latino-américains protègent la Russie de l'isolement international en lui apportant leur soutien diplomatique, plus récemment dans le cadre de son invasion de l'Ukraine. Quoi qu'il en soit, malgré les sanctions, la Russie peut aider le Sud global en lui apportant un soutien militaire et politique (Daly, Jess, 2025).

Bien sûr, Vladimir Putin et ses conseillers internationaux ne sont pas les seuls responsables de l'évolution de l'Amérique latine dans le sens des intérêts russes. L'existence d'un sentiment anti-américain profond chez une partie des élites latino-américaines, l'arrivée massive de la RPC dans la région et une complaisance injustifiée des États-Unis et de l'Europe, fondée sur la présomption que la région était prédestinée à rejoindre la communauté des démocraties libérales, ont largement contribué à créer un espace favorable à Moscou.

Mais il serait erroné, d'un point de vue analytique, d'ignorer les succès du Kremlin dans son approche de la région. Les planificateurs russes ont élaboré une bonne stratégie en tenant compte de leurs ressources limitées. Ils ont par exemple soutenu avec détermination le régime nicaraguayen. La Russie s'est également montrée prête à prendre des risques lorsque cela lui convenait pour accroître son poids dans la région. À l'instar des déploiements aéronavals effectués avec des moyens militaires très limités qui sont un exemple de gestes agressifs qui ont misé sur l'absence de réponse américaine pour accroître la crédibilité du Kremlin.

5.2.7. Sécurité et défense : La coopération militaire se renforce

Dans le secteur militaro-industriel, la Russie a étendu sa collaboration avec ses alliés. Cuba, le Nicaragua et le Venezuela ne sont plus les seuls pays à importer des équipements et des technologies de Moscou. D'autres pays ont rejoint ce groupe restreint, notamment les deux plus grandes économies de la région : le Brésil et le Mexique, grâce notamment au rapprochement politique opéré avec Moscou par les gouvernements de Luiz Inácio Lula da Silva et d'Andrés Manuel López Obrador.

Le Nicaragua s'affirme comme une enclave stratégique pour la Russie dans l'hémisphère occidental. La présence militaire russe s'est intensifiée au Nicaragua sous la présidence de Daniel Ortega et de son épouse, la vice-présidente Rosario Murillo. Au cours de la dernière décennie, plus de 3 500 soldats russes sont entrés dans le pays, et on estime

qu'environ 250 y sont stationnés en permanence. Le Nicaragua a été l'un des premiers pays à soutenir l'occupation russe de l'est de l'Ukraine (Daly, Jess, 2025). La Russie a fourni du matériel et une formation au Nicaragua, notamment par la création d'un centre de formation antidrogue entièrement géré par Moscou. Les deux pays ont signé des accords autorisant l'utilisation des ports nicaraguayens par les navires de guerre russes, et un nouvel accord de coopération militaire devrait être signé en 2025. L'installation de la station GLONASS et la possible réactivation de la base de Lourdes à Cuba renforcent la présence stratégique de la Russie dans la région (Calvo, G., 2025). De son côté, l'Assemblée nationale nicaraguayenne a approuvé fin mai de cette année l'entrée de troupes russes, américaines, cubaines, vénézuéliennes et mexicaines entre juillet et décembre 2025 pour des exercices humanitaires et de sécurité. Des échanges militaires russes ont été prévus avec l'Unité humanitaire et de secours nicaraguayenne, ainsi qu'avec l'Armée de terre, l'Armée de l'air, la Marine et le Commandement des opérations spéciales (Nodal, 2025).

En 2016, la Russie a livré 20 chars T-72B, des hélicoptères et des systèmes antiaériens au Nicaragua. En 2024, en raison de la collaboration accrue du Nicaragua avec la Russie, notamment en soutien à l'invasion russe de l'Ukraine, le département du Commerce américain a imposé un embargo sur les armes au pays, interrompant toutes les exportations liées à la défense. En 2025, le Nicaragua a confirmé avoir reçu une nouvelle livraison russe : cinq hélicoptères Mi-17, trois avions de transport Antonov AN-26 et 18 systèmes de défense aérienne ZU-23-2, malgré un budget militaire limité. Cette livraison a alimenté les spéculations quant aux termes de l'accord avec la Russie (Daly, Jess, 2025).

Entreprises d'armement russes et armées privées au Venezuela

Le Venezuela est le principal client de la Russie en matière d'armement en Amérique latine. Depuis près de vingt ans, le Venezuela achète des armes à la Russie et possède aujourd'hui le système de défense aérienne le plus avancé d'Amérique latine. Leur relation comprend des ventes d'armes, une coopération en matière de renseignement, des exercices militaires conjoints et des partenariats stratégiques. Maduro affirme avoir déployé 5 000 missiles à courte portée Igla-S de fabrication russe sur des positions clés de défense aérienne afin de garantir la paix. Le Venezuela possède également des chasseurs-bombardiers bimoteurs Sukhoi Su-30MK2, fabriqués en Russie, qui constituent la vitrine de son système de défense et figurent parmi les appareils les plus puissants du continent (CNN, 2025). Des experts ont indiqué que le régime de Maduro a failli s'effondrer en 2019, mais a survécu en partie grâce au soutien d'acteurs malveillants comme la Russie. Les sociétés militaires privées russes, actives au Venezuela depuis 2017, sont devenues des instruments essentiels de la stratégie d'influence mondiale de Moscou. Ces SMP ont servi de terrain d'expérimentation en Ukraine ; depuis, elles se sont multipliées dans le monde entier.

En 2019, alors que l'administration Trump appelait à renverser Maduro, la Russie aurait déployé une centaine de sociétés militaires privées (SMP) pour protéger le régime. Le groupe Wagner a été aperçu aux côtés de la police vénézuélienne lors des manifestations

contre les élections contestées. On estime que les PMC assurent la sécurité des hauts responsables du pays tout en menant des opérations cybernétiques et de surveillance, renforçant ainsi la position de la Russie au Venezuela (Daly, Jess., 2025).

Concernant la coopération en matière de défense, on peut citer l'inauguration récente au Venezuela de la première usine de munitions Kalachnikov du continent, d'une capacité de production de soixante-dix millions de cartouches par an. Les quatre premières lignes de production sont désormais opérationnelles pour la fabrication de munitions destinées aux fusils d'assaut russes AK-103, selon la société d'État Rostec. Ce projet géopolitique de longue date d'Hugo Chávez s'est enfin concrétisé près de vingt ans plus tard, dans un contexte de renforcement de la coopération entre la Russie et le Venezuela (Singer, F., 2025). Cela s'ajoute à l'ouverture d'un centre de maintenance d'hélicoptères russes et aux plus de trois cent cinquante accords bilatéraux que Caracas et Moscou ont actuellement en vigueur (Nodal, 2025).

Par ailleurs, Rosoboronexport, l'exportateur d'armements russe, entreprise publique, a annoncé qu'elle proposerait une coopération technologique aux pays d'Amérique latine pour la production d'équipements militaires lors du plus grand salon de la défense du Brésil, qui se tiendra en avril 2025. Le PDG de Rosoboronexport, Alexander Mikheev, a déclaré que les entreprises russes entendaient collaborer à des projets en Amérique latine pour le développement et la production conjoints d'armes légères, de drones, d'armes de précision, de véhicules blindés et d'équipements navals. Il a affirmé que l'objectif principal de tout pays producteur d'armes et d'équipements militaires est d'atteindre l'autonomie stratégique et que la Russie est disposée à aider les nations latino-américaines à développer leur industrie de défense (EFE, 2025).

5.2.8. La dimension économique de la stratégie russe

La présence économique russe dans la région est modeste par rapport à celle de la Chine et les objectifs qu'elle poursuit dans ses relations économiques avec la région vont au-delà du commerce et comprennent des objectifs politiques et stratégiques. La Russie figure rarement parmi les principaux partenaires commerciaux, à l'exception de cas particuliers comme celui de la Jamaïque, dont les exportations vers la Russie ont atteint 3,45 % du total en 2023 en raison de l'interruption des approvisionnements traditionnels en alumine après la guerre en Ukraine (Calvo, G., 2025).

Cependant, lorsque l'occasion s'est présentée, il n'a pas hésité à utiliser les échanges économiques comme levier pour obtenir des concessions politiques. Le cas le plus visible est celui de l'Équateur. Moscou a bloqué les exportations de fleurs et de bananes équatoriennes en réponse aux projets de Quito de livrer aux États-Unis le matériel de fabrication russe de ses forces armées. Face au risque de perdre un partenaire commercial qui avait rapporté 721 millions de dollars de bénéfices à l'économie nationale en 2023, le gouvernement de Daniel Noboa a annulé l'accord avec Washington.

Le fait est que derrière chaque décision commerciale ou financière se cachent souvent des intérêts stratégiques qui conduisent fréquemment à des résultats illogiques d'un point de vue purement commercial. L'exemple le plus évident est probablement celui du Venezuela. Caracas s'est révélé être un partenaire désastreux sur le plan économique. Le régime chaviste a dû recourir à un plan de restructuration pour faire face à sa dette liée à des achats massifs d'armes. De même, l'investissement du géant pétrolier russe Rosneft dans ce pays des Caraïbes s'est avéré être une très mauvaise affaire en raison de l'effet combiné des sanctions internationales et de l'état désastreux du secteur énergétique vénézuélien.

Concrètement, les conditions créées par l'invasion de l'Ukraine et les sanctions internationales massives ont progressivement poussé le Kremlin à privilégier l'aspect stratégique plutôt que commercial, reléguant au second plan la possibilité d'obtenir des bénéfices économiques et gérant son appareil productif selon une logique guerrière. Ces conditions ont orienté les trois axes d'action clés déployés par le Kremlin en matière économique : les investissements, le commerce et les prêts.

En ce qui concerne les investissements du Kremlin, ils se sont concentrés dans les domaines où l'économie russe possède la plus grande expérience, en particulier le secteur extractif. Une grande partie est orientée vers les hydrocarbures. Par exemple, Rosneft a développé des projets à Cuba et au Brésil qui lui ont permis d'obtenir l'autorisation d'opérer dans le bassin de Solimões, dans la région amazonienne. D'autres initiatives ont été associées au secteur minier. Cependant, tous ces investissements ont représenté des paris pour contrôler des ressources à haute valeur stratégique (énergie, aluminium, nickel, lithium) et ont souvent été accompagnés de manœuvres politiques, ouvertes ou dissimulées.

Bien que disposant de ressources financières très limitées, la Russie a également utilisé ses crédits comme un outil pour gagner en influence. À cet égard, Moscou a orienté ses prêts vers le soutien de pays alliés dans des projets présentant un intérêt pour la Russie, en se concentrant sur Cuba, le Venezuela et la Bolivie.

5.2.9. Ressources naturelles et technologie nucléaire

De manière générale, les ressources naturelles de l'Amérique latine intéressent partiellement la Russie, car elles ne constituent pas le facteur principal de sa stratégie dans la région. Leur importance est secondaire et complémentaire, et non centrale comme c'est le cas pour la Chine.

L'Amérique latine acquiert de l'importance en raison de la capacité de ses ressources naturelles à générer des dépendances asymétriques et, par conséquent, une influence politique. L'embargo russe sur les bananes équatoriennes en 2024 constitue l'exemple le plus évident de coercition économique. Profitant du fait que le marché russe est essentiel pour l'industrie bananière équatorienne, Moscou a suspendu ses importations après que

Quito a manifesté son intention de collaborer avec les États-Unis dans le conflit ukrainien. La pression économique a contraint l'Équateur à rectifier le tir, démontrant ainsi la capacité de la Russie à utiliser les matières premières agricoles comme mécanisme de sanction politique (Rijntalder, T., 2025). En revanche, la Russie utilise une tactique d'attraction au Brésil. En tant que fournisseur indispensable d'engrais (essentiels pour le soja, le maïs et d'autres cultures stratégiques), elle offre des remises importantes depuis 2022, renforçant ainsi une interdépendance qui favorise Moscou. Cette dépendance réduit le coût politique pour le Brésil de maintenir une position de neutralité face à la guerre en Ukraine (Rijntalder, T., 2025).

Ainsi, les ressources naturelles latino-américaines constituent des sources d'influence qui permettent à la Russie d'exercer son pouvoir sans recourir aux moyens coercitifs traditionnels. De manière générale, nous pouvons citer certains secteurs qui intéressent particulièrement la Russie. Tout d'abord, en ce qui concerne le pétrole et le gaz, il convient de mentionner que Rosneft a réalisé d'importants investissements au Venezuela, tant pour garantir l'approvisionnement que pour soutenir financièrement le régime de Maduro. Cependant, plus que les ressources, l'objectif était ici l'influence politique. Deuxièmement, en ce qui concerne les engrais et l'agriculture, le bénéfice est mutuel. La Russie est un grand producteur d'engrais et recherche des débouchés, le Brésil dépend des engrais russes, ce qui donne de l'influence au Kremlin. Troisièmement, il existe des intérêts, mais très limités, dans les minéraux stratégiques (tels que le lithium, matière première essentielle à la transition énergétique), car ils sont généralement dépassés par la Chine et les entreprises occidentales. En effet, la Russie n'a pas la capacité d'investir massivement dans l'exploitation minière latino-américaine en raison des sanctions et des restrictions financières (Vladimirov, M., Rueda Orejarena, G., & Osipova, D., 2025).

Plus précisément, nous pouvons citer des cas plus concrets. Dans le secteur énergétique, la Russie a financé la modernisation de centrales électriques et d'infrastructures ferroviaires, avec un contrat de 1,88 milliard d'euros pour la modernisation du système ferroviaire cubain, le plus important accord financier entre les deux pays (Calvo, G., 2025).

La technologie nucléaire est un autre vecteur. En 2016, la société d'État Rosatom a conclu un accord avec la Bolivie pour la création du Centre de recherche et de développement en technologie nucléaire (CIDTN) à El Alto, avec des applications médicales et agro-industrielles, pour un investissement de 300 millions de dollars. L'Agence bolivienne de l'énergie nucléaire (ABEN) a indiqué cette année que les travaux étaient avancés à 62 % pour le réacteur nucléaire de recherche en phase de montage et à 98 % pour les laboratoires. En outre, sur les questions nucléaires, la Russie maintient un dialogue ouvert avec l'Argentine et le Brésil (Nodal, 2025).

5.2.10. Le Cuba, une plateforme de projection extrarégionale

La Russie est l'un des principaux alliés politiques et partenaires économiques de Cuba. Depuis le XXe siècle, le gouvernement cubain a reçu de l'aide, des redevances, des annulations de dettes, un soutien militaire et technologique, et bien d'autres choses encore, de la part de ses homologues russes ou soviétiques (Rodríguez Sánchez-Galarraga, D., 2025).

Le récent rapport de l'Agence de renseignement de la DIA avertit que Cuba restera un partenaire réceptif aux tentatives de pénétration géopolitique des puissances extra-hémisphériques. Dans un contexte de détérioration socio-économique interne, marqué par des coupures d'électricité, des pénuries alimentaires et médicales, et des tensions sociales croissantes, La Havane continue de s'ouvrir à la coopération avec la Chine, la Russie et l'Iran. Selon la DIA, cette dynamique pourrait faciliter la mise en place de centres logistiques ou de renseignement sur le territoire cubain, ce qui représente une préoccupation sécuritaire pour Washington (Escenario Mundial, 2025).

Cependant, continuer à attendre les bras croisés les dons des alliés est une triste version des faits. Il ne s'agit pas d'idéologies. Il s'agit de changement. Les temps ont changé depuis longtemps et persistent dans une résilience constante. Cuba n'a pas suffisamment évolué au cours des trois dernières décennies, et son économie non plus. Cuba n'a pas suffisamment évolué au cours des trois dernières décennies, tout comme son économie. Depuis cette année 2025, Cuba est membre associé des BRICS+ et doit se préparer à saisir toutes les opportunités qui lui permettront de relancer son développement économique, face à une crise prolongée qui peut être décrite comme la pire détérioration infrastructurelle et productive des 60 dernières années (Rodríguez Sánchez-Galarraga, D., 2025).

5.2.11. Le Venezuela et la Russie

Traité d'association stratégique entre le Venezuela et la Russie (2025)

Le 7 octobre 2025, le Venezuela a officialisé la loi approuvant le Traité d'association stratégique et de coopération avec la Russie, qui est devenu l'instrument bilatéral le plus complet et le plus important signé par les deux pays en plus de deux décennies de relations stratégiques. De plus, avec cette ratification, le Venezuela devient le seul pays d'Amérique latine à avoir conclu un traité d'association stratégique complète avec la Russie, un statut réservé à quelques alliés tels que la Chine, l'Iran ou la Biélorussie. Cette reconnaissance souligne l'importance que Moscou accorde au poids énergétique et à la situation géopolitique du Venezuela. Cet accord établit une feuille de route complète pour les dix prochaines années et consolide des domaines clés de coopération : énergie, finances, infrastructures, mines, communications, transports, sécurité et recherche scientifique (Misión Verdad, 2025).

La Russie réaffirme son soutien indéfectible au Venezuela face au déploiement militaire actuel des États-Unis. La Russie souhaite que la situation entre le Venezuela et les États-Unis reste pacifique, a déclaré le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, à l'agence de presse russe TASS. « Nous réaffirmons notre soutien indéfectible aux dirigeants vénézuéliens dans la défense de la souveraineté nationale. Nous plaidons pour la préservation de l'Amérique latine et des Caraïbes en tant que zone de paix », a déclaré le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères. Dans cette optique, Zakharova a souligné l'importance « d'adopter des mesures visant à réduire les tensions et à faciliter la recherche de solutions aux problèmes existants de manière constructive et dans le respect des normes juridiques internationales » (Hernández Toledo, Y., 2025).

Néanmoins, Moscou s'est vu contraint de continuer à financer Caracas afin d'éviter l'effondrement du régime chaviste, en particulier après que la RPC se soit montrée réticente à accorder de nouveaux prêts. En conséquence, la dette vénézuélienne envers le gouvernement russe et Rosneft aurait atteint 17 milliards de dollars en 2019. Depuis lors, Caracas a effectué quelques paiements partiels, mais dans le même temps, le remboursement de la totalité de la dette est devenu plus urgent pour Moscou, qui est confrontée à ses propres difficultés financières en raison des sanctions internationales.

6. CONCLUSIONS

Dans ce contexte de réalignement géopolitique mondial, l'Amérique latine se trouve dans une situation persistante d'incertitude et d'insécurité qui, bien qu'échappant aux catégories traditionnelles des conflits armés, sape les fondements mêmes de la paix. Si les changements géostratégiques peuvent lui offrir l'opportunité de nouer de nouvelles alliances et de se positionner aux côtés d'autres pays émergents du Sud, la faiblesse de ses mécanismes d'intégration et de coordination constitue un handicap. En réalité, l'Amérique latine et les Caraïbes ne sont pas perçues comme une région ; chaque pays agit de son côté, il n'y a ni dialogue ni confiance, ni proposition latino-américaine au sein du système international. L'Amérique latine est confrontée à l'impératif de construire un large consensus interne et de surmonter les défis immenses de la géopolitique mondiale. Pour parvenir à une intégration plus stratégique, les pays d'Amérique latine doivent renforcer leurs institutions, diversifier leurs relations internationales et consolider leurs politiques de développement durable.

La région est confrontée à des défis structurels intimement liés à la détérioration du système démocratique. Parmi ceux-ci figurent la multiplication des régimes autoritaires et la montée en puissance significative du crime organisé, devenu une force politique de facto. La lutte contre le trafic de drogue ne peut se limiter à une approche nationale ou punitive. Une réflexion globale et une stratégie multidimensionnelle sont indispensables, impliquant une coopération internationale efficace et des réformes structurelles profondes

dans les États touchés. Le manque de coordination entre les nations, les faiblesses institutionnelles et la persistance de modèles de sécurité inefficaces ont favorisé la consolidation du crime organisé en un acteur doté d'un pouvoir politique et économique considérable en Amérique latine. Pour éliminer cette menace, il est impératif d'élaborer une nouvelle approche privilégiant la transparence institutionnelle, le renforcement du système judiciaire, la prévention sociale, le renseignement policier, le développement économique durable, la réduction de la demande de drogue et le contrôle financier des organisations criminelles. Sans un véritable engagement mondial et des réformes internes audacieuses, le trafic de drogue continuera d'étendre son impact, sapant la démocratie, la sécurité et le développement de la région. De plus, en l'absence de mesures, la violence se propagera dans certaines régions d'Amérique latine et des Caraïbes d'ici 2026 en raison de la recrudescence des activités illicites et du durcissement de la réponse des pays sous la pression des États-Unis. Cette pression croissante des États-Unis a renforcé la diffusion de politiques et d'une rhétorique sécuritaires militarisées dans toute la région, conséquence de l'augmentation de la violence perpétrée par les acteurs armés et de l'internationalisation du crime organisé. Les approches coercitives de lutte contre la violence des groupes criminels ne sont pas nouvelles et ont gagné en popularité dans toute la région, notamment en Jamaïque, au Salvador et au Honduras.

Cependant, le changement de discours des États-Unis a incité des pays comme la République dominicaine, l'Argentine, le Guatemala, l'Équateur et Trinité-et-Tobago à emboîter le pas et à qualifier les groupes criminels d'organisations terroristes. D'une part, il est fort probable que les réponses militaires au crime organisé s'intensifient à mesure que les gouvernements mettent en œuvre des stratégies répressives et recourent aux pouvoirs d'urgence. Ce scénario pourrait se produire dans des pays ayant récemment tenu des élections, comme la Bolivie et le Honduras, dont le paysage politique a basculé à droite ; dans des pays en cours de processus électoral, comme le Chili, où les sondages favorisent le candidat d'extrême droite José Antonio Kast ; et dans ceux qui organiseront des élections en 2026, comme le Costa Rica, le Pérou, la Colombie et le Brésil. D'autre part, il est important de noter que les groupes armés ont démontré une remarquable capacité d'adaptation face à la pression accrue. La crainte que ces pays ne deviennent les principaux responsables des violences dans la région est palpable, et il est nécessaire de rester vigilant face au risque d'abus, tels que les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées.

Le problème réside dans le fait que, contrairement à d'autres régions du Sud global, l'Amérique latine manque d'un mécanisme continental robuste et consolidé permettant une gestion efficace des menaces transnationales avec une approche technique, durable et non politisée. Tandis que d'autres régions du Sud ont su élaborer des réponses techniques et durables aux menaces communes, l'Amérique latine demeure prise au piège entre des efforts nationaux disparates et des organisations régionales affaiblies. En revanche, l'Afrique, par exemple, dispose de mécanismes actifs tels qu'AFRIPOL, et l'Asie du Sud-Est de l'ANASE. Cette situation limite sa capacité à participer activement

à la réforme du multilatéralisme mondial. Pour sortir de cette impasse, il est nécessaire de repenser les outils disponibles, de renforcer les capacités des États et de construire une architecture de paix qui émane de la région et pour la région.

Dans un cadre historique caractérisé par la confusion morale et par des formes de violence diffuses, où des actions autoritaires se déguisent en légalité et où la criminalité semble s'entrelacer avec la vie politique, la défense de la démocratie requiert aujourd'hui une nouvelle forme d'héroïsme, celui de la conscience. Le renforcement démocratique en Amérique latine dépend avant tout de citoyens conscients de leurs responsabilités éthiques, capables d'un regard critique et engagés dans la consolidation du bien commun, plutôt que de figures providentielles ou de leaders salvateurs. Cette tâche est urgente et exige des acteurs sociaux capables de relever ce défi : des éducateurs qui encouragent la liberté, des journalistes qui exercent une surveillance vigilante et critique du pouvoir, des dirigeants politiques qui rétablissent un débat digne et respectueux, et des jeunes prêts à s'engager et à assumer leur responsabilité historique. La démocratie ne se fonde pas uniquement sur des structures institutionnelles, elle se construit à travers une culture civique alimentée par la vérité, l'équité, la mémoire et la responsabilité collective. Loin d'être vouée à l'échec, la génération actuelle se trouve face à une occasion historique de reconstruction. Le parcours sera complexe et exigeant, mais il peut être suivi avec dignité si les choix sont judicieux, la résistance ferme et toute forme de mensonge normalisé rejetée. L'histoire reste ouverte et l'Amérique latine conserve, aujourd'hui encore, la capacité et le droit de faire entendre sa voix.

Il est évident que l'Amérique latine est confrontée à une crise du multilatéralisme, alimentée par le bilatéralisme promu par Trump. Le sommet CELAC-UE, qui s'est tenu en Colombie en novembre 2025 et auquel ont participé seulement neuf chefs d'État et de gouvernement sur un total de 60 invités (33 d'Amérique latine et 27 d'Europe), a mis en lumière les difficultés actuelles à nouer des alliances capables de relever le défi que représente le retour de Trump à la Maison-Blanche. Pour renforcer le multilatéralisme en Amérique latine, il est essentiel de favoriser la confiance et le dialogue entre les pays, d'améliorer la gouvernance des institutions multilatérales et de promouvoir un programme commun répondant aux défis socio-économiques et environnementaux de la région.

Dans ce contexte, l'Amérique latine est-elle destinée à rester un continent servant de « terrain de jeu » aux puissances mondiales, comme ce fut le cas après la confrontation Est-Ouest des années 1950 jusqu'à l'effondrement de l'URSS en 1991 ? Elle semble prise au piège par une diversité de pays (33, y compris la région des Caraïbes) qui peinent à trouver un terrain d'entente pour une coopération régionale.

Concernant les États-Unis, il convient de noter que la seconde présidence de Donald Trump redessine la carte politique de l'Amérique latine. Dans un contexte marqué par l'expansion de la Chine, le président républicain semble définir ses alliés et ses adversaires davantage par affinité idéologique que par une logique de coopération

interétatique. Sa politique étrangère est devenue plus conflictuelle que lors de son premier mandat, recourant à des mécanismes de coercition tels que la guerre commerciale, la politique migratoire et le déploiement militaire dans les Caraïbes, ce qui maintient les dirigeants latino-américains en état d'alerte permanent. Dans un contexte électoral intense, avec des élections tout au long de l'année 2025 en Équateur, en Bolivie, au Chili, au Honduras et en Argentine, et bientôt, en 2026, au Brésil, en Colombie, au Pérou et au Costa Rica, la figure de Trump devient un acteur majeur des campagnes nationales des pays qui élisent de nouveaux présidents ou autorités. Il est toutefois difficile de définir une stratégie précise, car le mouvement MAGA (Make America Great Again) est guidé par des impulsions. Dans un contexte de crise du régionalisme et de préférence croissante pour le bilatéralisme, chaque relation est unique et négociée directement, sans cadre collectif, façonnant ainsi une nouvelle réalité pour un nouvel ordre international global. En tout état de cause, l'intervention récente des États-Unis dans les Caraïbes témoigne d'une volonté d'exercer une certaine influence dans la région, que ce soit pour lutter contre le trafic de drogue, renverser la dictature de Maduro ou obtenir des ressources naturelles.

En ce qui concerne la Russie, il semble que le moment soit venu de cesser de sous-estimer son rôle en Amérique latine. Malgré ses ressources limitées, elle a démontré sa volonté et sa capacité à modifier le statu quo dans l'hémisphère. Sur cette base, Moscou promet de révéler deux défis majeurs dans un avenir futur. D'une part, il continuera à promouvoir l'autoritarisme, en essayant de reproduire le modèle criminel que sa diligence contribue à construire au Venezuela et au Nicaragua. D'autre part, elle s'efforcera de rendre la région hostile aux États-Unis et à l'Europe, en alimentant les acteurs et les sentiments anti-occidentaux, comme elle le fait au Moyen-Orient et en Afrique. Si les États-Unis et l'Europe ne veulent pas de cet avenir pour l'Amérique latine, ils doivent élaborer une stratégie pour faire face au Kremlin. Comme le dit Douglas Farrah, l'objectif de Moscou est de briser les valeurs hémisphériques et de les remplacer par un mélange toxique de valeurs antidémocratiques, de corruption étatique et de populisme basé sur des modèles autoritaires, et ils ne se reposeront pas tant qu'ils n'auront pas atteint leur but. Par conséquent, si des mécanismes régionaux de coopération, de transparence dans les marchés publics, de surveillance des capitaux illicites et de renforcement des programmes de vérification des informations ne sont pas mis en place, le risque pour la région est considérable. Il faut garder à l'esprit que l'influence russe n'agit pas par des interventions brutales, mais par des infiltrations progressives qui, cumulées, érodent la souveraineté nationale, affaiblissent les institutions et polarisent le débat public. Le défi pour l'Amérique latine consiste à reconnaître que l'avancée de la Russie ne constitue pas une simple alternative géopolitique, mais une menace complexe qui combine économie, information et captation institutionnelle afin de redessiner à long terme les règles du jeu démocratique.

En ce qui concerne le rôle de la Chine en Amérique Latine, quoi qu'il en soit, les pays latino-américains ni ne souhaitent ni ne peuvent choisir entre les États-Unis et la Chine,

car ces deux puissances jouent un rôle crucial dans leurs économies respectives. Toutefois, on observe aujourd'hui une présence chinoise croissante, parallèlement à un affaiblissement relatif de l'influence américaine dans la région. En effet, le rôle de la Chine en Amérique latine a considérablement évolué depuis la pandémie et il semble probable que son influence restera considérable. Par ailleurs, l'engagement multilatéral de la RPC, notamment à travers la CELAC et les BRICS, contribue à affaiblir la centralité des institutions dominées par l'Occident sans pour autant aboutir à un ordre international pleinement restructuré. Les divergences d'intérêts au sein du « Sud global » et les capacités inégales des États latino-américains à tirer profit de ces mécanismes limitent leur portée transformative. Malgré les tentatives américaines pour la freiner, il est hautement probable que cette dynamique se maintienne. La Chine ayant toujours besoin de matières premières pour atteindre ses objectifs, le rôle de l'Amérique du Sud demeure crucial. En réalité, le principal avantage que la Chine retire de son soutien au régime de Maduro est un accès préférentiel au pétrole vénézuélien. Outre le fait d'être un marché important pour ses produits manufacturés, elle représente également une plateforme pour étendre son influence mondiale. De nombreux pays, notamment en Amérique du Sud, dépendent déjà largement de leurs échanges commerciaux avec la Chine ce qui pourrait les conduire à approfondir encore davantage ces relations. En revanche, dans des domaines tels que les investissements dans les infrastructures et l'influence militaire, les puissances occidentales, notamment les États-Unis et l'Europe, ont de fortes chances de conserver leur avance. Les États latino-américains devront donc adopter des stratégies d'équilibre, cherchant à préserver leurs relations avec Washington tout en tirant parti des opportunités offertes par les projets chinois. Ces derniers risquent toutefois d'être freinés, surtout lorsqu'ils touchent à des territoires stratégiques ou à des secteurs jugés sensibles.

Le temps presse. Si les États-Unis et l'Europe ne réagissent pas avec fermeté, l'Amérique latine tombera entièrement sous l'influence de la Russie, de la Chine, ou même du Qatar, de la Turquie ou de l'Iran. Il ne s'agit pas de rhétorique de guerre froide, mais de faits avérés. Des entreprises chinoises contrôlent les ports et les ressources naturelles. L'Iran infiltre les structures religieuses et financières. La Russie arme et conseille les forces répressives du continent. La Turquie monnaie sa coopération contre le silence, tout en blanchissant des fonds illicites.

L'Amérique latine n'a pas des forts moyens de s'engager activement dans une compétition géopolitique avec les autres puissances. Ces efforts se limitent donc aux initiatives nationales, ce qui réduit leurs chances de succès. Tout porte à croire que la région sera la cible d'autres puissances cherchant à imposer leurs agendas géopolitiques. Cependant, l'Amérique latine ne peut se contenter de réagir aux impulsions des grandes puissances ni de demeurer dans une simple résistance passive. Au contraire, elle doit s'affirmer comme un acteur à part entière, bâtir une véritable intégration régionale, renforcer ses institutions démocratiques, sa souveraineté et sa vision géopolitique. C'est la seule façon pour elle d'occuper une place pertinente et active dans le nouvel ordre mondial multipolaire.

Également, l'Amérique latine pourrait, à l'avenir, s'affirmer comme une entité géopolitique internationale, si elle se fait servir de deux acteurs stratégiques, le Brésil et le Mexique, qui peuvent servir de piliers à la région (à l'instar de la France et de l'Allemagne au sein de l'UE) pour établir des entités régionales capables d'initier le processus d'intégration dans la future Union latino-américaine en tant qu'acteur géopolitique autonome et indépendant dans la nouvelle ère géopolitique du futur proche. D'ailleurs, le fait que certains pays sont engagés au BRICS, cela marque le début d'une nouvelle phase de construction d'alternatives à la puissance hégémonique.

Un autre facteur porteur d'espoir pour la région réside dans le fait que l'Amérique latine constitue également un cas unique de résilience et d'opportunités, si l'on considère la pérennité de sa paix intrarégionale, ses atouts en tant que réserve de ressources stratégiques, sa pluralité d'identités et le dynamisme politique de ses acteurs et mouvements sociaux.

En définitive, la région possède tout le potentiel nécessaire pour apporter des solutions aux problèmes internationaux. Elle a un rôle à jouer et des ressources considérables à fournir dans les domaines des ressources naturelles, des matières premières, du changement climatique, des énergies propres et de l'alimentation.

Dans un monde où les acteurs s'isolent de plus en plus par des mesures protectionnistes et unilatérales, dans un processus de démondialisation, le grand défi pour les pays d'Amérique latine est de trouver leur propre voie vers l'intégration internationale « *Latin American Way* » qui permette à la région, dans son ensemble, d'affirmer et de faire entendre sa voix de plus en plus. Cette voie repose sur l'unité et l'intégration, dans le strict respect et la défense des principes démocratiques, la transformation productive et l'exercice d'un leadership renouvelé.

7. Bibliographie

AceroyRoca. (2025, 10 juillet). *El tren bioceánico Brasil-Perú con financiamiento chino transformara la minería y el comercio*. AceroyRoca.

<https://aceroyroca.com/2025/07/10/el-tren-bioceanico-brasil%E2%80%91peru-con-financiamiento-chino-transformara-la-mineria-y-el-comercio/>

Alonso, J. F. (2025, 12 novembre). *Así es el USS Gerald Ford, el buque de guerra más grande del mundo que EE.UU. envió a las costas del Caribe y que costó US\$13.000 millones*. BBC.

<https://www.bbc.com/mundo/articles/ckgkd27e742o>

Argumosa Pila, J. R. (2024). *América Latina en la nueva geopolítica global* [PDF]. Centro de Estudios Estratégicos del Ejército del Perú. <https://ceeep.mil.pe/wp-content/uploads/2024/09/America-Latina-en-la-Nueva-Geopolitica-Global-digital.pdf>

Argumosa Pila, J. R. (2025, 3 janvier). *El camino hacia una nueva era geopolítica*. Centro de Estudios Estratégicos del Ejército del Perú. <https://ceeep.mil.pe/wp-content/uploads/2024/09/America-Latina-en-la-Nueva-Geopolitica-Global-digital.pdf>

Barcia, H. (2025, 7 novembre). *El crimen organizado sigue abriéndose paso en América Latina y es el mayor riesgo en 2025*. Swissinfo. <https://www.swissinfo.ch/spa/el-crimen-organizado-sigue-abrir%C3%A9ndose-paso-en-am%C3%A9rica-latina-y-es-el-mayor-riesgo-en-2025/90299259>

Barragán, M., & Sribman Mittelman, A. (2024). El ajedrez geopolítico de América Latina en el nuevo orden multipolar. *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, (136), 11–33. https://www.cidob.org/sites/default/files/2024-06/11-34_ME%CC%81LANY%20BARRAGAc%CC%81N%20%26%20ARIEL%20SRIBMAN%20MITTELMAN.pdf

BBC News Mundo. (2025, 3 février). *Qué es la Ruta de la Seda china y qué países de América Latina forman parte del acuerdo que Panamá dice que no renovará*. BBC News Mundo. <https://www.bbc.com/mundo/articles/cwyj8wv7941o>

Boada García, A. (2025, 28 avril). *América latina y su inserción en el mundo : Desafíos Geopolíticos y Diplomáticos*. Fundación CIBEL. <https://fundacioncibei.org/america-latina-y-su-insercion-en-el-mundo-desafios-geopoliticos-y-diplomaticos/>

Borges, R. (2025, 17 novembre). *México podría mediar en potencial diálogo entre EEUU y Venezuela*. Últimas Noticias. <https://ultimasnoticias.com.ve/actualidad/mexico-podria-medar-en-potencial-dialogo-entre-eeuu-y-venezuela/>

Calvo, G. (2025, 10 septembre). *“Sombras autoritarias”: cómo el Kremlin busca imponer su influencia en Centroamérica*. Infobae. <https://www.infobae.com/america/america-latina/2025/09/10/sombras-autoritarias-como-el-kremlin-busca-imponer-su-influencia-en-centroamerica>

Castro, M. (2025, 10 novembre). *Mapa de calor: Quiénes son los aliados, rivales y enemigos de Trump en América Latina*. CNN en Español. <https://cnnespanol.cnn.com/2025/11/10/latinoamerica/mapa-calor-aliados-rivales-trump-america-latina-orix>

Chevallier, A. (2025, 28 octobre). *Les États-Unis accentuent la pression sur le Venezuela : une longue histoire d'ingérences en Amérique du Sud*. RMC/BFMTV. https://rmc.bfmtv.com/actualites/international/les-etats-unis-accentuent-la-pression-sur-le-venezuela-une-longue-histoire-d-ingerences-en-amerique-du-sud_AV-202510280688.html

CNN. (2025, 2 novembre). *El Kremlin confirma contactos con el Gobierno de Maduro y habla de "obligaciones contractuales" con Venezuela*. CNN en Español. <https://cnnespanol.cnn.com/2025/11/02/venezuela/rusia-contacto-gobierno-maduro-orix>

Cognitio Juris. (2024, 30 décembre). *La expansión del narcotráfico en América Latina: dinámicas criminales, impacto socioeconómico y estrategias de control*. <https://cognitiojuris.com.br/la-expansion-del-narcotrafico-en-america-latina-dinamicas-criminales-impacto-socioeconomico-y-estrategias-de-control/>

Daly, Jess. (2025, 16 octobre). *Hasta qué punto se está estrechando el cerco de Putin sobre América Latina*. United24 Media. <https://united24media.com/es/world/hasta-que-se-esta-estrechando-el-cerco-de-putin-sobre-america-latina>

Dannemann, V. (2025, 19 décembre). *Derecha en alza: el nuevo mapa político de América Latina*. DW. <https://www.dw.com/es/derecha-en-alza-el-nuevo-mapa-pol%C3%ADtico-de-am%C3%A9rica-latina/a-75243248>

De la Gándara Frieyro, M. (2025, 12 août). *LAS ESTRATEGIAS DE CHINA Y RUSIA Y SU IMPACTO EN LATINOAMÉRICA*. Política y Estrategia. <https://www.politicayestrategia.cl/index.php/rpye/article/view/1106/773>

De Santos Pascual, J. C. (2025, 25 octobre). *EE.UU. despliega su mayor portaaviones en el Caribe en plena escalada con Venezuela*. Euronews. <https://es.euronews.com/2025/10/24/eeuu-despliega-su-mayor-portaaviones-en-el-caribe-en-plena-escalada-con-venezuela>

El Cronista. (2025, 15 décembre). *El país más poderoso de América: posee un ejército que desafía a las potencias mundiales y ya opera con tecnología de última generación*. El Cronista. <https://www.cronista.com/colombia/actualidad-co/el-pais-mas-poderoso-de-america-posee-un-ejercito-que-desafia-a-las-potencias-mundiales-y-ya-opera-con-tecnologia-de-ultima-generacion/?outputType=amp-type>

Demattei, C. (2025, 21 octubre). *América Latina, donde la violencia, el conflicto social y la inestabilidad se entrelazan*. Infobae. <https://www.infobae.com/opinion/2025/10/21/america-latina-donde-la-violencia-el-conflicto-social-y-la-inestabilidad-se-entrelazan/>

Drazer, M. (2025, 12 septembre). *Democracias frágiles, libertades en retroceso: el panorama latinoamericano*. Deutsche Welle. <https://www.dw.com/es/democracias-fr%C3%A1giles-libertades-en-retroceso-el-panorama-latinoamericano/a-73981798>

Drouhaud, P. (2025, 22 novembre). *Amérique latine : la nouvelle ligne de fracture des relations internationales ?* Choiseul Magazine. <https://www.choiseul-magazine.fr/2025/11/22/amerique-latine-la-nouvelle-ligne-de-fracture-des-relations-internationales/>

Drouhaud, P. (2025, 30 janvier). *L'Amérique latine en 2025 : l'année de tous les dangers*. Revue Politique. <https://www.revuepolitique.fr/lamerique-latine-en-2025-lannee-de-tous-les-dangers/>

Editora Bogotá. (2025, 17 novembre). *Trump intensifica amenazas contra Venezuela*. Colombia Informa. <https://www.colombiainforma.info/trump-intensifica-amenazas-contra-venezuela/>

EFE. (2025, 1 avril). *Rusia ofrece cooperación tecnológica a los países de Latinoamérica para producir armas*. EFE. <https://efe.com/mundo/2025-04-01/rusia-cooperacion-latinoamerica-produccion-armas/>

El Cronista. (2025, 17 novembre). *Nace una potencia mundial en América Latina: China y Rusia están nerviosos por el país latino que puede romper el orden mundial*. <https://www.cronista.com/mexico/actualidad-mx/nace-una-potencia-mundial-en-america-latina-china-y-rusia-estan-nerviosos-por-el-pais-latino-que-puede-romper-el-orden-mundial/>

Escenario Mundial. (2025, 23 mai). *Estados Unidos advierte sobre la creciente influencia de China y Rusia en América Latina*. Escenario Mundial. <https://www.escenariomundial.com/2025/05/23/estados-unidos-advierte-sobre-la-creciente-influencia-de-china-y-rusia-en-america-latina/>

Escenario Mundial. (2025, 9 novembre). *Los detalles sobre el despliegue del portaaviones USS Gerald R. Ford en el Caribe, el mayor movimiento naval de EE.UU. en la región desde 1962*. Escenario Mundial. <https://www.escenariomundial.com/2025/11/09/el-portaaviones-uss-gerald-r-ford-se-despliega-en-el-caribe-siendo-el-mayor-movimiento-naval-de-ee-uu-en-la-region-desde-1962/>

Fajardo, M. Gabriela. (2025, 21 juillet). *Agendas de Paz y Seguridad sin blindaje: Desafíos y oportunidades desde América Latina*. Universidad de Navarra. <https://www.unav.edu/web/global-affairs/agendas-de-paz-y-seguridad-sin-blindaje-desafios-y-oportunidades-desde-america-latina>

Finley, B. (2025, 16 novembre). *El portaaviones más avanzado de EEUU llegó al Caribe en medio de la creciente tensión con el régimen de Maduro*. Infobae. <https://www.infobae.com/venezuela/2025/11/16/el-portaaviones-mas-avanzado-de-eeuu-llego-al-caribe-en-medio-de-la-creciente-tension-con-el-regimen-de-maduro/>

France24. (2025, 12 décembre). *La violencia progresará en América Latina y el Caribe en 2026, alerta la oenegé Acled*. France24. <https://www.france24.com/es/minuto-a-minuto/20251212-la-violencia-progresar%C3%A1-en-am%C3%A9rica-latina-y-el-caribe-en-2026-alerta-la-oeneg%C3%A9-acled>

Future Possibilities Index. (s. d.). *Future Possibilities Index: Indicators*. <https://futurepossibilitiesindex.com/indicators/future-possibilities-index/>

Gálvez, S. (2025, 3 juillet). *Rusia exporta manual de captura del Estado*. Expediente Público. <https://www.expedientepublico.org/sara-galvez-rusia-exporta-manual-de-captura-del-estado/>

Gazeau, W. (2025, 21 août). *Estados Unidos y su historial de intervenciones en América Latina*. France24. <https://www.france24.com/es/am%C3%A9rica-latina/20250821-estados-unidos-y-su-historial-de-intervenciones-en-américa-latina>

GeoConfluences. *BRIC*. ENS de Lyon. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/bric>
González Barcos (2025, 18 juillet). *¿Está América Latina viviendo su momento geopolítico más interesante del siglo?* The Diplomat in Spain. <https://thediplotainspain.com/2025/07/18/esta-america-latina-viviendo-su-momento-geopolitico-mas-interesante-del-siglo/>

González Illescas, R. (2025, 22 décembre). *La derecha (nueva izquierda) avanza en América Latina*. Quadratin Oaxaca. <https://oaxaca.quadratin.com.mx/la-derecha-nueva-izquierda-avanza-en-america-latina/>

Hernández Toledo, Y. (2025, 3 novembre). *Rusia desea que América Latina siga en paz*. Diario Ve. <https://diariovea.com.ve/rusia-desea-que-america-latina-siga-en-paz/>

Hernando, C. (2025, 2 janvier). *Conflictos 2025*. El Orden Mundial. <https://elordenmundial.com/mapas-y-graficos/conflictos-2025/>

Hernando, C. (2025, 29 setembre). *La geopolítica de México*. El Orden Mundial. <https://elordenmundial.com/mapas-y-graficos/geopolitica-mexico/>

Human Rights Watch. (2024). *World Report 2024: Ecuador*. <https://www.hrw.org/es/world-report/2024/country-chapters/ecuador>

INEGI, Estadísticas de homicidios. <https://www.inegi.org.mx>

Infobae. (2025, 15 novembre). *Operación “Lanza del Sur”: lo que se sabe de la mayor presencia militar de Estados Unidos en el Caribe desde la Guerra del Golfo*. Infobae. <https://www.infobae.com/venezuela/2025/11/15/operacion-lanza-del-sur-lo-que-se-sabe-de-la-mayor-presencia-militar-de-estados-unidos-en-el-caribe-desde-la-guerra-del-golfo/>

Insuasty Rodríguez, A. (2024, 30 avril). *América Latina en la encrucijada: Tensiones geopolíticas y el desafío de la unidad regional*. Desinformémonos. <https://desinformemonos.org/america-latina-en-la-encrucijada-tensiones-geopoliticas-y-el-desafio-de-la-unidad-regional/>

Käufer, T., & Samuel, R. (2025, 13 mai). *China se posiciona en América Latina*. DW. <https://www.dw.com/es/china-se-posiciona-en-am%C3%A9rica-latina-en-medio-del-caos-arancelario-de-trump/a-72529422>

KCH Comunicación. (2025, 14 novembre). *Las primeras imágenes del portaaviones USS Gerald R. Ford en el Caribe: “Es la plataforma de combate más letal del mundo”*. KCH Comunicación. <https://kchcomunicacion.com/2025/11/14/las-primeras-imagenes-del-portaaviones-uss-gerald-r-ford-en-el-caribe-es-la-plataforma-de-combate-mas-letal-del-mundo/>

Kulfas, M., & Schapiro, M. (2025). *América Latina ante la nueva globalización*. Nuso. <https://nuso.org/articulo/319-america-latina-ante-la-nueva-globalizacion/>

Lázaro, E. (2025, 7 juillet). *La realidad geopolítica de México y la estrategia de desarrollo nacional*. Buzos de la Noticia. <https://buzos.com.mx/noticia/la-realidad-geopolitica-de-mexico-y-la-estrategia-de-desarrollo-nacional>

Leiva García, G., & Talvi, E. (2024, 6 février). *La geopolítica de América Latina ante la rivalidad EEUU-China: del relato a los datos*. Real Instituto Elcano. <https://www.realinstitutoelcano.org/analisis/la-geopolitica-de-america-latina-ante-la-rivalidad-eeuu-china-del-relato-a-los-datos/>

LISA INSTITUTE (2025)

Lorusso, F. (2025, 24 juillet). *Geopolítica y potencia de México*. La Verdad Juárez. <https://laverdadjuarez.com/2025/07/24/geopolitica-y-potencia-de-mexico/>

- Maihold, G. (2025, 27 janvier). *La nueva geopolitización de América Latina*. Deutsche Welle. <https://www.dw.com/es/la-nueva-geopolitizaci%C3%B3n-de-am%C3%A9rica-latina/a-71424739>
- Malamud, C., & Núñez Castellano, R. (2024, 25 novembre). *América Latina: crimen organizado e inseguridad ciudadana*. Real Instituto Elcano. <https://www.realinstitutoelcano.org/analisis/america-latina-crimen-organizado-e-inseguridad-ciudadana/>
- Manjarrés, J., Newton, C., & Cavalari, M. (2025, 26 février). *Balance Insight Crime: homicidios 2024*. Insight Crime. <https://insightcrime.org/es/noticias/balance-insight-crime-homicidios-2024/>
- Misión Verdad. (2025, 18 novembre). *Venezuela y Rusia: una asociación estratégica para el mundo multipolar*. <https://misionverdad.com/venezuela/venezuela-y-rusia-una-asociacion-estrategica-para-el-mundo-multipolar>
- Myers, M. (2025, 14 octobre). *La nueva estrategia de China en América Latina*. Americas Quarterly. <https://americasquarterly.org/article/nueva-estrategia-china-america-latina/>
- Nanjari, M. (2025, 15 août). *Por qué el cartel de los Soles es una amenaza para América*. Deutsche Welle. <https://www.dw.com/es/por-qu%C3%A9-el-cartel-de-los-soles-es-una-amenaza-para-am%C3%A9rica/a-73660607>
- Nodal. (2025, 22 août). *La diplomacia y los acuerdos estratégicos de Rusia con América Latina y el Caribe*. Nodal. <https://www.nodal.am/2025/08/la-diplomacia-y-los-acuerdos-estrategicos-de-rusia-con-america-latina-y-el-caribe>
- Nusa Peñalver, J. D. *La historia de las intervenciones de Estados Unidos en América Latina y el Caribe*. Derecho a la Paz. <https://www.derechoalapaz.com/la-historia-de-las-intervenciones-de-estados-unidos-en-america-latina-y-el-caribe/>
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). (2023). *Rapport mondial sur les drogues 2023: Résumé exécutif* (Version espagnole). https://www.unodc.org/res/WDR-2023/WDR23_ExSum_Spanish.pdf
- Ortiz, Román. (2024). *América Latina en la nueva geopolítica global* [PDF]. Centro de Estudios Estratégicos del Ejército del Perú. <https://ceeep.mil.pe/wp-content/uploads/2024/09/America-Latina-en-la-Nueva-Geopolitica-Global-digital.pdf>
- Papaleo, C. (2025, 17 juin). *El crimen organizado y su poder en las instituciones de América Latina*. Deutsche Welle. <https://www.dw.com/es/el-crimen-organizado-y-su-poder-en-las-instituciones-de-am%C3%A9rica-latina/a-72955815>
- Piña, Carolina M. (2025, 25 octobre). *EEUU intensifica su presencia en el Caribe con un portaaviones*. RFI. <https://www.rfi.fr/es/am%C3%A9ricas/20251025-eeuu-intensifica-su-presencia-en-el-caribe-con-un-portaaviones>
- Polo, S. (2025, 29 juillet). *América Latina y China: una relación cada vez más estratégica*. El Auditor. https://elauditor.info/actualidad/america-latina-y-china--una-relacion-cada-vez-mas-estrategica_a68879843d
- Rijntalder, T. (2025, 10 novembre). *Festivales y fertilizantes: los instrumentos de la proyección rusa en América Latina*. Diálogo Político. <https://dialogopolitico.org/analisis-debates/debates/instrumentos-de-proyeccion-rusia-america-latina>
- Rodríguez Sánchez-Galarraga, D. (2025, 18 mars). *Rusia y América Latina, el tratado no escrito de conveniencia mutua*. Joven Cuba. <https://jovencuba.com/rusia-america-latina/>
- Rugeles, A. (2025, febrero). *La geopolítica de la incertidumbre*. Revista FAL. <https://revistafal.com/la-geopolitica-de-la-incertidumbre/>

Salazar Castellanos, D. (2025, 7 juillet). *Tren bioceánico conectaría puertos de Brasil y Perú: China apoyará estudios del proyecto.* Bloomberg Línea. <https://www.bloomberglinea.com/latinoamerica/peru/tren-bioceanico-conectar-ia-puertos-de-brasil-y-peru-china-apoyara-estudios-del-proyecto/>

Sayol, I. (s.d.). *El rol de América Latina en la nueva geopolítica logística.* Ignasi Sayol. <https://ignasisayol.com/es/el-rol-de-america-latina-en-la-nueva-geopolitica-logistica/>

Schmitt, E. (2025, 21 septembre). *El aumento de tropas estadounidenses en el Caribe indica una campaña más amplia contra Venezuela.* The New York Times. <https://www.nytimes.com/es/2025/09/21/espanol/america-latina/trump-venezuela-tropas-ceuu.html>

Singer, F. (2025, 4 juillet). *Venezuela abre, 20 años después, la primera fábrica de municiones de Kalashnikov en América.* El País. <https://elpais.com/america/2025-07-04/venezuela-abre-20-anos-despues-la-primera-fabrica-de-municiones-de-kalashnikov-en-america.html>

Swissinfo. (2024, 4 juin). *ONG reporta 37 candidatos asesinados en la "elección más violenta" de México.* Swissinfo. <https://www.swissinfo.ch/spa/ong-reporta-37-candidatos-asesinados-en-la-%22elecci%C3%B3n-m%C3%A1s-violenta%22-de-m%C3%A9xico/79678786>

Swissinfo. (2025, 1 avril). *Brasil quiere consolidarse como potencia en industria militar en Latinoamérica.* <https://www.swissinfo.ch/spa/brasil-quiere-consolidarse-como-potencia-en-industria-militar-en-latinoam%C3%A9rica/89099489>

United Nations Development Programme (UNDP). (2025, febrero). *Estado, Democracia y Desigualdades en América Latina y el Caribe.* (PDF). https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2025-02/estado_democracia_y_desigualdades_en_america_latina_y_el_caribe_digital.pdf

Valencia Corozo, E. H. (2025). *Fragilidad del multilateralismo en América Latina.* Revista Cubana De Economía Internacional. <https://revistas.uh.cu/rcei/article/view/11144>

Valle Guerrero, J. (2025, 1 avril). *Panamá y el Retiro de la Iniciativa de la Franja y la Ruta : Implicaciones en el Contexto de la Relación con Estados Unidos.* Red China y América Latina: Enfoques Multidisciplinarios. <https://chinayamericalatina.com/panama-y-el-retiro-de-la-iniciativa-de-la-franja-y-la-ruta-implicaciones-en-el-contexto-de-la-relacion-con-estados-unidos/>

Valqui, J. (2024, 4 décembre). *Estos 2 únicos países de América Latina serán muy ricos y potencias mundiales en 2040: uno produce plata y el otro tanto acero como Estados Unidos.* La República. <https://larepublica.pe/mundo/2024/12/03/estos-2-unicos-paises-de-america-latina-seran-muy-ricos-y-potencias-mundiales-en-2040-uno-produce-plata-y-el-otro-tanto-acero-como-estados-unidos-lrtmus-106428>

Vladimirov, M., Rueda Orejarena, G., & Osipova, D. (2025, juillet). *América Latina en la nueva geopolítica global* (PDF). Center for Strategic & International Studies (CSIS). https://csd.eu/fileadmin/user_upload/publications_library/files/2025_07/KP_LA_WEB_ES.pdf

Wong, E., & Barnes, J. E. (2025, 16 décembre). *La campaña de Trump contra Maduro también está enfocada en el petróleo.* The New York Times. <https://www.nytimes.com/es/2025/12/16/espanol/estados-unidos/trump-petroleo-venezuela.html>

Xinhua News. (2025, 3 noviembre). *Entrevista: Nueva política antidrogas de EE. UU. en América Latina y el Caribe persigue intereses económicos, afirma experta en Colombia.* Xinhua News. <https://spanish.news.cn/20251103/d2cb9dc853ba40d98db4ed0a20f9f47f/c.html>

Zein, E. (2025, 18 décembre). *¿Por qué las inmensas riquezas de Venezuela despiertan el apetito de Trump.* Euronews. <https://es.euronews.com/business/2025/12/18/por-que-las-inmensas-riquezas-de-venezuela-despiertan-el-apetito-de-trump>